

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

L'ACTION SYNDICALE OUVRIÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT

LE SAMEDI 28 NOVEMBRE, A 4 HEURES

PAR

VICTOR DILIGENT

Lauréat de la Faculté de Droit
et de

l'Ecole des Sciences Sociales de l'Université Libre de Lille

JURY D'EXAMEN :

MM. VILLEY, professeur-doyen, président de
la thèse.

CABOUAT, professeur.

ALLIX, professeur.

ROUBAIX

IMPRIMERIE ALFRED REBOUX, GRANDE-RUE, 71

1908

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

L'ACTION SYNDICALE OUVRIÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT

LE SAMEDI 28 NOVEMBRE, A 4 HEURES

PAR

VICTOR DILIGENT

Lauréat de la Faculté de Droit

et de

l'Ecole des Sciences Sociales de l'Université Libre de Lille



ROUBAIX

IMPRIMERIE ALFRED REBOUX, GRANDE-RUE, 71

—
1908

JURY D'EXAMEN :

MM. VILLEY, professeur-doyen, président de
la thèse.

CABOUAT, professeur.

ALLIX, professeur.

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1908-1909

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (*, I. ✂), membre de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ✂), professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. ✂), professeur d'*Economie politique*.

GUILLOUARD (*, I. ✂, C. ✕, G. O. ✕, C. I. C. ✕, O. ✕, L. ✕), professeur de *Droit civil*, correspondant de l'Institut.

LEBRET (I. ✂), (ancien ministre de la Justice), professeur de *Droit civil*, chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.

CABOUAT (I. ✂), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

BIVILLE (I. ✂), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours d'*Eléments de Droit civil*.

DEBRAY (A. 𐌆𐌶), assesseur du Doyen, professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR (A. 𐌆𐌶), professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Eléments de Droit constitutionnel*.

ASTOUL (A. 𐌆𐌶), professeur de *Droit romain* et chargé des cours de *Pandectes* et d'*Histoire du Droit public français*.

DEGOIS (A. 𐌆𐌶), professeur de *Droit criminel*, chargé du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GÉNESTAL (A. 𐌆𐌶), professeur d'*Histoire du Droit français* et chargé du cours de la *Coutume de Normandie*.

ALLIX (A. 𐌆𐌶), professeur d'*Economie politique* et d'*Histoire des doctrines économiques*, et chargé du cours de *Législation financière*.

N..., chargé des cours de *Droit constitutionnel comparé*, de *Droit public*, de *Droit administratif* et d'*Eléments de Droit public et administratif*.
(Capacité).

N..., chargé d'un cours de *Droit civil*.

SECRÉTAIRE :

M. GALLOU (I. 𐌆𐌶), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Il est peu de phénomènes sociaux qui vérifient aussi exactement que l'organisation professionnelle une théorie ingénieuse sur la marche coutumière au progrès. On pourrait l'exprimer approximativement par la compréhensive formule que Pascal donnait de l'évolution dans la nature : « La nature agit par progrès : *itus et reditus*. Elle passe et revient, puis va plus loin, puis deux fois moins, puis plus que jamais. » (1).

Combien nous sommes loin, en effet, des théories du XVIII^e siècle sur l'organisation, ou plutôt sur l'inorganisation professionnelle !

« La source de tout le mal, avait écrit Turgot, est dans la faculté même accordée aux artisans d'un même métier de s'assembler et de se réunir en corps. » Pour ne s'être pas mis en garde contre cette généralisation excessive et avoir voulu emprisonner l'activité économique de

(1) De même Goethe disait de l'esprit humain : « Il avance toujours, mais en ligne spirale. »

l'avenir dans l'étroitesse d'une formule qu'expliquaient à peine les abus du passé, les législateurs de 1791 ont inconsciemment préparé une des périodes les plus douloureuses de notre histoire sociale. Et les expériences dont elle foisonne permettraient, aujourd'hui de se rallier à une formule contradictoire de celle de Turgot, et de dire : « La source de tout le mal a été dans la défense faite aux artisans d'un même métier de s'assembler et de se réunir en corps. »

Tant il est vrai que, dans l'ordre économique comme dans tout autre, l'homme est un être social ; qu'il n'est pas possible de traiter les individus comme des parcelles éparses d'humanité et qu'une mystérieuse solidarité les agglomère en corps organiques dont il faut respecter les lois. Ces lois sont aussi impérieuses qu'aucune autre et, pour leur commander, il faut commencer par leur obéir. Les nier ne sert de rien et déclarer que les ouvriers n'ont pas d'intérêts communs, n'aboutit qu'à leur préparer des souffrances communes.

....Depuis 1884, l'action syndicale a cause gagnée, au moins devant le législateur et sur les principes. Nous voudrions, après avoir rappelé ce qui rendait sa victoire nécessaire, rechercher les résultats matériels et moraux qu'elle lui permet d'atteindre. Nous verrons ensuite l'importance qu'attache à son rôle quelques-unes des écoles qui l'ont étudiée. Et nous terminerons en recherchant, non plus dans les théories mais dans les faits, les « courants syndicaux » actuels et en essayant de prévoir leur influence sur l'avenir du syndicalisme ouvrier français.

CHAPITRE I

LE MOUVEMENT SYNDICAL OUVRIER

Quelques-unes de ses causes

et de ses conséquences

I

Le droit de s'associer entre ouvriers pour la défense des intérêts professionnels nous semble aujourd'hui chose si naturelle (1) qu'il faut un vigoureux effort de loyauté intellectuelle pour comprendre la mentalité des constituants de 1791 qui, délibérément, l'avait banni de nos de nos lois.

(1) « De ce que les sociétés privées n'ont d'existence qu'au sein de la société civile, dont elles sont comme autant de parties, il ne suit pas, à ne parler qu'en général et à ne considérer que leur nature, qu'il soit au pouvoir de l'Etat de leur dénier l'existence. Le droit à l'existence leur a été octroyé par la nature elle-même, et la société civile a été instituée pour protéger le droit naturel, non pour l'anéantir. » Léon XIII. Encyclique « *Rerum Novarum* ». Lettres apostoliques. Tome III^e, p. 61.

« La loi de 1884 n'a fait que reconnaître une nécessité sociale, » écrivait récemment M. Villey. Les nouvelles forces sociales : le syndicalisme. Revue d'Economie politique. 1907, p. 722.

Ce sont les idées, bonnes ou mauvaises, qui mènent le monde et la conception, alors reçue, de la société où « l'on voyait, au lieu d'un ensemble de groupes naturels et contractuels, une agglomération d'individus en face de l'Etat » (1), explique en partie cette haine pour tous les groupements spontanés. Mais de telles idées n'aboutissent rapidement que par la complicité des faits. Elle ne leur a pas manqué.

Le procès a été mille fois fait des corporations en leur période de décrépitude. Elles demeurent comme un saisissant exemple d'une institution où la lettre a tué l'esprit et nous montrent à quelle ruine certaine sont voués tous les organismes qui, servilement fidèles à leurs formes extérieures malgré tous les changements du milieu, sont, par le fait même, infidèles à leur esprit. Faire non pas ce qu'ont fait nos pères, mais ce qu'ils auraient fait s'ils avaient vécu de notre temps, c'est une bonne formule d'un progrès enraciné dans la tradition. Mais il a fallu beaucoup d'expériences pour nous en convaincre et celle des corporations peut y tenir le premier rang. (2)

Les corporations une fois supprimées, il était inutile d'aller jusqu'à interdire, pour l'avenir, toute espèce d'association professionnelle. Et peut-être s'en serait-on tenu là sans de nouveaux événements qui devaient permettre à l'individualisme latent dans les esprits d'aller à son extrême et dangereuse logique. « Si les décrets des 14-17 juin 1791 ont pu être édictés, c'est parce que la *liberté*

(1) Fagniez, « Corporations et syndicats », p. 64.

(2). « Ainsi détournés de leur emploi les corps étaient devenus méconnaissables sous la croûte d'abus qui les défigurait ; personne, sauf Montesquieu, ne comprenait leur raison d'être ; aux approches de la Révolution ils semblaient, non des organes, mais des excroissances, des difformités et pour ainsi dire des monstres vieillots. » — Taine, *Revue des Deux-Mondes*, février 1888, p. 481.

semblait alors ne pouvoir exister que par la prohibition de toutes les associations professionnelles. Ceci venait d'un raisonnement empirique basé sur l'existence de coalitions dangereuses dirigées par Marat. » (1). Ce fut donc « une œuvre de circonstance beaucoup plus que de doctrine. Il faut tenir compte à ces législateurs si respectables dans leurs illusions, de la gravité, de l'urgence menaçante des problèmes économiques que la dissolution de l'ancienne organisation du travail posait devant eux. Quand les ouvriers charpentiers de Paris groupés dans une « union fraternelle de l'art de la charpente », qui n'était vraisemblablement qu'un compagnonnage, cherchaient à obtenir des patrons une participation proportionnelle à leurs bénéfices et, sur leur refus, adoptaient un tarif minimum de salaires qu'ils voulaient faire sanctionner par la municipalité parisienne, quand les ouvriers papetiers, dont le chômage aurait suspendu la fabrication des assignats, frappaient leurs patrons et leurs camarades d'amendes et d'interdits, ces initiatives d'une classe fraîchement émancipée de la tutelle patronale et gouvernementale prenaient au dépourvu l'incompétence d'une assemblée où les intérêts du travail national n'étaient pas représentés et, dans les circonstances où elle en était saisie, il était moins pressant pour elle de les régler que de fortifier l'autorité défaillante, de contenir l'anarchie spontanée, de disperser les rassemblements, de repousser, légitimes ou non, les revendications tumultueuses. » (2).

(1) Bureau, « Le contrat de travail et les syndicats professionnels », p. 202.

(2). Faeniez, « Corporations et Syndicats », p. 64-65.

Chapelier avait, le 14 juin 1791, dénoncé violemment ces faits à la tribune de l'Assemblée : « On force les ouvriers de quitter leurs boutiques, lors même qu'ils sont contents du salaire qu'ils y reçoivent ; on veut dépeupler les ateliers et déjà plusieurs ateliers se sont soulevés, différents désordres ont

Les faits conspiraient donc avec les idées pour faire prohiber les rassemblements. L'ordre ne semblait possible que « dispersé ». Et les voies de l'association furent, à jamais, déclarées « passages interdits ».

II

La vie a souvent bientôt fait de déjouer la présomption de nos calculs. L'application industrielle de la vapeur devait presque aussitôt appeler dans de vastes usines les populations éparses des campagnes. L'ouvrier

été commis. » Cf. J. P. Boncour : « Le Fédéralisme économique ».

Cf. également : Barth. Raynaud : Le contrat collectif du travail. — Martin Saint Léon : Histoire des corporatives de métiers, p. 512. Du Maroussem : Les charpentiers de Paris, p. 152-154. — Levasseur : Histoire des classes ouvrières depuis 1789. I. p. 138 et suiv.

Si les législateurs de 91 avaient eu l'esprit moins imbu d'individualisme, ils auraient su distinguer, dans tous ces mouvements populaires, une tendance impérieuse à l'organisation. Il semble que les artisans aient eu comme le pressentiment des souffrances auxquelles les vouerait leur émiettement et entre les lois de mars et de juin 91, d'un effort tenace, ils essaient d'élaborer des tarifs collectifs, Chapelier le constatait lui-même dans son rapport : « Plusieurs personnes ont cherché à recréer les corporations anéanties, en formant des assemblées d'arts et de métiers, dans lesquels il a été nommé des présidents, des secrétaires, des syndics et autres officiers. Le but de ces assemblées qui se propagent dans le royaume et qui ont déjà établi entre elles des correspondances, est de forcer les entrepreneurs de travaux, les ci-devant maîtres, à augmenter le prix de la journée de travail, d'empêcher les ouvriers et les particuliers qui les occupent dans leurs ateliers de faire entre eux des conventions à l'amiable, de leur faire signer sur des registres l'obligation de se soumettre au taux de la journée de travail fixé par les assemblées et autres règlements qu'elles se permettent de faire. »

C'étaient donc de véritables contrats collectifs que les ouvriers voulaient passer avec leurs entrepreneurs 115 ans avant que le législateur ne songe à ces contrats....

isolé allait se trouver sans défense devant des puissances jusqu'alors inconnues, « livré à la merci de maîtres inhumains et à la cupidité d'une concurrence effrénée. » (1)

Si du moins l'Etat était intervenu pour rétablir quelque équilibre entre la liberté du patron et celle de l'ouvrier en jetant dans la balance l'épée lourde de la loi ! S'il avait tracé, par la législation du travail, les limites au delà desquelles la concurrence n'est plus que du désordre social ! (2).

Mais ceci était un désaccord trop évident avec le libéralisme reçu. Et Chapelier avait eu soin de préciser dans son rapport : « C'est aux conventions libres, d'individu à individu, à fixer la journée pour chaque ouvrier, c'est ensuite à l'ouvrier à maintenir la convention qu'il a faite avec celui qui l'occupe ». (3)

Et, sans obstacle, pouvait, dès lors, se dérouler la longue expérience qui justifie la parole du P. Lacordaire : « Entre le pauvre et le faible, entre le riche et le pauvre, c'est la liberté qui tue, c'est la loi qui affranchit ». (4)

Les phases de cette expérience sont connues. Et leur constatation servit bientôt à réclamer des « mesures promptes et efficaces » (5) pour venir en aide à une « misère imméritée ». (6)

C'est sous Charles X, un ministre, M. d'Haussy, qui dénonce « une autre féodalité qui asservit des milliers

(1) Léon XIII. « *Rerum Novarum* », p. 21.

(2) Cf. infra, « les théories des catholiques sociaux ».

(3) « Il n'y a plus de corporation dans l'Etat, avait dit Chapelier, il n'y a plus que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général... »

» ... Il faut donc remonter au principe que c'est aux conventions libres d'individu, à fixer la journée pour chaque ouvrier... »

(4) Vigny a traduit la même pensée dans un beau vers : « Vous m'appellez la loi, je suis la liberté. »

(5 et 6) Léon XIII. « *Rerum Novarum* »...

d'individus, les condamne à un travail exorbitant, s'empare des femmes et des enfants, les livre à tous les genres de démoralisation, exige un service disproportionné avec leurs forces et le salaire mesquin qu'elle accorde et, maîtresse absolue de cette population dont l'existence et la direction sont entre ses mains, les livre à des privations contre lesquelles aucune ressource n'a été préparée. » (1).

En 1840, l'enquête de Villermé dévoilait des abus tels qu'ils feraient douter de la civilisation. Voici, notamment, ce qu'il dit des enfants employés en grand nombre dans les manufactures de laine et de coton : « Ces deux industries n'exigent guère de la part des enfants qu'une simple surveillance mais, pour tous, la fatigue résulte d'une station beaucoup trop prolongée. Ils restent 16 à 17 heures debout, chaque jour, dont 13 au moins dans une pièce fermée sans presque changer de place ou d'attitude. Ce n'est plus là un travail, une tâche, c'est une torture. Et on l'inflige à des enfants de 6 à 8 ans, mal nourris, mal vêtus, obligés de parcourir dès cinq heures

(1) Cité par G. Goyau, « Autour du catholicisme social ».

A la Chambre de Paris, Montalembert constatait « la décrépidité des jeunes gens appelés au service militaire dans les districts manufacturiers. N'est-il pas constaté à peu près partout, ajoutait-il, que, par une contradiction déplorable, dans les contrées les plus prospères et les plus riches, à Mulhouse, à Elbeuf, à Rouen, les jeunes gens de vingt ans appelés à la défense de la patrie sont précisément les moins robustes et les moins sains de toute la France, qu'il faut épuiser toute la classe pour trouver le contingent. »

Marcel Lecoq. Cours à la Semaine Sociale de Dijon, compte-rendu des cours, p. 194.

En Prusse, le 11 mai 1828, Frédéric-Guillaume III prescrivait au ministre de l'instruction publique de procéder à une enquête sur les conditions du travail industriel, afin, disait-il, que « dans les régions de fabriques, les générations futures ne soient pas encore plus faibles et impotentes que la génération actuelle. »

Marcel Lecoq. Cours à la Semaine Sociale de Dijon, p. 195.

du matin la longue distance qui les sépare de leurs ateliers et qu'achève d'épuiser, le soir, leur retour de ces mêmes ateliers. » (1).

Une enquête poursuivie vers le même temps sur l'état physique et moral des ouvriers dans les fabriques de soie, de coton et de laine, révélait qu'à Roubaix, où la journée était de 14 heures 1/2 dont 2 pour les repas et le repos, « les enfants travaillaient aussi longtemps que les hommes faits et que parmi ces enfants il en était de six ans et beaucoup de huit ans. » (2)

(1) Villermé, tableau de l'état physique et moral des ouvriers, p. 91. — Cité par Maurice Dufourmantelle « Idées sociales et faits sociaux, p. 150. Paris, Fontemoing. (Voir également p. 151-153 de ce livre, les détails donnés par M. Dufourmantelle sur les abus signalés en Angleterre au commencement du 19^e siècle).

(2) Mimerel. Enquête relative à diverses prohibitions, t. III p. 124. — A Rouen la durée du travail était de 13 heures 1/2 en toute saison.

A Saint-Quentin, les ouvriers des deux sexes, sans distinction d'âge, travaillaient 13 heures par jour. A Elbeuf, Abbeville, Louviers, la durée du travail était de 13 heures. A Mulhouse, de 13 à 14 heures pour les enfants comme pour les adultes. (Bureau. « Le contrat de travail », p. 156.)

Dans certaines filatures le travail effectif était de 15 heures 1/2 et la journée de travail de 17 heures. Elle pouvait durer par conséquent de 4 heures du matin à 9 heures du soir. (Consulter Bureau, p. 158).

Plus récemment, la Commission d'enquête instituée en Belgique en 1886, constatait la présence d'un grand nombre de femmes employées dans les travaux inférieurs des mines, dans de déplorables conditions de santé et de moralité, le travail se prolongeant pendant treize, quatorze et quinze heures.

Parlant d'enfants de 10 ans, employés dans l'industrie lainière, un témoin ajoute :

« On ne sait combien sont morts de ces quinze à dix-huit heures de travail journalier dans la suffocante poussière de laine. »

Un maître de verreries, président de l'Association des verriers belges, à Charleroi, reconnaît que dans son industrie, des apprentis âgés de 14 ans, quelquefois moins, travaillent vingt-quatre heures de suite. (Cf. Raoul Jay. L'évolution du régime légal du travail. Revue pol. et parl., juin 1897, p. 179-180).

Devant ces abus inouïs, l'archevêque de Rouen déclarait, dans la discussion qui devait aboutir au vote de la loi de 1841, « qu'en ces jours de progrès et de découvertes il faut une loi de fer pour empêcher de tuer les enfants par le travail. » (1).

Et cependant, six ans après, M. Dupin, pour défendre un projet de loi relatif au travail des enfants, en était réduit à plaider que cette loi n'était pas trop humaine ! (2).

III

Tous ces faits avaient fini par imposer au législateur une intervention qui fut, longtemps, timide et comme tremblante de porter atteinte à l'arche sainte du libéralisme. Ils éveillaient aussi dans les âmes des travailleurs une légitime impatience de justice sociale qui préparait, obscurément le mouvement syndical. Et ils suscitaient, encore que bien lentement, la poussée sociale qui devait jeter bas les vieilles idoles économiques auxquelles tant de vies venaient d'être sacrifiées.

On se demande, cependant, à distance, comment un tel état de fait a pu durer si longtemps. Il serait excessif d'en rejeter toute la faute sur la mauvaise volonté des hommes. Ils étaient peut-être victimes des lois économiques qu'ils subissaient sans les comprendre assez pour parvenir à les dominer.

Quand, en 1886, un industriel entendu par la commission du travail belge, disait : « Il ne faut pas perdre de vue que la science industrielle consiste à obtenir d'un être humain la plus grande somme possible de travail

(1) Mataja. Les origines de la protection ouvrière en France. Revue d'économie politique. 1895, p. 73.

(2) Bureau, op. cit. 160

utile en le rémunérant au taux le plus bas » (1) ; cette réponse déconcertante ne traduisait-elle pas approximativement l'effet des lois de la concurrence sur les conditions de l'industrie, *quand aucune autre force ne vient neutraliser celle-là*.

La loi de la concurrence oblige en effet les patrons à réduire leurs frais au moindre coût de production. Elle est aussi constante que la loi de la pesanteur dans l'ordre physique. Et comme le salaire rentre dans les frais généraux de l'entreprise, les employeurs risquent d'être forcés par la concurrence de le réduire à sa limite incompressible. (2).

Les anciens économistes en ont eu la perception très nette et ils exprimèrent déjà, avant la lettre et très durement, la théorie de la « *loi d'airain* ».

.... « S'il était possible, écrivait Neckær, de découvrir une nourriture moins agréable que le pain qui puisse entretenir le corps de l'homme pendant 48 heures, le peuple serait bientôt réduit de ne manger que de deux jours l'un, lors même qu'il préférerait son ancienne habitude ». (3)

Turgot constatait qu' « en tout genre de travail, il doit arriver et il arrive que le salaire de l'ouvrier se borne à

(1) Enquête de la Commission du travail belge. Vol. I. Réponse 2220.

(2) Cette règle n'est évidemment exacte que dans l'état inorganique de l'industrie. Même alors son application comporte des modalités très différentes. A mauvais salaire correspond, en effet, souvent, mauvais travail et l'employeur peut, pour obtenir un rendement supérieur, avoir intérêt à en augmenter le taux. Ce ne sera qu'une application plus intelligente et plus humaine de la loi du « moindre coût de production ».

Malheureusement la concurrence entre ouvriers existe du fait des chômeurs qui cherchent du travail et les salaires baisseront si un ouvrier sans ouvrage vient, pour vivre, offrir le même travail à un moindre prix.

(3) Neckær. Cité par Bureau, p. 147.

ce qui lui est nécessaire pour se procurer sa subsistance. » (1)

De même Ricardo déclare : « Le prix naturel du travail est celui qui fournit aux ouvriers en général les moyens de subsister et de perpétuer leur espèce, sans accroissement ni diminution... » (2) ; et J.-B. Say ajoutait : « Il est difficile que le salaire du manouvrier s'élève au-dessus ou s'abaisse au-dessous de ce qui est nécessaire pour maintenir la classe ouvrière au nombre dont on a besoin. » (3)

Un patron qui prétendrait faire fi des nécessités de la concurrence serait infailliblement la victime de son cœur et de ses concurrents ; il n'aboutirait qu'à la ruine de ses illusions et de son industrie. Tous les mouvements de charité sont impuissants, à eux seuls, contre cette loi et elle écraserait vite le présomptueux qui l'aurait méconnue.

Il n'exprimait donc qu'une stricte vérité le patron de Mulhouse qui disait en 1827, à ses collègues de la Société industrielle : « Un propriétaire de filature de coton ne peut rien, absolument rien, partout où il existe une seconde fabrique semblable à la sienne. Il faudrait que tous les manufacturiers, non seulement de la localité qu'il habite, mais encore du pays où ses marchandises sont vendues, s'unissent avec lui d'une sainte alliance pour faire cesser le mal qui nous occupe, au lieu de l'exploiter à leur profit. Certes on ne saurait compter sur un tel désintéressement, aucune classe de la société jusqu'ici n'en a donné l'exemple ni en France, ni ailleurs. (4)

(1). Turgot. — Bureau, p. 147.

(2). Bureau, p. 147.

(3). Bureau, p. 148.

(4). Séance de la Société industrielle de Mulhouse, 30 novembre 1827. — Bureau, p. 136-137.

IV

N'y aurait-il donc aucun remède à ces maux et faut-il s'attarder en plaintes inutiles? Non, car l'étude des lois de la concurrence fait apparaître en même temps que le mal, le remède. Et c'est dans ces lois elles-mêmes que se trouve le secret de les dominer.

Les salaires baissent parce que les patrons, pour réduire leurs frais généraux, les restreignent et ils peuvent les restreindre parce qu'ils trouvent la main-d'œuvre en abondance. « Quand deux ouvriers courent après un patron, les salaires baissent... » Si la concurrence entre patrons arrive donc à peser sur leurs ouvriers, c'est par suite de la concurrence latente entre les ouvriers eux-mêmes. La concurrence entre ouvriers fait retomber sur les ouvriers les effets de la concurrence entre patrons.

Si donc les ouvriers pouvaient régulariser l'offre du travail, s'ils n'étaient plus obligés de se dire : « Le salaire que je refuse, si minime soit-il, un autre le prendra et je n'aurai plus rien » (1) ; si, passant de l'anarchie à l'organisation, ils s'entendaient pour ne fournir leur travail qu'à un prix donné, le cran d'arrêt est trouvé qui empêcherait la concurrence de peser exagérément sur les salaires.

(1) « Le traité de gré à gré, c'est le marché de la faim », déclarait en 1862, Berryer, dans une des plaidoiries qu'il prononça pour des ouvriers typographes qui avaient abandonné leur travail à la suite de la violation, par les maîtres imprimeurs, d'un tarif en vigueur depuis 1843.

Malgré les admirables plaidoiries de Berryer, ses clients furent condamnés à 10 jours, 15 jours et 1 mois de prison !

L'opinion condamna d'ailleurs la loi qui les condamnait et deux ans après, les art. 414 et 415 du code pénal étaient supprimés.

Cf. H. Bazire. Berryer et le contrat collectif. Association catholique du 15 nov. 1906.

Que l'entente ouvrière s'affermisse et s'étende, elle ne sera plus seulement un cran d'arrêt, elle relèvera progressivement les salaires. Et les industriels dans leurs prix de revient tiendront compte de cette hausse comme ils tiendraient compte de la hausse du charbon, de la laine ou du coton. (1).

(1) Un argument fort répandu veut que les augmentations du salaire en arrivent à peser lourdement sur l'ouvrier par l'augmentation qu'elles entraînent du coût de la vie. Il y a une grande exagération dans cette argumentation pessimiste et on peut lui opposer ces intéressantes constatations faites dans un journal corporatif « L'Ouvrier Textile », par le secrétaire général de l'Union du Textile.

« S'il se rencontre des cas où l'augmentation du prix des objets et denrées nécessaires à la vie suit immédiatement une hausse des salaires dans une région donnée, en thèse générale, nous croyons le fait inexact. Il est quantité de choses que les ouvriers produisent et ne consomment pas. Par exemple, si les ouvriers lamineurs qui produisent les rails arrivent par la force de leur organisation syndicale, à gagner trente francs de plus par mois, les industriels de la métallurgie pourront augmenter le prix des rails sans atteindre les ouvriers qui ne consomment pas de rails.

Beaucoup d'autres catégories sont dans le même cas : les tullistes, les ouvriers en tapis d'art d'Aubusson, peuvent se faire payer très cher sans qu'aucune répercussion se produise sur les denrées alimentaires qu'ils consomment ; il en est de même pour les ouvriers des carrières, des chemins de fer, des verreries, etc.

Et en admettant même que pour un certain nombre, il y ait répercussion de la hausse de leur salaire sur les objets dont ils peuvent avoir besoin, que pourra bien faire à l'ouvrier, textile ou autre, de payer une fois, tous les 5 ou 6 ans, la toile nécessaire à renouveler ses draps de lit 2 fr. 80 le mètre au lieu de 2 fr. 50 ; son vêtement 50 ou 60 fr. au lieu de 35, ses chaussures à l'avenant de cette hausse, si cette augmentation du prix des matières ouvrées lui vaut 1 fr. 50 ou 2 fr. de salaire de plus par jour !....

.... Le prix du charbon du 1^{er} janvier 1906 au 1^{er} janvier 1907, a augmenté en moyenne de 3 fr. par tonne et certaine qualité de 5 fr. ; il en a été de même de janvier 1907 à décembre 1907, soit depuis le 1^{er} janvier 1906, une augmentation moyenne de 6 à 10 fr. par tonne.

Dans cet intervalle, les salaires des ouvriers du fond ont augmenté d'environ 20 centimes par tonne. Il est donc inexact de dire que ce sont les exigences des ouvriers mineurs ou la

Et, sans doute, c'est ici raisonner comme si le travail était une marchandise et le contrat de salaire un contrat de vente. Moralement il ne peut être, pourtant, qu'un contrat d'association, la force-travail étant inhérente à la personnalité de celui qui la donne et ce caractère de personnalité suivant, par conséquent, l'œuvre créée avec l'aide de son libre effort. (1). Mais, à ne voir les choses que sur le plan économique et au point de vue de la détermination du salaire, il semble bien que tout se passe actuellement *comme si* le travail était une marchandise (2) et c'est sur ce plan des réalités actuelles qu'il a bien fallu nous placer pour étudier de quelle façon seraient, le plus efficacement, enrayés les effets nocifs de la concurrence.

Il est donc évident que l'association est la force — et la seule force — capable de faire mentir la loi d'airain. Le salut des travailleurs ne peut venir que des travailleurs eux-mêmes. Une fois de plus s'applique la maxime profonde : « Le Royaume est en vous. »

réduction des heures de travail qui sont les causes de la cherté actuelle du combustible.

C'est plutôt à cause de cela que les travailleurs de toutes catégories militent en faveur du relèvement des salaires, mais non la hausse de ceux-ci qui produit le renchérissement du coût de l'existence. »

(1) « Quand deux être humains concourent à une même opération de production, ils sont du même coup, qu'ils le veuillent ou non, en état de société. »

Duthoit. Semaine Sociale d'Amiens. Compte-rendu, p. 217.

Cf. infra. « Les catholiques sociaux. »

(2) Dans l'ordre économique actuel, l'ouvrier semble vendre son effort musculaire « comme l'épicier vend son sel, son poivre, son café ou son sucre, comme le boulanger vend son pain, comme le boucher vend sa viande. » (Y. Guyot).

Cette conception du travail-marchandise n'est-elle pas comme synthétisée dans l'expression courante de « bourse du travail ».

V

La simple raison indique que l'association professionnelle doit suffire à limiter les effets de la loi d'airain. L'expérience l'a, de son côté, amplement prouvé. C'est ainsi que dans son ouvrage sur les Trade-Unions en Angleterre, M. de Rousiers constate : « Partout où les syndicats sont forts, partout où il existe des Trade-Unions bien organisées, les heures de travail sont plus courtes et les salaires plus élevés ». (1)

De même, M. Paul Bureau qui excelle à observer scientifiquement les phénomènes de la vie économique et à en dégager les lois a pu indiquer les trois règles suivantes :

1° La condition des ouvriers est la meilleure dans les deux pays qui ont réussi le mieux à organiser la cohésion ouvrière et la pire dans les pays où cette cohésion est embryonnaire ou inconnue...

2° Dans un même pays la situation des ouvriers varie parallèlement avec leur aptitude à se grouper...

3° Dans une même profession, la rémunération du travail s'élève aussitôt que les employés ont été capables de substituer au régime de la pulvérisation et de l'isolement le régime de la cohésion même imparfaite et inorganique et dans la mesure où cette cohésion devient plus forte. (2)

VI

Cet effet utile de l'association professionnelle sur les salaires est si évident que l'on a parfois combattu les syndicats en raison même de cette influence. Leurs exi-

(1). De Rousiers. Le Trade-Unionisme en Angleterre, p. 24.

(2). D'après Bureau, p. 152, 153, 154.

gences, disait-on, recommenceront l'éternelle fable de « la poule aux œufs d'or », et feront tomber l'industrie sous les charges qu'elles lui imposeront.

Mais ici encore l'expérience s'est chargée de détruire ces arguments superficiels. Elle a montré qu'il y avait autre chose qu'un paradoxe dans la formule donnée par M. Emile Levasseur du progrès industriel qui consiste, d'après lui, « à produire meilleur marché en payant plus cher des ouvriers qui travaillaient moins de temps. (1)

Cette formule, qui présente un contraste assez piquant avec celle que l'enquête belge avait consignée, se vérifie fort bien dans les faits. Il est, en effet constant « que le taux des salaires est ascensionnel depuis un demi-siècle dans tous les pays industriels, et que ce sont précisément les pays où le salaire est le plus élevé qui remportent la victoire dans la grande bataille du commerce d'exportation ». (2)

Par une coïncidence singulière, le salaire est plus élevé (même en tenant compte des différences du coût de la vie) et la durée du travail moins longue précisément dans les pays comme l'Angleterre ou l'Amérique

(1). Cité par Bureau, op. cit., p. 268.

Un grand industriel anglais, M. Chamberlain, qui a établi dans ses ateliers la journée de huit heures, rapporte les faits suivants, qui viennent appuyer singulièrement la théorie de M. Levasseur : « J'ai remarqué, depuis longtemps, que la plupart des accidents dans les ateliers, se produisent à la fin de la journée. Or, si après un certain nombre d'heures de travail, les mouvements de l'ouvrier, par suite de la fatigue qu'il éprouve, deviennent assez longs ou assez irréguliers pour donner lieu à des accidents, à plus forte raison, nous pouvons en conclure que la qualité de son travail se détériore à mesure que le temps se prolonge. En fait, nos ouvriers travaillent tout autant en 8 heures, qu'ils travaillaient en 10 : leurs salaires, qui leur sont généralement comptés aux pièces, n'ont pas été réduits. »

(2) Bureau, op. cit., page 46.

où la concurrence a son développement le plus intensif. (1)

Et cela s'explique si l'on veut bien approfondir cette remarque curieuse de Lord Brassey, le grand constructeur de chemins de fer qui a parfois employé jusqu'à 80.000 ouvriers et qui parlait, sans doute, en connaissance de cause : « Le travail à bon marché est celui qui revient le plus cher au patron ». (2)

La haute paye ne permet-elle pas aux employeurs d'exiger un travail d'élite et ne les oblige-t-elle pas à n'avoir qu'un outillage de choix ?

L'action syndicale n'a donc, en soi, rien de dangereux pour la richesse industrielle d'un pays. Et les faits que nous venons de citer permettraient plutôt de conclure qu'elle aide à la prospérité des nations où elle s'exerce d'une façon normale.

Les patrons, n'ont-ils pas, en effet, intérêt à trouver devant eux « à qui parler ». M. Bureau en donne diverses raisons qui se peuvent résumer ainsi.

1° Les syndicats leur garantissent la fidèle exécution, par tous et chacun des salariés, des engagements pris. Ils ont affaire à un groupement qui a de la surface.

2° Ils les garantissent contre la concurrence par l'abaissement des salaires.

3° Ils leur permettent d'acheter du travail en gros.

4° Ils permettent seuls l'examen équitable et pacifique des litiges qui peuvent survenir. (3)

(1). Voir en ce sens, Bureau, *op. cit.*, p. 120-191.

(2). De Rousiers.

(3) D'après Bureau, p. 257.

VII

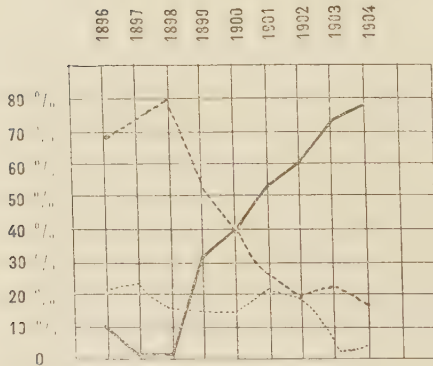
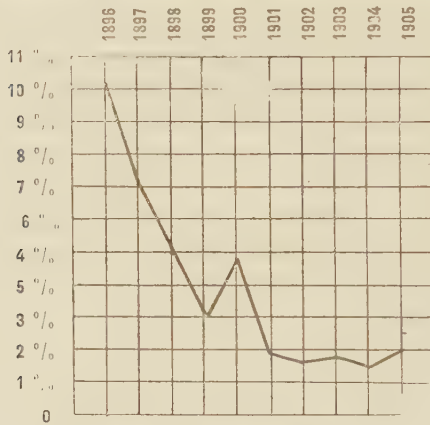
Ce dernier point est important entre tous. Nul ne contestera, en effet, l'intérêt majeur qu'ont les industriels à éviter les grèves. Si les grèves emportent, parfois, des conséquences redoutables pour les ouvriers qui devront travailler de longs mois pour réparer les brèches de leurs frêles budgets, elles ont, presque toujours, un résultat désolant pour les industriels. L'immobilisation du matériel pendant plusieurs jours ou plusieurs semaines représente, à elle seule, une perte importante. Les frais généraux ne chôment pas tandis que les métiers dorment en l'usine abandonnée. Le retard dans la livraison des commandes déconcerte la clientèle à qui elle peut causer un sérieux préjudice et la rejette vers des concurrents plus heureux... Quand le conflit se termine, les rapports demeurent tendus entre le patron et ses ouvriers à qui, vainqueur, il en veut de leur victoire et qui, vaincus, lui en veulent de leur défaite...

Si donc, expérimentalement, le syndicat se présente comme une force capable d'éviter les conflits violents, il semble bien que les patrons eux-mêmes puissent y trouver leur compte. Or cela est. Plus que de tous les raisonnements, la preuve en sort des statistiques établies récemment pour l'Angleterre. Elles prouvent que, dans ce pays classique des Unions ouvrières, le nombre des grèves a baissé, de 1895 à 1905, de la plus impressionnante façon et que les augmentations de salaires y furent normalement obtenues sans cessation de travail. (1)

(1) « J'ai entendu, à Newcastle, dans une réunion ouvrière pourtant très violente, un charpentier de Manchester, se vanter que, depuis plusieurs années, son Union avait réglé entre les

Les quelques graphiques que voici feront parler aux chiffres un langage qui nous dispensera de tout commentaire (1) :

Ouvriers dont le salaire a été changé après arrêt du travail



Ouvriers dont le
salaire a été changé
sans cessation de
travail.

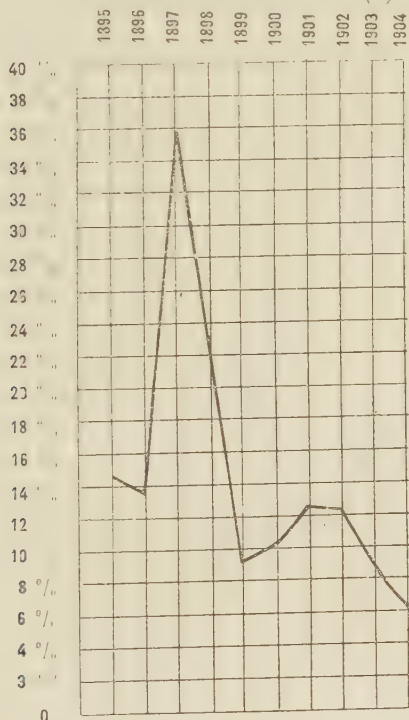
- par conseil permanent de conciliation. (1)
- - - par entente amiable.
- ... par échelles mobiles.

patrons et les ouvriers, 49 litiges sur 50. ». De Rousiers, p. 25-26.

(1). Les graphiques ont été produits par M. Maurice Petitcollot, dans une conférence donnée le 15 décembre 1906, à la Société de statistique et d'Economie politique de Lille.

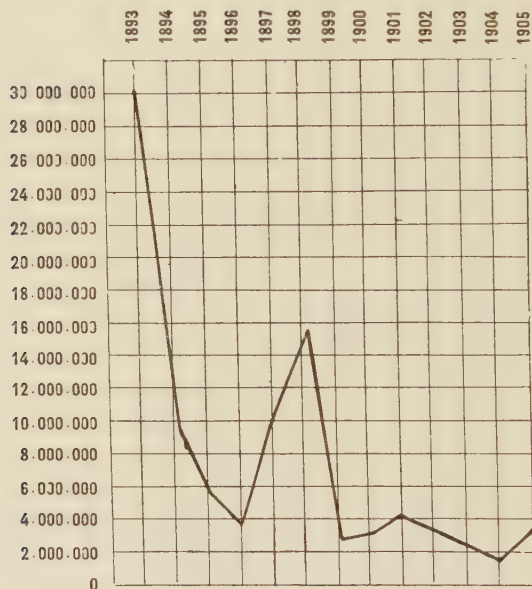
(Bulletin de la Société. 19^e année, p. 18 et suiv.)

Proportion des dépenses causées par les conflits, dans le Budget
des 100 plus importantes T.-U. (1).



(1). « L'Engineering » a publié un très intéressant article, donnant les chiffres des dépenses des principales Trade-Unions, pendant les six dernières années. Ces chiffres sont des plus significatifs et montrent la richesse des syndicats anglais. Ainsi, le total des dépenses se monte à 402.500.000 francs. Sur cette somme, 58.575.000 francs ou 14,6 % ont été employés à l'occasion de conflits avec les patrons ; 90.200.000 francs ou 22,05 % au bénéfice des sans-travail, et 166.450.000 francs ou 41,4 % pour d'autres fonds de secours : maladies, accidents, pensions, enterrements, etc..., etc... ; et le reste, soit 86.275.000 francs, ou 21,5 % a été dépensé pour frais de direction, appointements, loyers, papeterie, imprimés, timbres-poste, etc... y compris les sommes payées aux représentants ouvriers au Parlement. » (« Demain », n° du 16 mars 1906).

**Jours de chômage
causés par les grèves ou lock-outs (grévistes et non-grévistes) (1)**



Sans doute il ne faudrait rien exagérer et les « conseils de conciliation », au concours de qui sont dus les curieux résultats signalés ici, peuvent, à la rigueur, se concevoir

Un article de M. Bernstein, dans les « Documents du Progrès », nous donne pour l'Allemagne, les statistiques suivantes :

- A) Augmentation des salaires calculés pour l'année :
 - 1. Par des grèves offensives, pour 154.235 personnes : 14.380.000 marks ;
 - 2. Par des négociations sans lutte, pour 491.378 personnes : 34.000.000 marks.
- B) Diminution des heures de travail calculées sur l'année :
 - 1. Par des grèves offensives, pour 75.646 personnes : 11.600.000 heures ;
 - 2. Par des négociations sans lutte, pour 255.534 personnes : 37.100.000 heures.

en dehors de toute participation syndicale. Mais, en fait, l'action des syndicats s'est révélée utile entre toutes à ce point de vue (1). Et cela se comprend si l'on veut bien songer que les « conseils de conciliation » supposent, du côté des ouvriers, un minimum d'organisation et de garanties qui coïncide aisément avec l'organisation syndicale et qu'ils postulent, du côté des patrons, un désir d'accommodement qui se trouve singulièrement accru à la perspective d'entrer en conflit, non plus avec une masse inorganique d'ouvriers isolés, mais avec un syndicat imposant, muni, par ses réserves, du « nerf de la guerre » et puisant, dans la solidarité de ses membres, la force de mener une lutte victorieuse. (2)

(1). Il est essentiel à l'utilité des conseils de conciliation, qu'ils soient permanents. « Tous ceux qui ont pratiqué l'arbitrage et écrit sur cette matière, tels que MM. Mondello et Weiler, déclarent que l'apaisement ne peut se faire que par la permanence des conseils ; c'est surtout l'habitude de discuter ensemble, de se réunir, ce sont les relations personnelles qui s'établissent entre les délégués, qui parviennent à changer les ennemis de la veille, en amis, ou, du moins, en adversaires bienveillants. La réunion accidentelle ne suffit pas pour faire tomber les préjugés et dissiper les préventions, pour donner aux délégués et aux arbitres, l'expérience nécessaire ».

Discours de M. Lecour, à la Chambre des députés. Séance du 20 octobre 1892, cité par Raoul Jay.

(2) Waldeck-Rousseau croyait profondément que le syndicat tendrait à « régulariser et raisonner » la grève. Voici en quels termes il l'affirmait, dans le discours qu'il prononça, le 13 juillet 1884, à Saint-Mandé, à l'issue du banquet organisé par l'Union des Chambres syndicales ouvrières de France,

« Je crois que le premier progrès qu'il en faut attendre (des syndicats), c'est qu'ils tendront à régulariser la grève, à la raisonner ; c'est qu'avant de la décider, ils auront étudié les conditions du marché, de l'industrie, ses profits et ses charges ; c'est qu'au lieu d'aller à l'aveugle, on ne réclamera à cette industrie, que l'augmentation de salaires qu'elle pourrait supporter ; et, s'il advient que, dans une branche de notre production, la répartition des bénéfices ne soit pas en raison du concours que le travail lui donne, la constitution des syndicats professionnels, l'influence qu'ils auront acquise, leur permettront de dire avec autorité : « Voilà ce qui doit revenir au capital ; voilà ce qui doit légitimement et naturellement revenir au travail. ». Questions sociales, p. 348.

VIII

Outre tous ces arguments d'utilité pratique, l'action syndicale s'impose encore par des raisons de profonde logique. Elle est normale dans l'état actuel de l'industrie. Et il faut bien qu'ici, comme partout, la raison finisse par avoir raison.

A la formule césarienne du patron « maître chez lui », qui évoquait le souvenir de l'antique : « tel est notre bon plaisir », tend à se substituer une appréciation plus sérieuse et plus vraie de la fonction patronale, de ses droits, de ses devoirs et de ses limites. On se rend compte que la direction d'une industrie comporte des mesures qui peuvent se ranger sous trois chefs principaux suivant qu'elles concernent :

1° Le produit à exécuter.

2° Le mode de production (choix des matières premières, méthodes de fabrication, choix des agents humains).

3° Les conditions de l'emploi de ces agents humains (conditions sanitaires, risque d'accidents, intensité, rapidité, durée du travail et salaires).

Il est bien évident que les premières et les secondes regardent actuellement le patron (réserve faite, pour les secondes, de leur retentissement possible sur les troisièmes). Mais on admet de plus en plus qu'il est logique et juste de faire régler les troisièmes par l'accord des patrons avec les ouvriers. (1)

(1) C'est bien cette idée qui est à la base des « conventions collectives, relatives à l'organisation du travail », dont l'usage bienfaisant tend à se généraliser. Le terme de « contrats collectifs », dont on les qualifia longtemps, est, de plus en plus, abandonné comme prêtant à une confusion avec le « contrat

On pourrait citer comme type d'accord basé sur cette répartition analytique des tâches celui que M. Sydney Webb a rencontré dans les filatures de coton du Lancashire. « Dans une filature de coton du Lancashire, il n'y a point de litige possible sur le degré de liberté dont

d'équipe » et le projet de loi français sur le contrat de travail évite, à bon droit, de l'employer.

On les a définies « des conventions qui, préalablement à la formation des contrats individuels de travail, peuvent être conclues entre un ou plusieurs employeurs et un syndicat ou groupement d'employés..., et qui ont pour objet de déterminer certaines conditions auxquelles devront satisfaire les contrats individuels à intervenir entre les personnes fondées à se prévaloir des dites conventions ». Cf. Marcel Nast : « Les conventions collectives relatives à l'organisation du travail », p. 19.

Le contrat collectif est, au dire de M. Bourguin (op. cit., p. 263), « le seul mode de relations entre employeurs et employés qui soit en harmonie avec les nouvelles formes de la production capitaliste ». Il permet d'assurer la liberté effective du travail, « celle-ci ne pouvant résulter que de l'équilibre entre les deux éléments qui concourent au contrat de travail, patrons et ouvriers. » (C. de Rousiers, op. cit., p. 354).

Suivant M. Raoul Jay (le Contrat collectif de travail. — Extrait de la Revue d'Economie politique), ces conventions sont « sur les confins du Droit public et du Droit privé », par suite de leur « incontestable tendance à créer une *législation professionnelle* plus ou moins directement obligatoire pour tout un métier ». Elles finiront par fermer à la concurrence, certains *domaines réservés*, et celle-ci ne pourra plus, dès lors, aboutir à la diminution de salaires ou à l'augmentation des heures de travail.

Sur les conventions collectives et leur caractère juridique Cf. Marcel Nast, (op. cit.), qui en a fait tout récemment l'étude la plus documentée et la plus pénétrante.

La question des conventions collectives a, pour corollaire, celle du droit des syndicats, d'ester en justice afin, le cas échéant, d'en poursuivre l'exécution.

La jurisprudence a évolué, sur ce point, dans un sens très favorable à l'action des syndicats.

La Cour de Cassation, dans l'affaire des ouvriers tisseurs de Chauffailles, avait, en 1893, refusé l'action au syndicat, en déclarant que la violation du contrat par un patron ne lésait que des intérêts individuels et que les ouvriers seuls, avaient individuellement le droit d'agir pour en obtenir l'exécution. (Cf. D. P., 1893, p. 241).

Les tribunaux n'ont pas suivi la voie tracée par la Cour suprême, et leur tendance n'est nulle part mieux exprimée que

jouit le patron dans l'administration de son industrie. Les ouvriers lui reconnaissent, sans la moindre réserve, le droit de choisir les matières premières, les modes de fabrication, les machines, l'allure du travail. Le patron, de son côté, ne s'aviserait pas de modifier d'autorité les conditions du travail qui sont, il le sait, matière

dans un tout récent arrêt de la Cour d'appel de Lyon (10 mars 1908, Cf. Bulletin de l'Office du Travail, de mai 1908), qui tranche la question dans un sens absolument opposé.

Cet arrêt, déclare l'action du syndicat « recevable toutes les fois qu'elle a pour objet, non seulement un droit qui lui soit propre, mais la *défense des intérêts généraux de la profession* ».

Et dans le cas qui lui était soumis, il reconnaît le droit de « la Chambre syndicale des Employés de tramways à vapeur de Saint-Etienne » à se présenter contre la Compagnie des Chemins de fer de « Saint-Etienne-Firminy-Rive-de-Gier », étant donné que la convention collective dont il s'agissait « n'était pas » un contrat de travail passé avec quelques ouvriers déterminés » ou à leur profit, mais une « réglementation générale des » conditions du travail » et des salaires, arrêtée entre la Compagnie et le Syndicat, être moral représentant « la collectivité » des intérêts professionnels... » qu'il s'ensuit que deux sortes » d'actions peuvent y trouver leur source, l'une destinée à » protéger les droits individuels de certains ouvriers, personnellement lésés, l'autre destinée à garantir les **droits collectifs** » du Syndicat ; qu'on ne saurait contester que l'action en jeu » appartient à cette dernière catégorie ; qu'elle tend, en effet, » à assurer le maintien des conditions « générales » du salaire, » sans viser spécialement tels ou tels ouvriers à l'exclusion des » autres ; que le Syndicat est donc en droit de l'exercer pour » la défense de l'« intérêt corporatif ».

D'après M. Nast (op. cit., p. 258), dans l'état actuel de notre législation, « le syndicat a le droit d'ester en justice chaque fois qu'il s'agit de défendre les intérêts collectifs de ses membres, c'est-à-dire leurs intérêts individuels en tant que syndiqués. Au contraire, son action est irrecevable si elle a pour objet la défense d'intérêts individuels, qu'en l'absence de toute organisation, chacun d'eux aurait pu défendre lui-même. Il y aura là une constatation de fait... »

La loi belge autorise les syndicats à ester en justice « pour la défense des droits individuels que ses membres tiennent de leur qualité d'associés, sans préjudice du droit de ses membres d'agir directement, de se joindre à l'action ou d'intervenir dans l'instance. » (Loi du 31 mars 1898, art. 10).

d'accord contractuel. Les termes essentiels de cet accord sont fixés, après une étude attentive, par des commissions mixtes dont les décisions lient également patrons et ouvriers. Lorsque, dans un établissement, se produit une innovation qui modifie par ses effets, les conditions du travail établies, lorsque, par exemple, survient une machine nouvelle ou une matière première inusitée et que le travail des ouvriers se trouve allégé ou alourdi, le patron ou l'ouvrier en informe l'agent administratif salarié de l'organisation à laquelle il appartient. Les agents des deux parties, le représentant du syndicat patronal et le représentant de la Trade-Union, visitent l'établissement, font une enquête, estimant d'un commun accord les effets de l'innovation, déterminent dans quelle proportion l'existence moyenne du travailleur s'en trouve améliorée ou empirée. Ils ont qualité pour décider que tel patron devra payer pour le temps que dureront ces conditions nouvelles 10 % en plus ou 10 % en moins du salaire normal et leurs décisions sont scrupuleusement obéies. En cas de désaccord entre les agents de l'une et l'autre partie, chose fort rare, deux autres agents sont désignés à titre d'arbitres. » (1)

Par l'accord des patrons et des ouvriers les salaires sont ainsi fixés avec une extrême précision.

« Un « effort étalon » a été tarifé à un « salaire étalon »... Un tarif d'une admirable finesse de nuances qui ne remplit pas moins de 85 pages entièrement couvertes de chiffres prévoit les plus minutieux détails et fait varier les salaires suivant le nombre des broches, la rapidité du mouvement de la machine, la nature de la matière première. (2)

(1). Sydney Webb. *Revue de Paris*, 15 décembre 1897.

(2). *Histoire des Trade-Unions*. — Sydney et Béatrice Webb, Paris, Giard et Brière, 1897, p. 333.

Ainsi conçu, le rôle du travailleur (1) prend, même sous le régime du salariat, une noblesse singulière. Le « serf de la machine » se trouve émancipé. Il n'est plus cet être diminué, dont la volonté souveraine dans l'ordre politique ne trouvait aucun champ d'action dans l'ordre économique. Il peut désormais discuter efficacement les conditions auxquelles, il consentira l'apport de son activité. Dans l'usine, il reste un homme... Et le formidable effort du progrès humain n'aboutit plus à faire peser sur « l'infinie multitude des prolétaires » « un joug presque servile. » (2)

« Par un admirable retour des forces économiques, les employés reprennent, et sur une sphère singulièrement élargie, le rôle de direction et de contrôle de la production dont ils paraissaient définitivement évincés depuis la disparition du petit atelier. La grande usine semblait

(1) On conçoit aisément que les rapports fréquents entre patrons et ouvriers que nécessitent des conventions de ce genre peuvent aboutir à rendre plus cordiales leurs relations. Les socialistes ont parfois même prétendu que « le contrat collectif », par les rapprochements qu'il opère entre patrons et ouvriers, obscurcit la conscience de classe et supprime l'aptitude à la lutte des classes. (Discussion au Congrès de Francfort, rapportée par M. Zamanski. La question syndicale au Congrès de Châlons, p. 57).

M. Metin, chef de Cabinet au ministère du Travail, et qui fut chargé de guider la délégation ouvrière envoyée en Angleterre à l'occasion de l'Exposition franco-anglaise, a noté « ce qui a le plus étonné » nos compatriotes dans ce voyage ; c'est, dit-il « l'espèce de « *modus vivendi* » qui s'est établi là-bas entre patrons et ouvriers. Là-bas comme ici existe l'antagonisme des intérêts ; mais, pour se défendre, les ouvriers ont, depuis longtemps, renoncé à la politique du poing fermé...

« La délégation, à Ashington, près Newcastle, a été reçue par le directeur d'une importante houillère, qui lui avait offert à déjeuner. A sa table, à côté des ouvriers français, se trouvaient des ouvriers anglais qui n'avaient pas cru, en acceptant une politesse du patron, trahir leurs camarades de travail. » (Cf. Bulletin de la Semaine, 11 novembre 1908, p. 544).

(2). Léon XIII, Encyclique « *Rerum Novarum* ».

ne réserver à tout jamais au salarié que la répétition monotone et indéfinie d'un acte purement mécanique et voilà que soudain ce même salarié est appelé à l'examen des grands problèmes de concurrence, de surproduction, de chômage, que soulève la production manufacturière. » (1)

VIII

De l'influence que nous venons de constater à l'action syndicale, il est légitime de tirer en sa faveur un double « argument de moralité ». S'il est vrai qu'« un minimum de bien-être soit nécessaire à l'exercice de la vertu » (2), il faut se féliciter que la diminution des heures de travail et la hausse des salaires déterminée par l'action syndicale tendent à donner aux ouvriers la possibilité de vivre une vie véritablement humaine. Et parce qu'il associe ces ouvriers à la production autrement que d'une façon mécanique, le syndicat tend, d'autre part, à accroître leur conscience et le sens de leur responsabilité, à développer par conséquent en eux les possibilités d'une vie intellectuelle et morale plus intense.

Mais d'autres raisons viennent à l'appui, qui permet-

(1). Bureau, p. 256.

(2) « Si l'on choisissait, parmi les ouvriers des différents métiers et des différents pays, d'une part, ceux qui font normalement des journées de travail courtes, d'autre part, ceux qui font normalement des journées de travail longues, on constaterait que les premiers atteignent un niveau intellectuel et moral auquel les seconds ne sauraient prétendre. Ce sont d'autres hommes... Comparez un mineur du Durham, avec un mineur de la Galles du Sud, un mineur du Pas-de-Calais avec un mineur du Gard, un mineur de Westphalie avec un mineur Silésien, vous verrez partout une correspondance marquée, entre la journée plus courte et le développement plus grand de l'homme ». Cf. de Rousiers. Les mines et la journée de huit heures, Revue de Paris, 1^{er} février 1902, p. 526.

tent de souscrire à cette remarque de M. Bureau : « Le développement des syndicats ne favorise pas moins le progrès moral et intellectuel de notre société que le progrès matériel et l'accroissement des richesses. (1) »

Des sociologues ont discerné nettement cette influence constructive des syndicats. C'est ainsi que M. Dürkheim cherchant « s'il existe un mécanisme capable de garantir le développement de la morale », et comment arrêter la désorganisation sociale que révèle l'accroissement continu du nombre des suicides, déclarait : « En dispersant les seuls groupes qui pussent rallier avec constance les volontés individuelles, nous avons brisé l'instrument désigné de notre réorganisation morale ». (2). « Puisque la corporation est composée d'individus qui se livrent aux mêmes travaux, dont les intérêts sont solidaires, ou même confondus, il n'est pas de terrain plus propice à la formation d'idées et de sentiments moraux. »

Le progrès moral comporte, en effet, le sacrifice de l'intérêt particulier à l'intérêt général, de l'égoïsme à l'altruisme. Au brutal « chacun pour soi » qui sonne la charge de la lutte pour la vie et l'hallali de toutes les curées, il substitue les sentiments dévoués qu'expriment si bien les formules populaires : « Aimons-nous, aidons-nous », « Tous pour chacun, chacun pour tous ». Et, sans doute, en dernière analyse, l'intérêt particulier, supérieu-

(1). Bureau, p. 269.

« Le syndicat se révèle, pour peu qu'on le considère, avec tout son développement, comme une des plus fortes institutions pédagogiques, qui puissent exister. » (Sorel. L'Avenir socialiste des syndicats, p. 58).

« Plus on a à faire à des ouvriers qui pratiquent l'association..., plus on voit reculer l'alcoolisme. » Fournière. Revue socialiste, 1905, p. 310-311.

(2) Durkheim. « Le Suicide », étude de sociologie. Alcan. 97, p. 435 et suiv.

rement entendu, trouve son compte à cette entraide mutuelle que devient la vie sociale, mais il n'empêche que cet intérêt prend plus souvent la forme inférieure de l'égoïsme et qu'il demeure ainsi le plus redoutable adversaire du progrès moral.

Or le syndicat est essentiellement une force de solidarité. Il substitue à la vie égoïste de chaque individu une « vie de groupe ». Et ceci est tellement vrai que, d'instinct, beaucoup de syndicats prennent pour devise les formules sociales que nous citions tout à l'heure. Pour l'ouvrier syndiqué les compagnons de travail ne sont pas des compagnons de rencontre dont la vie impose chaque jour l'importune présence. Il deviennent des « frères de travail », ils sont de la « famille syndicale ». Pour défendre certains d'entre eux on fera parfois des « grèves de solidarité ». Cette tendance organique se traduit encore par la curieuse fortune que reprend aujourd'hui le mot « corporation ». Les ouvriers parlent désormais volontiers de la corporation du livre, de la corporation des mouleurs, etc... Et le terme même implique une réaction contre l'individualisme, un « esprit de corps », une « solidarité », qui marque évidemment une victoire de l'intérêt général sur l'intérêt particulier.

Le syndicat est donc, par son existence même, un hommage et un sacrifice à l'intérêt général. Il crée un milieu favorable à l'éducation et au progrès.

L'enquête menée en Angleterre par M. de Rousiers et ses collaborateurs du « Musée Social » illustre cette thèse d'exemples que l'on ne saurait trop citer. Voici notamment ce que M. Octave Festy a vu chez les « Dockers » et la constatation est d'autant plus intéressante qu'il s'agit d'ouvriers dont le travail, essentiellement spécialisé, s'il exige des muscles solides, n'implique

aucune formation préalable et pour qui les rudes fatigues et les longs chômages sont une cause perpétuelle d'alcoolisme : « Les progrès de la « respectabilité », du sentiment de solidarité, de l'instruction, ont été considérables. Tous ceux qui ont connu le docker d'il y a dix ans sont d'accord sur ce point. On m'assure que depuis cinq ou six ans, le nombre de ceux qui sont devenus teetotalers (membres d'une société de tempérance) ou membres d'une société de secours mutuels a décuplé; on me dit que quantité d'hommes qui, le dimanche, sortaient avec leur habits de travail couverts encore de la poussière de la veille s'habillent maintenant avec plus de recherche, et que ceux qui ne peuvent avoir une tenue convenable restent à l'écart; aujourd'hui on compte, paraît-il, les dockers qui, quand ils découvrent quelque chance d'emploi, n'en informent pas leurs camarades.

« Après les grèves qui les ont réunis par milliers pour une action commune, après la constitution des Unions dans lesquelles ils se rapprochent, les dockers ont perdu le sens pénible de leur isolement; les plus intelligents ont compris que, désormais, leur sort est lié à celui des hommes avec lesquels ils travaillent aux docks, que, par le fait même d'être organisés, ils deviennent une force et prennent une certaine place dans le monde. A des degrés divers le sens de la responsabilité s'est éveillé; les meilleurs parmi les dockers ont pris l'habitude de venir, à intervalles réguliers, discuter dans leur « branch » les affaires de l'Union; leur horizon s'est élargi et l'intérêt de la classe s'est plus ou moins substitué à l'unique intérêt individuel.

L'instruction aussi se répand parmi les dockers; pour peu qu'on les fréquente, on s'en aperçoit aisément. Une minorité est possédée d'un désir très réel d'apprendre

et peu à peu elle influence la masse. Sans doute ce progrès n'est pas dû entièrement à l'idée trade-unioniste : mais, directement ou indirectement, celle-ci l'a puissamment favorisé ; l'homme qui se sent responsable cherche par tous les moyens à éclairer son jugement ». (1)

Il est vrai qu'en Angleterre cette influence moralisatrice des Trade-Unions est due, pour partie, à l'énergie de leurs chefs. M. de Rousiers a essayé de « pénétrer dans le domaine intime de leur conscience pour savoir à quelle source les leaders des T.-U. puisent le dévouement et la hauteur d'âme dont ils font souvent preuve ». (2).

Et il montre, dans des pages fort suggestives, quelle vie intérieure intense les anime pour la plupart, combien ils ont le sens des exigences sociales du christianisme dont ils font profession (3). Il faudrait citer toutes ces pages qui donnent peut-être le secret du courage inlassable déployé par ces hommes dont la plupart se sont

(1). De Rousiers : « Le Trade-Unionisme » en Angleterre, p. 189 et 190.

M. Octave Festy, qui avait été chargé par « le Musée Social » de l'enquête sur les dockers, cite, à l'appui de son opinion, divers traits caractéristiques : « En arrivant un jour aux docks, au moment du dîner, j'aperçois un groupe de dockers discutant avec vivacité ; c'était la théorie de la rente, de Ricardo, qui faisait l'objet de leur conversation. — X, qui chôme une après-midi, me quitte pour aller à la bibliothèque publique ; il y va régulièrement quand il n'a pas de travail ; pour le moment, il lit un ouvrage de physiologie, qui paraît l'intéresser vivement. — Je rencontre Y à la sortie du travail ; il a déchargé de la viande gelée, depuis le matin, et, comme il est fatigué, il me propose de l'accompagner chez lui ; en chemin, la conversation tombe sur Macaulay, il m'en parle avec admiration, etc... »

L'enquêteur a pris soin d'ajouter que tous ces hommes appartenaient à la classe des professionnels, et non à la catégorie des individus qui, nés dans une situation plus élevée, sont tombés au travail des docks. Id., p. 150.

(2) De Rousiers, p. 33.

(3) De Rousiers, p. 32, 33 et suiv.

formés eux-mêmes à travers les duretés d'une existence déshéritée et à qui leurs services seulement ont valu le rôle éminent qu'ils jouent parmi leurs frères de travail.

Ces leaders sont d'implacables adversaires de tous les ennemis intérieurs de la classe ouvrière : l'alcoolisme, le dévergondage, le goût du jeu, l'insouciance de sa responsabilité... Voici, par exemple, quelques extraits d'un discours fait par M. Knight « official » (secrétaire général) de l'Union des « Shipbecilders » (ouvriers employés aux constructions navales) : « Quoi de plus triste que ces malheureux qui, après un dur labeur du lundi au samedi, ayant reçu le salaire qu'ils ont gagné à la sueur de leur front, vont au cabaret ou chez le bookmaker le dépenser aussi facilement que s'ils n'avaient eu aucun mal à le gagner... On a dénommé, l'un après l'autre, le millionnaire et le capitaliste comme étant des ennemis de la classe ouvrière et des adversaires de réformes que vous souhaitez. Combien est-il plus vrai de dire que le jeu et l'intempérance sont de plus grands ennemis encore des vrais intérêts des travailleurs ! » (1)

On devine l'influence qu'ont dû acquérir les chefs des Trade-Unions pour pouvoir prendre un tel langage ou, plutôt, parce qu'ils l'ont pris. Cette flamme intérieure qui les anime n'est pas, d'ailleurs, la seule de leurs qualités. M. de Rousiers nous montre en eux « un esprit pratique, net et précis, le sentiment des possibilités, le bon sens ferme aboutissant à l'effort efficace ». (p. 28).

Tous ces traits ne se résument-ils pas dans le discours d'ouverture que faisait, en 1891, au Congrès de Newcastle, M. Thomas Burt, « secrétaire parlementaire du Board of Trade » dans le ministère Gladstone, un ancien ouvrier qui a manié le pic au fond de la mine : « Ne

(1). De Rousiers, p. 239.

vous inquiétez jamais, y disait-il, de ce que vous ne pouvez pas atteindre et ne vous troublez jamais de ce que vous ne pouvez pas éviter ».

Si les mouvements ont les chefs qu'ils méritent et si les qualités de leurs dirigeants dénoncent généralement celles de leurs membres, on peut dire, avec M. de Rousiers : « Si on met en regard du nombre des Trade-Unionistes les résultats considérables qu'ils ont obtenus, leur faiblesse numérique (1) fait ressortir, d'avantage leur valeur personnelle. C'est précisément cette valeur personnelle que nous devons inscrire en tête des causes générales de succès des Unions comme la plus importante de toutes et celle qui sert de base à toutes les autres. » (2)

Les faits sont donc venus apporter leur victorieux appui à cette théorie que le syndicat peut se révéler comme un très efficace agent de moralité.

X

Sans doute une telle conclusion déconcerterait beaucoup de nos concitoyens. On est accoutumé, dans certains milieux français, à n'étudier la question syndicale que sous l'angle des conflits violents dont elle est l'occasion plus peut-être que la cause. Et l'idée syndicale éveille tout naturellement des visions de troubles sanglants et d'usines incendiées. Loin de paraître constructive, l'action syndicale semble le dernier mot de l'anarchie destructive. Loin d'être salué comme une

(1). D'après M. de Rousiers, en 1896 : « Quinze cent mille membres environ faisaient partie des différentes Unions, réparties sur la surface du Royaume-Uni. Cela représentait 1/20 de la population totale, environ 1/5 des ouvriers mâles (p. 21) ».

(2). De Rousiers, p. 21.

manifestation du progrès moral, elle ne semble qu'un déchaînement brutal d'égoïsmes coalisés..

Si même cette opinion avait un fondement exact, il serait assez peu psychologique de la clamer à chaque instant. A force d'appeler malhonnêtes les personnes qui vous entourent, on finit par les rendre moins honnêtes qu'elles ne l'étaient demeurées. Et c'est une meilleure méthode, pour relever son prochain, de dégager les étincelles de moralité qui sommeillent en lui plutôt que de retourner complaisamment la cendre des mauvaises habitudes qui les cachent..

Mais cette opinion n'est-elle pas notablement erronée? Un bouton n'est pas tout l'organisme et il faut toujours se garder des généralisations hâtives. L'argument a été souvent donné des « Unions anglaises » qui commencent dans le pillage et l'incendie et dont la pondération est aujourd'hui hors de conteste. Pascal comparait avec raison l'évolution des sociétés à la croissance des hommes. Un enfant colère n'est pas nécessairement un criminel de demain.

La même évolution s'est constatée en Amérique. « Quant à la violence, déclare M. Sullivan, les Unions depuis longtemps organisées font remarquer que les attentats à la personne ou à la propriété sont dus à un manque de discipline qui est le fait soit d'Unions nées d'hier pour disparaître demain, soit de bandes composées d'ouvriers non syndiqués qui se mettent en grève tout brûlants de colère. Dans la grève des Usines Carnegie, les syndiqués restèrent calmes; bien plus ils sauvèrent les agents de police qui avaient été faits prisonniers par une foule grossière de non-syndiqués et qui étaient fort molestés ». (1)

(1). Sullivan. Musée Social ; circuit n° 10, série B. Juin 1897, p. 259.

Pourquoi la France démentirait-elle ces constatations faites dans d'autres pays? Sans doute il s'agit d'expériences qui portent sur des êtres humains, c'est-à-dire sur des êtres tout à la fois les plus semblables et les plus différents... L'élément psychologique y joue un si grand rôle qu'il serait vain de conclure de ce qui s'est passé ailleurs à ce qui arrivera chez nous. Mais laissons à l'expérience le temps de s'accomplir et n'en falsifions pas les données par des prédictions pessimistes qui risquent toujours plus ou moins de causer ce qu'elles prévoient.

Il est, d'ailleurs, un autre élément du problème qu'il semble impossible de déterminer et dont il est, cependant, loyal de tenir compte. Il s'agirait de savoir non pas tant quels troubles ont été causés par les syndicats que ceux qui se seraient produits si les syndicats n'avaient pas existé. S'ils furent parfois des propulseurs, n'ont-ils pas été parfois aussi des régulateurs? Le brusque soulèvement d'une foule inorganique, puisant dans le sentiment confus de son impuissance d'avenir l'énergie désespérée d'actes irréparables, ne se serait-il donc jamais produit sans eux et n'est-il pas autrement redoutable que les plus violentes des grèves qu'ils ont organisées.

XI

Quant à la question de la « tyrannie syndicale » elle est une des formes les plus frappantes et, parfois, une des plus douloureuses, de l'éternel conflit entre les droits de l'association et ceux de l'individu.

Dans son rapport sur la loi de 1864, M. Emile Ollivier allait jusqu'à exprimer en ces termes une opinion

d'ailleurs fort répandue : « Les réunions de métier ont établi un despotisme incroyable sur l'ensemble des ouvriers. Il n'en est pas de plus dur et de plus dégradant que celui exercé par une partie des ouvriers sur l'autre. Si le tsar Pierre ou le sultan Mahmoud avaient ainsi abusé de leur puissance ils auraient été détrônés ». (1)

Et vers 1860, Lord Shaftesburg, cependant grand défenseur de la législation ouvrière sur les fabriques, écrivait : « Je souhaite que le peuple ouvrier soit émancipé du servage le plus sévère qu'il ait jamais enduré. Tous les despotes isolés et toutes les aristocraties qui ont jamais existé ou existeront ne sont que des bouffées de vent comparées à ces ouragans, les Trade-Unions ». (2)

En fait, d'ailleurs, et tout au moins pour l'Angleterre, l'avis d'enquêteurs aussi consciencieux que M. de Rousiers nous rassure aujourd'hui : « Ramenée à ses justes proportions, la tyrannie des syndicats perd ce caractère terrorisant que lui prêtent complaisamment certaines imaginations, surtout elle n'est pas générale et elle s'exerce toujours sur un personnel extrêmement restreint et peu digne d'intérêt ». (3)

Mais l'intérêt de cette question passe, de beaucoup, celui d'une constatation de fait. Nous voudrions donc essayer de voir comment elle pose dans l'association d'abord, puis en dehors d'elle.

Le premier point sera facile à résoudre. L'adhésion au syndicat comporte l'acceptation de sa discipline. Dans toute association il faut une règle, une loi, expression de

(1). Emile Olivier. Rapport sur la loi de 1864.

(2). Cité par Bureau, p. 231.

(3) De Rousiers, op. cit., p. 93.

l'intérêt général auquel doivent se sacrifier les intérêts particuliers. Ceux-ci, d'ailleurs, y trouveront généralement leur compte et ce sacrifice ne sera souvent qu'une assurance. Si la discipline qu'impose l'action syndicale me gêne, cette action ne m'en est pas moins une garantie contre la baisse des salaires ou l'augmentation des heures de travail. Si elle m'empêche, par exemple, d'augmenter mon salaire en augmentant mes heures de travail, cette limitation qu'elle impose empêchera aussi que, par suite de l'excès de l'offre, le salaire ne s'avilisse, ce dont je serais tout le premier victime.

« En quoi, d'ailleurs, l'individu, qui subit aujourd'hui la loi de la majorité dans l'ordre politique, trouverait-il plus pénible de se soumettre à la même loi dans l'ordre de ses intérêts professionnels? » (1)

Aussi est-on surpris de certaines affirmations courantes aujourd'hui comme celle-ci que nous empruntons à un ordre du jour de la Chambre patronale de la bijouterie de Paris : « Le fait de rendre le contrat collectif, par voie d'arrangement syndical et déléгатif, aboutirait fatalement à la suppression de la liberté individuelle, aussi bien au regard des ouvriers que des patrons ». (2)

Si cela veut dire que tout arrangement d'ordre général suppose la subordination des volontés individuelles à

(1). Bourguin, p. 380.

« Ceux-là ne seront point émus (de certaines conséquences lointaines du principe d'association), qui, instruits par l'histoire même du travail, se seront aisément convaincus que la condition essentielle de l'existence et du développement des collectivités, c'est de tourner au développement de l'individu et non pas de l'amoindrir ». Waldeck-Rousseau. Préface du « Fédéralisme économique », de J.-P. Boncour, p. VI.

(2) Eveil Démocratique, n° 17. Article de Maurice Gautheron.

l'intérêt commun, il était inutile d'insister.. C'est l'évidence même et si on prétend le regretter, c'est un hommage inconscient que l'on rend aux théories de l'anarchie la plus absolue.

« Parler de contrat collectif entre patrons et ouvriers, écrivait, de son côté, le *Temps*, au moment de la controverse Clémenceau-Jaurès, équivaut à nier le droit personnel que tout travailleur isolé possède au point de vue de l'emploi de son activité. »

C'est toujours la même confusion. Organiser un droit n'est pas le nier. C'est même la meilleure façon de le reconnaître. Discipliner n'est pas déruire.

XII

Mais si, au lieu de borner notre étude aux rapports des syndiqués entre eux, nous l'étendons à ceux qu'ils peuvent avoir avec les « côtoyeurs », (1) le conflit entre les droits de l'individu et ceux de l'association prend une forme bien plus aigue. Il ne s'agit plus ici, en effet, de « rapports contractuels » ; il s'agit de véritables rapports de *souveraineté* (2) que les groupements professionnels tendent à établir vis-à-vis des ouvriers non organisés.

Il faut, tout d'abord, écarier de notre étude les cas où les syndiqués font appel à la violence ou à la brutalité. Cela ne relève que du droit pénal et on ne saurait trop s'élever contre les actes de certains meneurs qui déshonorent, par des procédés de barbarie, la cause qu'ils prétendent servir. Quand ils emploient et con-

(1) Cf. Raoul Jay. L'organisation du travail. Revue d'Economie politique, 1894, p. 333).

(2) Cf. Boncour, op. cit., p. 329 et suiv.).

seillent d'employer, contre les « renards », la « machine à bosseler », quand ils envahissent la demeure d'un non-syndiqué, pour l'insulter et le maltraiter lui et sa famille, ils ne font pas acte d'ouvriers défendant leurs intérêts mais seulement de malfaiteurs en marge des lois. (1)

Nous nous occuperons donc seulement des cas où les ouvriers syndiqués se servent des armes légales pour imposer aux « côtoyeurs » les conditions de travail obtenues par le syndicat ou pour les contraindre à entrer dans leurs groupements.

La question ainsi posée a reçu des solutions contradictoires. Les uns, soucieux avant tout de sauvegarder la liberté du travail, refusent absolument ce droit au syndicat. Ils rappellent les paroles éloquentes de Turgot : « Dieu, en donnant à l'homme des besoins, en lui rendant nécessaire la ressource du travail, a fait du droit

(1) Voici, par exemple, des faits absolument odieux qu'a signalés récemment l'« Eveil Démocratique », dans une intéressante étude sur l'influence libertaire de la C. G. T. :

Ce sont, d'abord, « des notes dans lesquelles on invite les camarades à employer la « machine à bosseler » contre les « renards » et dont certaines sont conçues comme suit :

« A l'entreprise Sanson, rues Letellier et Croix-Nivert, en grève, une tentative de reprise du travail a eu lieu hier matin. Elle a échoué complètement sans que la « machine à bosseler » ait eu à fonctionner. Trois renards embauchés ont déclaré ne plus vouloir travailler. »

« Au chantier Goudart et Delage, rue Charles-Lamoureux, le garde-chiourme emploie quatre ou cinq limousinants inconscients pour faire du briquetage à 0.75. Les camarades briqueteurs qui se présenteront sur ce chantier sont priés de se faire accompagner de la machine à bosseler, qui ferait grand profit au garde-chiourme de ce chantier. »

Ou bien encore, le nom du compagnon de travail qui a déplu aux meneurs est imprimé dans un journal, l'« Humanité » par exemple, avec son adresse, et on invite les camarades à lui rappeler la solidarité qui l'unit aux turbulents et aux agités de sa corporation. Or, plusieurs de ces visites — la presse en a fait mention et s'est indignée contre ces mœurs d'apaches — ont ressemblé à de véritables agressions ». (Article de Louis Meyer. Eveil Démocratique. 8 novembre 1906).

de travailler la propriété de tout homme, et cette propriété est la première, la plus sacrée et la plus imprescriptible de toutes ». Cette propriété a pour corollaire la liberté du travail et c'est donc un devoir de mettre un infranchissable obstacle à tout ce qui pourrait lui porter atteinte.

Les autres refusent de donner à la liberté un champ aussi étendu. Suivant eux, la liberté consiste, non dans la faculté de tout faire, mais « dans la garantie que son action personnelle ne sera limitée que par des résolutions prises par ses pairs, pour la sauvegarder des intérêts collectifs ». (1)

Or, d'après eux, les résolutions syndicales présentent bien ce caractère et ils admettent donc qu'elles peuvent s'imposer aux non-syndiqués.

« Un syndicat, ajoutent-ils, n'a, d'ailleurs, de raison d'être que si les décisions qu'il prend et les mesures qu'il arrête lient tous les membres de la branche d'industrie dans laquelle ce syndicat existe. Il faut donc : ou bien que tous les intéressés fassent partie du syndicat ou bien que le syndicat soit en état d'imposer sa loi aux dissidents ». (2)

(1) Favon, député de Genève et directeur du *Génevois*. « Organisation professionnelle. Syndicat obligatoire ». Cité par *Jay. Revue*, p. 336.

(2). Fritz Huguenin et James Perrenoud. « Les syndicats industriels et leur application à l'industrie horlogère », p. 25.

Voici dans quels termes, M. Paul Bureau pose et résout la même question :

« Etant donné qu'en vertu d'une loi économique certaine, une marchandise de qualité constante ne saurait avoir simultanément deux prix sur un même marché, des hommes qui sont parvenus, au prix des plus difficiles efforts, à s'assurer un salaire déterminé, ont-ils le droit de répudier toute solidarité avec un individu qui participe aux avantages de leur groupement, sans en supporter les charges et qui, par sa seule attitude, qu'il le veuille ou non, compromet les résultats si péniblement obtenus par ses compagnons ? »

Les tribunaux ont eu à se prononcer plusieurs fois sur la question qui divise ainsi les sociologues. Elle fut portée devant eux par des ouvriers « mis à l'index » par le syndicat et qui lui réclamaient des dommages et intérêts.

Quand l'interdiction du travail était exercée uniquement dans un but de malveillance, les tribunaux ont presque toujours condamné le syndicat. L'abus du droit est, en ce cas, si flagrant qu'aucune hésitation n'est possible. (1)

Quand cette interdiction avait pour cause le refus, par l'ouvrier, de s'affilier au syndicat, la jurisprudence l'a souvent considérée comme un quasi-délit civil.

Mais quand l'interdiction a été exercée parce que l'ouvrier ne se soumettait pas aux conditions de travail fixées par le syndicat, la jurisprudence s'est nettement refusée à la considérer comme un abus. (2)

La jurisprudence tend donc à considérer comme un abus de droit les faits signalés dans la deuxième hypothèse. Elle les considère comme la « satisfaction d'une rancune personnelle contre l'ouvrier non syndiqué ou exclu du syndicat ». Cette solution a été critiquée. « On

Cette question, dit M. Bureau, « n'est évidemment susceptible que d'une réponse ». (Cf. P. Bureau, *op. cit.*, p. 239).

(1) Si la théorie de l'abus du droit « nous apparaît surtout comme une arme souveraine et un remède extrême mis à la portée des faibles, pour se défendre contre l'oppression des forts, il faut aussi que, lorsque les faibles, en se liguant, deviennent une force, ils sachent se plier aux garanties sociales qui sont l'essence du droit et sans lesquelles le droit n'est plus que l'injustice organisée ». Saleilles. De l'abus de droit. *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1900, n° 4, p. 343.

(2) Cf. J.-P. Boncour, *op. cit.*, p. 248 à 329. L'auteur y fait un exposé très complet des diverses tendances de la doctrine et de la jurisprudence sur toute cette question. On y trouvera notamment l'indication de nombreux arrêts et jugements.

a dit, écrit M. Saleilles, que le but final poursuivi par le syndicat n'était pas de nuire à l'ouvrier ainsi mis en cause, mais de défendre les intérêts collectifs et professionnels de la cause syndicale, en se protégeant contre l'action du travail libre. Alors, sans doute, il n'y aurait plus abus de droit, si on entend par là uniquement le fait qui ne peut s'expliquer que par l'intention de nuire ; mais il y aurait conflit de droits, entre le droit du syndicat à l'existence et à l'expansion, et le droit du travail libre, qui est non moins sacré ; et la question reviendrait, comme en matière de propriété, à délimiter la sphère d'action de droits rivaux et parallèles.

« Peut-être, enfin, y aurait-il un troisième point de vue, qui consisterait à permettre au syndicat les mesures qui sont indispensables à la vie syndicale, à la condition qu'il en prenne les risques, tout au moins lorsqu'il s'agit de dommages individuels qui ne rentrent plus directement dans la destination économique et légale du droit de grève... Le fait de la mise à l'index pour obtenir le renvoi d'un ouvrier non syndiqué en serait un autre (de ces cas). En d'autres termes, s'il y a là un droit qui ne peut s'exercer que sous des risques susceptibles d'atteindre des tiers, et de les atteindre dans leurs droits individuels, pourquoi ne pas admettre ce qui est admis à l'égard des Compagnies de chemins de fer, acculées, elles aussi, à la nécessité de semer les risques autour d'elles, sauf à prendre les charges et à payer les dommages causés ? » (1)

(1) Saleilles, *op. cit.*, p. 344-345.

XII

La façon même dont s'organisent les milieux patronaux pour résister à l'action syndicale est un bien curieux hommage à l'idée qui inspire cette action. Plusieurs chambres syndicales se sont unies récemment sur les points que voici :

« Refus d'accéder à *toute demande collective* concernant les questions de salaires, et, en particulier, la suppression du travail aux pièces; refus d'admettre l'ingérence de *toute commission ouvrière* dans les questions de salaires et de direction; engagement de n'embaucher pendant la période de grève aucun ouvrier sans l'avis de la chambre syndicale à laquelle le patron appartient. »

Ces résolutions sont textuellement celles qui furent votées par les Chambres syndicales patronales des industries mécaniques et de l'automobile, dans une réunion tenue le 16 mai 1907 à Paris..

Les patrons se refusaient, par une entente collective, à discuter toute demande collective. C'est dans une commission patronale intersyndicale qu'ils s'engageaient à repousser l'ingérence de toute commission ouvrière. Et c'est à une chambre syndicale qu'ils immolaient eux-mêmes la liberté qu'ils réclament de choisir leurs collaborateurs en dehors de toute intervention syndicale. (1)

(1). Il est curieux de comparer cette attitude avec celle de M. Morgan, le célèbre secrétaire du « Trust de l'Acier », aux Etats-Unis, qui refusa de traiter avec des ouvriers isolés. (Bureau, op. cit., p. 245).

Par contre, elle se rapproche de celle qu'avaient adoptée, il y a deux ans, certains industriels allemands, réunis en une puissante fédération sur laquelle le « Temps », du 19 mai 1906, donnait les renseignements que voici : « Cette vaste organisa-

Pour achever le parallélisme, les chambres syndicales ont également décidé « que, sur l'ensemble de la main-d'œuvre de leurs maisons, il sera prélevé une cotisation de 2 % pour créer une caisse de défense contre les grèves... »

XIII

Faut-il s'étonner et s'attrister des conflits de forces que semblent préparer de tels groupements. Ou n'y faut-il pas voir, tout simplement, la logique des choses et une phase nécessaire de l'organisation économique? Dans l'ordre politique international le régime de la paix armée a peut-être empêché bien des conflits et l'on peut, d'autre part, espérer que, peu à peu, ce paradoxe de la paix maintenue par la préparation à la guerre fera place à des relations juridiques internationales qui, par des

tion patronale, qui comprend aujourd'hui presque tous les établissements d'Allemagne et groupe la plupart des industriels, possède des statuts fort sévères, et qui exigent des adhérents, des sacrifices nombreux...

» ... Dès qu'un conflit éclate, c'est l'Association qui prend la place des patrons, dont les intérêts deviennent ceux de la corporation entière. Les syndicats patronaux défendent donc à leurs affiliés de traiter directement avec leurs employés toute modification du salaire ou des heures de travail. Le syndicat patronal doit les examiner au préalable et son comité seul décide de la réponse à faire à chaque réclamation ouvrière qui vient à se produire dans une usine quelconque de son ressort. De même, une grève aussitôt déclarée doit être portée à la connaissance du comité patronal qui, dès ce moment, prend la direction du conflit, dicte à la maison intéressée la marche à suivre, les concessions admissibles, et lui *défend*, dans tous les cas, de négocier avec d'autres délégués ouvriers *que ceux choisis par les grévistes eux-mêmes*. *L'organisation patronale ne reconnaît pas, en effet, l'autorité des syndicats comme négociateurs au nom des ouvriers.*

» ... En ne consentant plus à traiter que directement avec les réclamants, on oblige les ouvriers à combattre, à leur tour, en ordre dispersé... »

causes différentes, aboutiront au même effet. Ne pourrait-on trouver, dans ces faits, quelque analogie avec l'évolution économique actuelle et prévoir et chercher pour celle-ci, après une courbe semblable, une issue analogue. Comme l'écrivait M. Bureau dans le « Bulletin de la Semaine », après la réunion des Syndicats patronaux de la Mécanique et de l'Automobile : « Il ne faut pas s'hypnotiser dans le moment présent. Un principe se trouve posé, qui rétablit les choses dans leur réalité; et son déterminisme les rétablira tôt ou tard dans leur ordre. La lutte est désormais signifiée dans sa vérité, qui apparaîtra peu à peu à tous les gens de sens droit et de bonne volonté, de part et d'autre, à savoir : *un conflit de forces qui tendent à l'équilibre...* Le face à face farouche dans lequel on les aperçoit, après le manifeste du patronat métallurgique, — où les uns applaudissent une intransigeance et où les autres dénoncent une provocation, — ce face à face est une péripétie décisive : sur le point de s'éteindre, deux puissances concurrentes se mesurent après avoir pris isolément conscience d'elles-mêmes; *elles trouveront sans doute bientôt qu'il convient de consulter la raison plutôt que la passion et que l'intérêt commun, comme aussi l'intérêt particulier, conseille àès lors de composer plutôt que de combattre* ». (1)

(1). Paul Bureau. Bulletin de la Semaine, 23 mai 1906 ; p. 98.

CHAPITRE II

LES ORIENTATIONS SYNDICALES

Les idées syndicales de Waldeck-Rousseau

Les théories des « catholiques sociaux »

Le syndicalisme révolutionnaire

Après avoir essayé de dégager quelques-unes des causes et des conséquences du mouvement syndical, nous voudrions montrer le rôle que lui prévoient diverses écoles qui, frappées de son importance et convaincues de son avenir, s'efforcent de lui découvrir des orientations nouvelles. Après l'attitude des théoriciens, nous étudierons celle des milieux ouvriers, recherchant ainsi, dans les idées et les faits, quelques-uns des courants qui se forment et qui, en se mêlant pour se fortifier ou se neutraliser, peuvent dessiner la direction de l'avenir.

Nous nous efforcerons de faire notre étude aussi objective que possible et, pour ne pas risquer de trahir leur pensée, c'est aux intéressés eux-mêmes que nous laisserons, le plus souvent, la parole. Ainsi nous pourrons espérer faire de leurs idées sur la question syndicale une analyse et une synthèse loyales et claires.

Les idées syndicales de Waldeck-Rousseau

Quelle était la pensée profonde de Waldeck-Rousseau quand il présenta et fit voter cette loi de 1884 — « ma loi », disait-il volontiers — que, suivant l'expression de M. Paul Boncour, « la tenacité d'un grand juriste enfonça comme un coin dans l'individualisme oppresseur du Code Napoléonien ».

Lui-même l'a indiqué en quelques-unes de ces formules toutes ramassées où se plaisait la précision concise de son esprit :

« Nous partons de cette idée que l'association en elle-même est un bien, que c'est une amélioration certaine. Nous sommes entraînés, et par notre conscience et par notre logique, à cette conclusion que, plus on aura multiplié les associations ayant un objet reconnu licite, plus l'esprit qui les crée sera développé dans le pays, plus elles seront devenues puissantes, meilleures seront la situation des choses et la condition de l'Etat ». (1)

Il voulait donc que « la liberté fut proclamée à l'état de droit » qu'elle fut « reconnue aux citoyens non pas comme un témoignage de satisfaction, mais comme un moyen d'éducation et comme faculté absolument essentielle, complètement inhérente à la qualité de citoyen ». (2)

Ce sont ces principes qu'il voulut réaliser dans l'ordre syndical et il n'envisageait dans la loi de 1884 que « les bienfaits certains d'une liberté nouvelle qui doit bientôt

(1) Waldeck-Rousseau. « Questions sociales », p. 226.

(2) Op. c., pages 301 et 302.

initier l'intelligence des plus humbles à la conception des plus grands problèmes économiques et sociaux ». (1)

Quelques jours après le vote de la loi, au banquet organisé par l'Union des Chambres syndicales, il se plaisait d'ailleurs à le répéter : « Après avoir jeté un coup d'œil d'ensemble sur ce pays, je suis demeuré convaincu que son avenir est étroitement subordonné, à une organisation progressive et raisonnée du travail ». (2)

II

Le laconisme même de la loi était, au dire de Waldeck-Rousseau, « tout à l'avantage de la liberté ». (3) Les difficultés qu'elle pouvait soulever devaient « toujours être tranchées dans le sens le plus favorable à son développement ». (4)

La loi de 1884 voulait donc être une loi de libéré. Elle voulait constater et faciliter le droit à la vie qu'ont les associations professionnelles. Et l'on comprend les oppositions qu'elle a soulevées alors chez ceux en qui Waldeck-Rousseau dénonçait « cette pente naturelle de l'esprit qui a été créée par les régimes sous lesquels ils ont longtemps vécu, et qui les mène à croire que les associations, lorsqu'elles deviennent importantes et puissantes, constituent un danger, et que, par conséquent,

(1) Op. c. Circulaire aux préfets, p. 306.

(2) Vingt-cinq ans plus tard, comme s'il éprouvait le désir de justifier à nouveau son œuvre à ses yeux, Waldeck-Rousseau disait, fidèle à sa confiance première : « Si on pense et je le pense, que les sociétés comme les individus obéissent à une loi de croissance et de transformation, nous aurons eu raison de faire tomber des entraves, d'arracher le travail à ce dilemme : la résignation ou la révolte ; de croire au bien, au mieux, au progrès... »

(3) Op. c. page 339.

(4) Circulaire aux préfets. Op. cit., p. 308.

il faut leur refuser la possibilité d'arriver à un développement trop considérable ». (1)

Leur opposition a-t-elle empêché Waldeck-Rousseau d'être logique jusqu'au bout, ou bien lui-même ne subissait-il pas quelque peu l'influence de ces idées qu'il diagnostiquait si bien chez les autres? Toujours est-il que la loi a des timidités qui étonnent après les affirmations si pleinement libérales du début. Le vestibule faisait présager de plus vastes proportions à l'édifice. La liberté syndicale octroyée par la loi de 1884 est, jusqu'à un certain point, « une liberté dans le mauvais sens français, une liberté qui ne peut ni respirer ni grandir, ni s'épanouir, une liberté sans lendemain » (2), et M. l'abbé Lemire la définissait un jour d'un terme pittoresque : « C'est une pauvre fille sans patrimoine : on ne lui permet pas d'être propriétaire, ni de devenir riche, c'est-à-dire puissante ». (3)

Le droit de propriété fut, en effet, mesuré aux syndicats avec parcimonie. Dans leur commentaire de la loi de 1884 MM. Ledru et Worms en indiquent la raison que voici : « Il fallait éviter de donner à ces personnes morales qu'on allait constituer une puissance trop grande; en leur donnant la faculté d'acquérir sans limi-

(1) Op. c., page 225.

(2 et 3) L'abbé Lemire. Ch. des Députés. 11 avril 1905.

Faut-il cependant accorder aux syndicats un droit illimité de propriété. M. Gide (Annales du Musée Social, avril 1904, p. 162), ne le croit pas. Ils souhaitent que ce droit leur soit seulement accordé pour ce qui est utile à leur but. Les « catholiques sociaux » défendent la même thèse : « Les catholiques sociaux ne consentent pas davantage à abandonner vis-à-vis des groupements la notion chrétienne de la propriété, qui, d'après eux, est une fonction, et non une fin en elle-même; et voilà pourquoi ils ont cru devoir limiter aux différents objets que peut légitimement se proposer le syndicat, sa faculté d'acquérir. C'est encore un champ immense qui lui est ouvert. » Cf. H. Bazire. Le Mouvement syndical et les catholiques sociaux, p. 25.

tes, on courait risque de faciliter le rétablissement de la mainmorte peut-être au profit de syndicats qui n'auraient de professionnels que le nom ». (1)

Cependant la loi avait des dispositions suffisamment précises pour empêcher la constitution de « syndicats qui n'auraient de professionnels que le nom »; et comment d'ailleurs de tels syndicats auraient-ils acquis une si grande puissance financière?

De même le législateur mesurait assez chichement la liberté aux syndiqués quand il exigeait que tous les membres du syndicat « exercent la même profession ». L'œuvre de direction et de propagande dans une union importante suffit à absorber l'activité d'une ou de plusieurs personnes. C'est donc seulement en sortant de la profession qu'il sera parfois possible de la servir. (2) Les secrétaires des grandes Trade-Unions n'ont guère le loisir de descendre à la mine ou de conduire les

(1) Ledru et Worms. « Commentaire de la loi de 1884 ».

(2) Quiconque s'est occupé de l'organisation des syndicats professionnels quels qu'ils soient sait très bien, disait le 3 nov. 1892, M. de Mun, à la Chambre des Députés, que pour qu'un syndicat fonctionne activement et utilement, il faut qu'il y ait une ou plusieurs personnes ayant l'indépendance nécessaire et le temps suffisant pour s'y consacrer presque exclusivement. »

« Dans plusieurs cas, les syndicats en voie de formation eussent été mis dans l'impossibilité de se constituer s'ils n'avaient eu la faculté de se donner pour administrateurs d'anciens ouvriers moralement et matériellement indépendants à l'égard des compagnies, et, dans d'autres, plusieurs administrateurs des syndicats sont devenus subitement anciens ouvriers, par le fait que leurs employeurs les avaient congédiés dès qu'ils avaient connu leur adhésion à l'Association. » Lebon. Note sur les Trade-Unions et les anciens ouvriers. Annexe du rapport déposé le 3 mars 1894, au nom de la Commission du travail, chargée d'examiner une proposition de loi de M. Sembat, reproduisant le projet présenté le 2 juin 1891, par M. Fallières, Garde des Sceaux, pour ouvrir les syndicats aux anciens ouvriers.

locomotives. (1) On ne voit pas comment, en France, M. Keufer pourrait remplir son rôle de secrétaire général de la Fédération du Livre s'il passait neuf heures par jour à manier le composteur. Et aux termes de la loi française la Fédération du Livre est donc illégalement constituée puisque son secrétaire général n'appartient plus à la profession.

Le Parquet le plus susceptible n'aura d'ailleurs garde d'entamer des poursuites contre la Fédération du Livre ou les syndicats qui se trouvent dans une situation analogue. Mais une loi est évidemment imparfaite quand elle met le Parquet dans une situation telle qu'il se rendrait ridicule en l'appliquant. (2)

III

Le législateur de 1884 a donc donné aux syndicats une liberté si prudente qu'elle en paraît un peu timide. Et si le syndicat est un « organisme libre » d'après cette loi, c'est surtout dans ce sens que l'on est libre de ne pas y rentrer et de le refuser comme intermédiaire entre patrons et ouvriers.

Waldeck-Rousseau écrivait, d'ailleurs, dans sa préface du livre de J. P. Boncour : « Nous avons choisi la liberté ; faisons lui confiance ».

Il était convaincu que les conflits se résoudraient dans la liberté et par la liberté. Quand il eut l'occasion,

(1) « Presque tout l'état-major des Trade-Unions, est composé d'anciens ouvriers ; il n'en saurait être autrement, puisque les fonctions qu'occupent ces dignitaires absorbent tout leur temps ». — Lebon, op. cit.

(2) « Parmi les 3.000 syndicats environ de patrons et d'ouvriers qui sont connus, disait le 12 février 1894, M. le Ministre de la Justice, à la Commission du Travail, il n'y en a qu'un fort petit nombre qui ne soit pas en contravention avec la loi. » — Lebon, op. cit., p. 5.

dans des circonstances dont certaines furent retentissantes, d'affirmer sa pensée sur ce point, il n'y manqua jamais.

Dans l'arbitrage fameux qui lui fut demandé en 1899 par les 12.000 grévistes du Creusot et qu'il accepta « comme un devoir et un honneur » la deuxième question portait sur le point « de savoir si, des réclamations venant à être formulées et les ouvriers syndiqués en ayant saisi le syndicat, la société *devrait* les débattre avec celui-ci. »

Voici quelle fut la réponse de Waldeck-Rousseau : « Considérant que, si les syndicats constituent un intermédiaire qui peut logiquement et utilement intervenir dans les difficultés qui s'élèvent entre patrons et ouvriers, nul ne peut être contraint d'accepter un intermédiaire; qu'un patron ne saurait exiger des ouvriers qu'ils portent leur réclamation au syndicat patronal dont il ferait partie; que les ouvriers ne sauraient davantage lui imposer de prendre pour juge des difficultés pendantes entre eux et lui le syndicat ouvrier auquel ils appartiennent ;

Décide :

L'intermédiaire du syndicat auquel appartient l'une des parties peut être utilement employé, si toutes deux y consentent; il ne peut être imposé ». (1)

On voit à l'évidence que la pensée de Waldeck-Rousseau était bien de donner des possibilités d'organisation sans permettre que ces possibilités devinssent

(1). W. R., op. cit., p. 345.

De même, dans un discours à la Chambre, Waldeck-Rousseau disait en 1900 : « Les ouvriers d'une usine ont quelquefois voulu que le patron traite, non pas avec eux, ouvriers, mais avec leur syndicat. Il y avait là une fausse interprétation de la loi de 1884. » (W. R., op. cit., p. 129).

jamais des obligations (1). Il fait confiance à la liberté. C'est son souci constant. N'est-ce pas, d'ailleurs, le même esprit qui lui inspira sa réponse fameuse que « le droit d'un ouvrier de travailler est aussi sacré que celui qu'ont 599 autres de se mettre en grève »?

Et c'est bien le point central de toutes ses préoccupations. L'œuvre économique de Waldeck-Rousseau semble, de prime abord, à l'antipode de celle des Constituants de 91. Elle procède cependant du même libéralisme et en fait, seulement, une autre application. C'est la même cause avec d'autres effets. C'est le même respect scrupuleux des initiatives individuelles, le même « laissez-faire », la même crainte de ce qui limitera la liberté d'un seul travailleur, eût-il tous les autres contre lui. Reste à savoir, cependant, si les syndicats peuvent avoir tout leur effet utile en dehors d'une certaine « souveraineté économique » (2), si, par ailleurs, la vie moderne n'a pas fait de « la société économique » une société qui s'impose aussi impérieusement que la société civile, dont les organes doivent posséder un minimum de rigidité et où le souci de la liberté individuelle, quand il est contraire à la volonté générale, aboutit à créer très positivement de l'anarchie.

C'est l'éternelle lutte entre l'idée de liberté et celle

(1) C'est une pensée semblable que Waldeck-Rousseau exprimait, en 1885, à propos des associations ouvrières de production, devant la Commission extra-parlementaire qu'il avait constituée, en 1883, par arrêté ministériel, avec mission de rechercher les moyens de rendre pratique et effective, la participation des ouvriers aux entreprises de travaux : « Si l'Etat ne doit pas imposer l'association, son devoir est assurément de faire disparaître toutes les entraves inutiles ou surannées. Ni obligation, ni obstacle. Telle me paraît devoir être la règle qui doit nous diriger.

(W. R., op. cit., p. 159).

(2) Cf. J.-P. Boncour.

d'obligation. Dans l'ordre civil et politique on ne songe pas à résoudre toutes les questions par la liberté — sinon dans les discours électoraux. L'idée de société y est intimement liée à celle d'obligation. Pourquoi en serait-il autrement dans l'ordre économique? Et quand on le prétend, ne subit-on pas consciemment ou inconsciemment l'empire du vieux libéralisme qui faisait sortir l'ordre du jeu théoriquement harmonique des libertés déchainées...

Le même souci d'éviter tout ce qui pourrait faire ressembler le syndicat à une corporation se retrouve dans les termes d'une consultation donnée, en 1887, par Waldeck-Rousseau lors d'un curieux procès qui avait mis aux prises le Syndicat des négociants de Nice et un commerçant de cette ville. L'une des questions qui se posaient était de savoir « si le syndicat avait qualité pour introduire une action basée sur un fait de prétendue concurrence déloyale faite à des négociants de la même profession ». (1) Et Waldeck-Rousseau répondait : « Le Syndicat, envisagé comme personne morale, n'est point la somme et, pour ainsi dire, la résultante des intérêts privés de chacun de ses membres. Il en demeure parfaitement distinct et les droits qu'il représente, les intérêts qu'il personnifie sont précisément ceux qui, n'étant le patrimoine d'aucun des sociétaires, ne peuvent être exercés par aucun d'eux. Si l'on admettait que, par là même que les négociants syndiqués sont lésés par les actes d'un concurrent, l'association a qualité pour agir, ce n'est plus un syndicat que l'on aurait devant soi, *ce serait une corporation*. (2)

(1). « Recueil périodique de procédure civile. » Rousseau et Lainey. Année 1887, p. 53.

(2). Ibid., p. 56.

Il est curieux de constater l'influence que les théories, alors

IV

La loi de 1884 rencontra, sitôt votée, les plus vives oppositions, et il fallut quelque mérite à Waldeck-Rous-

en honneur sur la « personne morale », ont eues sur la conception syndicale de Waldeck-Rousseau.

Dire que le syndicat n'est pas la somme des intérêts privés de chacun de ses membres est à la fois vrai et faux. Il ne représente pas tous leurs intérêts privés, c'est évident, et il éa t inutile de le dire ; mais il représente certainement la somme de leurs intérêts « en tant que syndiqués », sans quoi, il faudrait dire que le syndicat représente des intérêts qui ne sont ceux d'aucun de ses membres.

Et on nous dit, en effet, qu'il personnifie des intérêts « qui ne sont dans le patrimoine d'aucun de ses membres ».

On saisit sur le vif l'influence de la théorie qui veut faire de la personne morale un être juridique absolument distinct des membres qui la composent. De ce que, dans une association, tout se passe *comme si* une personne nouvelle avait surgi, on en est arrivé à parler et à penser comme si l'association représentait autre chose que les intérêts de ses membres « en tant qu'associés ». — Ce qui aboutirait à faire admettre qu'une association peut exister sans associés, un syndicat sans syndiqués.

Quand des personnes se réunissent, il n'y a pas ces personnes plus leur groupe ; il y a simplement ces personnes en groupe. Leur groupement peut évidemment créer des situations juridiques nouvelles. Mais derrière ce groupement, ou plutôt dans ce groupement, ce sont les mêmes hommes qui demeurent. Quel intérêts le groupement a-t-il, s'il n'en a pas les leurs ? — Quel patrimoine, sinon celui dont ils ont chacun détaché une parcelle pour constituer le sien ?

« Bien que la personne morale, écrit M. Saleilles, soit un être juridique distinct, au point de vue de ses droits patrimoniaux, des êtres réels qui la constituent, on peut dire qu'elle n'est que la résultante, sous forme d'intérêt collectif, des intérêts particuliers qu'elle représente. » (Cf. *Etude sur la théorie générale de l'obligation*).

M. de Vareilles-Sommières, doyen de la Faculté libre de droit de Lille, qui fut, pour l'ancienne théorie de la « personnalité morale », l'adversaire le plus perspicace et le plus combattif, préférerait, afin de couper court à toute confusion, l'exprimer « personne fictive » à celle de « personne morale ». Et n'est-elle pas, en effet, « une personne fictive, d'origine purement doctrinale et qui, pour les seuls besoins de la pensée et du langage, est censée titulaire des droits et des obligations qui appartiennent, en réalité, à des personnes véritables. » (Cf. « Les personnes morales »).

seau pour garder, malgré ces violences, l'optimisme foncier que nous verrons tout à l'heure se manifester dans ses conceptions sur l'avenir des syndicats professionnels.

Lui-même a fait, dans son discours de Roubaix, le récit pittoresque des mésaventures qui attendaient son œuvre : « A peine votée, en 1884, la loi rencontra une nouvelle opposition, celle des politiciens qui, après avoir escompté son échec, s'empressent de dénoncer son succès. Elle fut qualifiée de scélérate. Un gouvernement nouveau se montra plus favorable aux syndicats demeurés rebelles à la loi qu'à ceux qui l'avaient acceptée, respectée; et le Président du Congrès de Lyon en 1886, où fut arboré le drapeau rouge, put raconter sans être démenti qu'il avait obtenu du ministère du Commerce un subside de 5.000 francs. » (1)

Mais ceci ne valait pas l'attention dont l'auteur de la loi avait été l'objet, l'année précédente, « dans un grand meeting contre la loi sur les syndicats » : « On avait, nous dit Waldeck-Rousseau, imaginé d'écrire mon nom sur une pancarte avec une invitation à cracher dessus ». (2)

Ce sont des impressions analogues à celles qui inspiraient cette manifestation que, plus courtoisement pourtant, M. Jules Guesde traduisait, en 1900, quand il attaquait « cette fameuse réforme de 1884 sur les syndicats dont M. Waldeck-Rousseau a l'effronterie intermittente de se vanter et qui tient, comme une épée de Damoclès, suspendu sur leur tête un arrêté de dissolution à la moindre excursion hors du domaine professionnel qui leur a été étroitement assigné. » (3)

(1). Discours de Roubaix, Cf. « Journal de Roubaix », du 2 mai 1898.

(2) Id., 2 mai 1898.

(3). Jules Guesde, cité par Barthou. L'Action syndicale, p. 194.

Cette crise violente ne pouvait d'ailleurs durer bien longtemps :

« En 1887 il n'existait que 504 syndicats régulièrement constitués. Bientôt la raison reprenait ses droits. En 1890 le nombre des syndiqués réguliers s'élevait à 139.692. En 1897, 2123 syndicats représentaient 419.172 syndiqués. » (1) Et l'on sait que cette marche ascendante n'a fait, depuis, que s'accroître.

V

Waldeck-Rousseau ne crut pas que sa tâche était finie, sur le terrain syndical quand il eut fait triompher au Sénat la loi de 1884. Loin d'être, dans sa vie, un acte isolé et définitif, cette loi lui parut au contraire comme un point d'appui nouveau pour une propagande qu'il ne trahit jamais ; fidèle ainsi à la pensée qu'il avait exprimée, devant le Sénat, quand il déclarait voir dans la formation et le fonctionnement des syndicats « les seuls éléments de conciliation et d'apaisement compatibles avec la liberté » (2), fidèle aussi au souci qu'il affirmait, dès 1884, dans le banquet des Chambres syndicales ouvrières, à Saint-Mandé : « Ce qui me préoccupe dans le développement des syndicats professionnels, ce n'est pas le développement qu'ils peuvent prendre ; ce que je craindrais plutôt, c'est qu'ils ne prennent pas tout le développement auquel ils sont appelés. » (3)

Afin d'augmenter la puissance de rayonnement et d'expansion du syndicat, Waldeck-Rousseau fut amené bien vite à chercher dans quel sens son action devait s'orienter pour être de plus en plus féconde. Et pendant les vingt années qui suivirent le vote de la loi de 1884

(1). Waldeck-Rousseau. Discours de Roubaix.

(2). W.-R., op. cit., p. 208.

(3). W.-R., op. cit., p. 321-322.

on le voit affirmer d'abord, préciser ensuite de plus en plus l'évolution qu'il prévoit, souhaite et veut faciliter. A ceux de ses amis qui auraient pu trouver audacieuses et prématurées ses prévisions, ses précisions et sa propagande, il aurait répondu sans doute par cette belle pensée qu'il écrivait aux premières pages du livre de M. J. P. Boncour : « Quand il s'agit de créer, il convient surtout de rechercher si l'entreprise est conforme aux principes de justice, et dans ce cas, on ne doit pas redouter qu'elle tourne au détriment du bon ordre dans la société. Conclure autrement ce serait conclure contre la société elle-même. » (1)

Dès la discussion de la loi de 1884, il indiquait que l'organisation syndicale des travailleurs n'était, dans son esprit, qu'une première étape. Un passage du discours qu'il prononça au Sénat, le 28 janvier de cette année, montre bien que son esprit était en travail d'orientations nouvelles : « Je disais tout à l'heure que, pour moi, le syndicat professionnel n'est pas le dernier mot du progrès ; il s'en faut de beaucoup. Je crois que le syndicat professionnel, se proposant d'abord pour but principal le relèvement des salaires, l'amélioration des ouvriers par une plus-value de la main-d'œuvre, se propose un objet qui ne lui suffira pas toujours, j'ose même dire qui ne lui suffira pas longtemps. Quand un certain nombre d'hommes, intelligents et résolus, auront pu se rendre compte de ce que l'on peut lorsque l'on s'entend, j'ai, pour ma part, l'espérance qu'ils assigneront à leurs efforts un autre but et un autre objet que d'obtenir des élévations de salaires, alors que cette élévation de salaires pourrait être funeste à leur propre industrie, et que, de l'association formée dans le but de relever la main-

(1). Boncour : Le fédéralisme économique, p. VI.

d'œuvre par la cessation du travail, ils arriveront à un état plus complet et plus parfait de l'association, c'est-à-dire au seul moyen qui, à mon sens, puisse s'offrir à leurs yeux d'améliorer d'une façon effective leur condition... » (1)

« Lequel ? » interrompait M. Buffet, sans que, emporté par l'enchaînement de son discours, l'orateur eut l'occasion de préciser. Il aurait d'ailleurs été facile de le faire à sa place et de montrer de « quel état plus parfait et plus complet de l'association » Waldeck-Rousseau avait voulu parler.

Dès 1883, devant la Commission extraparlamentaire des Associations ouvrières, il s'était demandé s'il n'y avait pas « quelque chose de plus conforme à l'intérêt général, que la lutte entre la main-d'œuvre qui demande une augmentation de salaire et le fabricant qui la refuse » (2). La solution « pacifique et progressive » (3) qu'il souhaitait, il lui semblait qu'on la trouverait seulement « à la condition d'amener les travailleurs à demander la rémunération de leurs efforts de moins en moins au louage d'ouvrage, et de plus en plus à l'association » (4). Et il concluait : « Il faut préparer l'avènement d'une évolution aussi considérable; il faut faire l'éducation sociale du travail après avoir fait l'éducation primaire du citoyen ». (5)

Cette idée deviendra comme le « leit-motiv » des passages consacrés aux questions syndicales dans les discours de Waldeck-Rousseau. Nous la retrouverons dans l'allocution qu'il prononçait, en 1885, devant la Commission extraparlamentaire des Associations ouvrières. Il l'avait exprimée en 1884 au banquet de

(1). W.-R., Discours au Sénat, 28 janvier 1884, p. 210.

(2, 3, 4.). W.-R., p. 137.

(5). W.-R., p. 138.

Saint-Mandé, devant l'Union des chambres syndicales ouvrières de France (1) ; et, en 1900, dans cette même salle, devant les hôtes de la « Chambre consultative des Associations ouvrières de production » il y revenait avec une toute particulière insistance. (2)

Sa pensée se révèle tout entière, dans ses causes comme dans ses effets, en ces quelques phrases : « S'il est vrai que les produits de l'industrie ne laissent plus un bénéfice assez large pour que le conflit entre la main-d'œuvre et le fabricant ne puisse plus s'aggraver sans péril, je n'entrevois, pour ma part, de solution pratique que dans le développement de l'association sous toutes ses formes, réunissant ce qui est aujourd'hui séparé, en demandant la rémunération du travail aux bénéfices mêmes qu'il aura procurés. C'est la pensée que j'ai déjà formulée devant vous en disant que le travail arrivera progressivement à demander sa rémunération de moins en moins au louage d'ouvrage, de plus en plus à l'association ». (3)

De l'organisation du travail qui s'élabore, les syndicats ne sauraient donc être « le dernier mot » (4) ; ils peuvent et doivent être « les générateurs de cet organisme ». (5)

« Les franchises qu'ils ont obtenues seraient une médiocre conquête si là s'arrêtait leur action. La loi de 1884 a mis en leurs mains l'instrument d'une évolution sociale plus décisive : l'accession pacifique du salariat à la propriété industrielle et commerciale. Ils apprendront bientôt à s'en servir. Ils compareront à l'énormité

(1). W.-R., p. 331 et suiv.

(2). W.-R., p. 374 et suiv.

(3). Allocution devant la Commission extraparlémentaire, W.-R., p. 158.

(2 et 3). W.-R., p. 327.

des sacrifices la médiocrité des résultats obtenus. Avant de devenir sage, il faut avoir été longtemps libre. Le législateur a fait son devoir, le temps fera son œuvre. » (1)

V I

Dans le discours prononcé à Roubaix en mai 1898 et qu'il consacra exclusivement à la question syndicale, Waldeck-Rousseau développa et mit au point les formules coutumières qui trahissaient depuis longtemps le travail de son esprit. Quittant leur généralité un peu prophétique, il tint à préciser, comme à la barre, les éléments du débat, et voici comment peut se résumer l'exposé des motifs qui précédait sa conclusion formelle en faveur « de la capacité civile, industrielle et commerciale des syndicats. »

Les salaires ne pourront augmenter indéfiniment dans les conditions actuelles de l'industrie et du commerce. Il viendra donc un jour où le travail cherchera en lui-même sa propre rétribution. Le mouvement économique qui s'est produit depuis 50 ans rend cette évolution possible. Il se caractérise par trois faits importants et facilement constatables : la mise en action de beaucoup d'entreprises industrielles, l'abaissement du taux de l'intérêt, la puissance d'épargne du travail.

Ce sont là « des faits nouveaux ou tout ou moins de plus en plus accentués qui ouvrent au travail des voies nouvelles. Pour qu'il s'y engage une impulsion est nécessaire. C'est aux syndicats qu'il appartient de donner et de régler cette impulsion. Il est nécessaire, pour cela, qu'ils puissent acquérir, *constituer, sans perdre leur physionomie propre*, de vastes participations dans lesquelles chacun de leurs membres ait sa part d'intérêt ;

(1). W.-R. Boncour, VII.

qu'ils se groupent, par affinité, en vue de faire en grand ce que la Chambre consultative, par exemple, a fait en petit (1) ; qu'ils tracent à l'initiative collective les règles essentielles au succès de ses entreprises ; que ces groupes constituent des banques coopératives destinées à favoriser le développement des associations et à leur procurer le crédit. »

« Ils ont à jouer un rôle décisif dans le développement des associations ouvrières. De ce côté, un mouvement considérable s'est produit et l'élan donné en 1884 ne s'est pas amorcé.

(1). Le but de la Chambre Consultative des associations ouvrières, est double :

1^o). Au point de vue économique, elle cherche à procurer aux associations adhérentes, par ses renseignements et son appui, la plus grande somme possible de travaux publics et privés ; elle sert tout spécialement d'intermédiaire pour les travaux que ces associations peuvent se commander les unes aux autres ;

2^o). Au point de vue social, elle s'efforce de susciter des associations nouvelles et de les faire profiter de l'expérience acquise par les anciennes.

Cf. Cabouat. Syndicats et coopératives. Revue internationale de sociologie. 1901.

Au lendemain des événements de Draveil, la Chambre consultative a lancé un appel aux travailleurs dont nous détachons ce qui suit :

« Dans quantités d'industries, notamment dans le bâtiment, les ouvriers ont de grandes facilités pour créer des Coopératives de production. Qu'ils viennent à nous, nombreux, et que les autres travailleurs suivent leurs exemples.

» Le Crédit au Travail, qui n'est encore qu'à l'état d'étude, permettra, une fois voté, le développement rapide de toutes les Associations ouvrières.

» ...L'œuvre de la Chambre consultative des Associations ouvrières est déjà considérable. Dans les circonstances pénibles que nous traversons, elle fait appel au concours de tous pour éduquer le travailleur.

» Le « Travail » ne sera affranchi de la tutelle du « Capital » que lorsqu'il disposera de toutes les ressources matérielles et intellectuelles de fécondité et de prospérité, et que l'instruction du travailleur sera assez complète pour grouper ensemble le « Travail », le « Capital », et le « Talent ».

Il existait, à la fin de 1896, 213 associations ouvrières représentant un capital versé de 11.715.000 francs, un chiffre d'affaires de 29.000.000, un bénéfice de 2.410.234 francs... (1)

Il appartient aux syndicats, isolément ou par groupes, de faire ce qu'a fait pour la cause des associations ouvrières la Chambre consultative de Paris. Pour qu'ils puissent poursuivre légalement cette tâche, il faut sans hésiter élargir leur capacité ». (2)

Et Waldeck-Rousseau prononçait, à ce propos, la formule qui fit fortune et qu'il devait reprendre, deux ans après, à Saint-Mandé : « Nous ne rêvons pas de supprimer le capital, mais de le répandre et d'en assurer la conquête. *Il faudra*, dans un avenir prochain, *que le*

(1). Au 1^{er} Janvier 1908, on comptait, d'après le Bulletin de l'Office du Travail, 414 coopératives de production, soit une augmentation de 52 sur l'année précédente. En fait, cette augmentation ne résulte pas tout entière de créations nouvelles effectuées en 1907 ; le nombre des Sociétés signalées comme créées cette année-là s'élève à 50 ; le nombre des Sociétés signalées comme dissoutes, à 31 ; il y a donc seulement une augmentation réelle de 19 sociétés. L'excès de sociétés signalées provient de ce que les préfets ont mentionné pour la première fois, cette année, sur leurs états, des sociétés créées antérieurement à 1907.

Par professions, les coopératives de production se répartissent d'une façon très diverse. Les plus nombreuses sont celles d'imprimeurs (54). Signalons ensuite comme groupes ou associations de production, les peintres (26), les cordonniers (18), les cochers (17), les maçons (15), les ouvriers du bâtiment en général (13), les charpentiers (10), les diamantaires (10), les menuisiers (9), les serruriers (9), les tisseurs (8), les carriers (8), les charpentiers (8), les couvreurs (8), etc. Au cours de l'année dernière, il a été créé 6 coopératives d'imprimeurs, 5 de maçons, 4 de peintres, 3 de cordonniers, 3 de tailleurs de pierre, 2 de charpentiers, 2 de plâtriers, 2 de chauffeurs d'automobiles, 2 d'ouvriers du bâtiment, etc.

365 associations, comptant 16.149 sociétaires, ont fait connaître leur chiffre d'affaires, qui, au total, s'élève à 52.885.500 francs.

(2). W.-R. Discours de Roubaix.

capital travaille, et, par une juste réciprocité, que le travail possède ». (1).

Il y avait dans cet ordre d'idées « toute une législation à élaborer ». Waldeck-Rousseau, de concert avec M. Millerand y convia bientôt le Parlement. La loi de 1884 était par son cadre trop étroit, un obstacle à la réalisation de ses espérances. Et Waldeck-Rousseau revenait sur l'optimisme excessif de sa circulaire aux préfets où il avait écrit : « Désormais la fécondité des associations professionnelles n'a plus de limites légales ». (2) .

Dès 1885 il avait souhaité, d'ailleurs, que l'on donnât aux syndicats « une capacité légale qui leur manque dans une certaine interprétation de la loi ». (3) Et l'exposé des motifs du projet de loi Waldeck-Rousseau-Millerand reconnaissait loyalement que la capacité reçue par les syndicats était, en définitive, « une capacité limitée qui, en dépit de la généralité des mots, ne s'étend visiblement à aucune entreprise positive et matérielle en dehors des cours d'instruction professionnelle et des bureaux de placement ». (4)

Afin que le syndicat put être « le point de départ et la raison d'être d'une mise en pratique prochaine du principe d'association sous toutes ses formes », MM. Waldeck-Rousseau et Millerand proposèrent aux Chambres d'introduire une nouveauté audacieuse dans

(1). Waldeck-Rousseau. Discours de Roubaix.

(2). Waldeck-Rousseau. Questions sociales, p. 305.

(3). W.-R., op. cit., p. 162.

(3 et 4). Op. cit., p. 350.

Ce projet de loi fut présenté à la Chambre le 14 novembre 1899. Quand Waldeck-Rousseau eut quitté le pouvoir, M. Millerand reprit, pour son compte, le projet qu'ils avaient présenté de concert et en fit l'objet d'une proposition de loi, qui n'est pas encore venue en discussion.

la loi de 1884. « Le projet, dit l'exposé des motifs, facilite la constitution de sociétés commerciales syndicales à responsabilité limitée.. Il n'exige pas que chacun des membres du syndicat qui voudra faire des opérations commerciales souscrive une action et en verse le dixième; le syndicat, personne civile, pourra être propriétaire de la totalité des actions et les administrateurs de la société commerciale ne seront pas tenus d'être individuellement actionnaires; l'assemblée générale sera formée de mandataires désignés par le syndicat ». (1)

VII

Cette question de la capacité commerciale des syndicats est une de celles qui divisent le plus les esprits. Les arguments de ses défenseurs sont excellents, mais ceux de ses adversaires ont une force singulière et il est bien difficile de prévoir dans quel sens elle sera tranchée.

M. Duthoit, professeur à la Faculté libre de droit de Lille, et, au dire de M. Barthou, « le défenseur le plus convaincu et le plus convaincant » de la capacité commerciale estime « qu'en facilitant aux syndicats le moyen de faire le commerce par eux-mêmes, et non par l'entremise de sociétés indépendantes et fonctionnant à côté d'eux, la loi les entraînerait vers la production et vers l'échange, et qu'ainsi le syndicat pourrait devenir, non seulement le défenseur plus puissant des intérêts collectifs de la profession, mais un véritable agent de transformation économique ». (2)

La capacité commerciale n'aurait donc pas seulement l'avantage de rendre le syndicat plus fort en le rendant plus riche et celui d'aider à l'éducation de ses membres

(1). W.-R., op. cit., p. 352-353.

(2). Eugène Duthoit. (Association Catholique, 15 nov. 1903, p. 409).

en leur ouvrant « le domaine des affaires », elle se présenterait surtout comme un moyen de transformation économique. Seuls, à l'heure actuelle, « les syndicats professionnels tendent à une réforme profonde de la société individualiste et préparent la substitution graduelle d'un régime de travail organisé au régime inorganique qui a été le produit de l'économie libérale ». Greffées sur eux, les coopératives, au lieu de demeurer un simple palliatif de notre système économique, « contribueront à décupler leurs forces et, par là-même, à préparer l'avènement d'une société mieux organisée ». (1)

On ajoute que la capacité commerciale permettrait de confier aux syndicats beaucoup d'entreprises qui, à l'heure actuelle, leur échappe parce qu'on hésite à fonder une coopérative destinée, peut-être, à durer seulement quelques mois. (2)

D'ailleurs le projet de loi offre aux syndicats une liberté nouvelle mais ne la leur impose évidemment pas. Si la même la réforme était dangereuse, ne serait-il pas plus dangereux encore de la refuser? « Il est impossible, s'écrie M. Jaurès, que des prolétaires continuent à réclamer, pour le prolétariat, les lisières et les entraves du code bourgeois... Repousser une liberté sous prétexte qu'on s'en servirait mal, c'est la défiance suprême de soi... Demander à la bourgeoisie de servir de *conseil de famille* au prolétariat, c'est l'acte de soumission au capitalisme le plus impardonnable mais le plus caractéristique qui soit!... » (3)

Quant aux adversaires de la capacité commerciale, ils se répartissent en camps très divers. Certains socialistes

(1) Cf., Duthoit, op. cit.

(2). Cf. en ce sens. Sorel. Avenir socialiste des syndicats, p. 74.

(3). Cité par Barthou, op. cit., p. 215, 216, 217.

voient, dans le projet, « un piège tendu par le grand patronat pour dénaturer l'action des syndicats et leur faire immobiliser leurs fonds dans des entreprises industrielles et commerciales, afin qu'ils ne soient plus disponibles au moment des grèves ». (1) M. Martin Saint-Léon « entrevoit, pour les syndicats, des tentatives grandioses suivies d'amères déceptions ». M. l'abbé Lemire est un « opposant inquiet » et M. Boissard craint que la capacité commerciale ne pousse certains à croire que le syndicat doit trouver, dans l'exercice du commerce, « son rôle le plus pratiquement utile » et bientôt « son objet principal, sinon exclusif ».

« Le but propre et essentiel du syndicat professionnel consiste à pourvoir aux intérêts professionnels, collectifs et individuels de ses membres ». On ne veut donc pas du « syndicat à tout faire », qui, pour vivre et accroître sa puissance, perdrait peut-être ses raisons mêmes de vivre.

Les plus graves des objections soulevées contre la réforme nouvelle ont été résumées par M. Keufer en quelques lignes frappantes auxquelles sa longue expérience donne une autorité singulière : « Formés déjà avec tant de peine, au prix de persévérants efforts et de lourds sacrifices, les syndicats ouvriers, devenant industriels et commerçants, seraient voués aux plus funestes divisions, à la désagrégation rapide, par la poursuite exclusive d'intérêts matériels, par les inévitables soucis, les rivalités, les difficultés d'argent et d'administration. Les syndicats, devenus de simples sociétés de production, absorberaient les efforts des hommes les plus actifs, les plus dévoués, pour des résultats douteux, et, enfin on détournerait les syndicats de leur véritable et normale destination, la défense des intérêts généraux cor-

(1) Cité par Barthou, p. 197.

poratifs du prolétariat, pour en faire des sociétés mercantiles, capables seulement de satisfaire les intérêts d'un petit nombre d'ouvriers ». (1)

VII

Depuis 1899, Waldeck-Rousseau, absorbé par d'autres tâches, laissa à pied d'œuvre les matériaux qu'il avait accumulés. On ne saurait trop le regretter. Ce que nous connaissons de sa pensée sur la question syndicale nous permet de pressentir tout l'intérêt des développements que les discussions parlementaires en auraient exigés. Du moins avons-nous le plan de l'édifice qu'il avait

(1) Cité par Barthou, op. cit. p. 205.

Le 27 mai 1906, la Chambre syndicale des Typographes de Lille, sollicitée de participer à la formation d'une imprimerie coopérative, votait un ordre du jour qui nous semble synthétiser clairement l'opinion des syndiqués qui refusent la capacité commerciale pour leurs organisations.

« Considérant qu'un Syndicat ne peut immobiliser ses fonds dans une entreprise quelconque qui n'est pas en rapport direct avec le but pour lequel il a été créé ;

Que d'autre part, il ne peut qu'encourager la création d'une imprimerie fonctionnant dans les conditions que stipule son tarif.

Considérant aussi qu'il est préférable de laisser une complète indépendance à tout conseil d'administration d'association coopérative.

Emet le vœu de voir à Lille se développer une imprimerie coopérative complètement indépendante, et engage ses membres à prendre des actions à cette œuvre. »

Sur cette question de la capacité commerciale des syndicats, cf. notamment Barthou (op. cit. p. 190 à 235) où l'on trouvera reproduites les opinions d'un grand nombre de militants syndicalistes ; Boissard (Association catholique, 15 nov. 1903) ; Cabouat (Revue politique et parlementaire, juillet 1904) ; Duttoit (Association catholique, 15 nov. 1903) ; Lemire (Association catholique, mai 1900) ; Martin Saint-Léon (Annales du Musée social, avril 1904, et Association catholique, 15 déc. 1903).

La question a été discutée par la section des Associations coopératives et ouvrières du Musée social dans sa séance du 14 mars 1904. Après un rapport de M. Martin Saint-Léon, ten-

rêvé et pouvons-nous en reconnaître la courageuse audace.

Car s'il est vrai que la question qui divise les hommes est, de plus en plus, une question sociale, et que les camps se forment suivant la réponse donnée par chacun au problème de l'éternité du salariat, il faut reconnaître que Waldeck-Rousseau s'est nettement porté jusqu'aux avants-postes et que son attitude syndicale n'a rien d'un conservatisme inquiet.

Sans doute, sur l'action des syndicats en justice, sur la liberté de l'organisation syndicale, Waldeck-Rousseau est demeuré fidèle à des idées individualistes que ne partagent pas la plupart de ceux qui rejoignent ses conceptions sur l'avenir du salariat; mais celles-ci n'en dénoncent pas moins la vigueur d'une pensée capable de sacrifier à ce qu'elle estime la vérité toutes les timi-

dant à montrer que la capacité commerciale serait aussi dangereuse pour les syndiqués que pour les tiers (par suite des garanties insuffisantes donnée à l'épargne dans les sociétés telles que les prévoit le projet de loi), les membres de la Section ont adopté le vœu défavorable émis par lui.

A l'Union d'études des Catholiques sociaux, une faible majorité s'est prononcée pour la capacité commerciale.

La question a été également discutée par le Conseil supérieur du travail, les 18 et 22 novembre 1907. Le Conseil a voté une motion présentée par MM. Keufer, Craissac, et 18 de leurs collègues, et conçue comme il suit :

« Le Conseil supérieur du Travail constate que les travailleurs ont l'entière liberté de faire des entreprises commerciales et industrielles, en vertu des lois de 1867 et 1893.

» Exprime l'avis que soit porté à l'ordre du jour de la commission permanente l'examen des diverses opérations auxquelles pourraient se livrer les syndicats professionnels, telles qu'achat et répartition entre leurs adhérents des matières, accessoires et outils nécessaires à l'exercice de la profession, création de cours professionnels, ateliers d'apprentissage, etc. » Cf. Bulletin de l'Office du Travail. N° de décembre 1907, p. 1283.

dité coutumières au pouvoir et de prendre nettement parti dans les problèmes les plus délicats.

Il est cependant curieux que Waldeck-Rousseau n'ait envisagé ces problèmes que sous l'angle des questions de salaires. Chaque fois qu'il parle des luttes et des conquêtes syndicales, il semble que pour lui l'objet en soit nécessairement une rémunération plus grande réclamée par le travail. Quand il envisage la possibilité d'un effort d'autonomie de la classe ouvrière, il en voit la cause essentielle dans son souci de s'approprier la part de bénéfices prélevés jusqu'alors par l'employeur... Les ouvriers essaieront de se passer du patron le jour où la concurrence l'empêchera d'alourdir ses frais généraux des augmentations nouvelles qu'ils réclament. La transformation sociale semble se réduire ainsi à la suppression d'un intermédiaire... N'est-ce pas là observer et raisonner plus en économiste qu'en sociologue ? N'est-ce pas trop regarder la richesse sans assez regarder les hommes ?

A qui observe l'évolution du prolétariat français, la question sociale n'apparaît pas seulement comme une « question de propriété », une « question d'argent », — une « question de ventre » dirait plus brutalement M Jules Guesde — mais bien aussi comme une question d'autorité. Parmi les conflits économiques tous ne sont pas causés par des réclamations de salaires. Beaucoup portent sur des points qui touchent à l'autorité dans l'usine. (1) Il semble bien que les ouvriers ne veulent

(1). Pendant le mois de juin 1908, par exemple (mois que nous avons pris absolument au hasard), sur 96 conflits, 25 avaient pour cause des questions étrangères au salaire ou à la diminution des heures de travail.

pas demeurer éternellement, dans l'ordre économique, les sujets d'une monarchie absolue et qu'ils rêvent, après l'étape d'une monarchie constitutionnelle, de devenir les citoyens d'une république. Ce rêve est-il une chimère? ou le paradoxe de la veille sera-t-il la vérité du lendemain? Toujours est-il que négliger ce point de vue, c'est rétrécir indûment son horizon à des problèmes de salaires qui sont une des questions sociales mais qui, en France surtout, ne sont pas toute la question sociale.

Que les ouvriers cherchent une issue au salariat afin, simplement, d'être plus riches, ou afin d'être plus libres, il n'en reste pas moins que Waldeck-Rousseau s'est efforcé de la leur préparer. Ainsi sa conception syndicale déborde les limites du présent par une large échappée sur l'avenir...

Voici comment se répartissent les grèves qui ont éclaté durant ce mois :

Demandes d'augmentation de salaire	46
Réduction de salaire	3
Demandes de diminution du temps de travail	9
Contestations relatives au salaire	19
Contestations relatives au règlement d'atelier	10
Contestations relatives à la réglementation du travail	5
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres	5
Demandes de réintégration d'ouvriers ou contremaîtres	5

En Belgique, lors du fameux conflit de Verviers, la Fédération patronale textile écrivait au Bourgmestre : « La question soulevée est précisément celle de la reconnaissance de l'autorité patronale, sans aucune ingérence. »

Les théories des "Catholiques sociaux"

Si le terme de « syndicaliste » s'applique à une école dans la mesure de l'importance théorique et pratique qu'elle attache à l'association professionnelle, on peut, sans exagération ni scrupule, le donner à l'Ecole dite des « Catholiques sociaux ». Ses théories syndicales ne sont pas simplement comme celles de Waldeck-Rousseau, une interprétation du mouvement ouvrier contemporain ; elles sont la conséquence nécessaire des idées de ses membres touchant l'organisation professionnelle. Celle-ci, qui ne se conçoit pas sans le syndicat, mais qui d'ailleurs le dépasse, se présente dans leurs systèmes, comme « le centre d'où tout part et vers lequel tout converge, ou mieux, c'est la clef de voûte de l'édifice. » (1).

I

Cette école vit et s'affirme. Elle dresse, chaque année ses chaires ambulantes dans l'une de nos grandes villes et les auditeurs viennent, par centaines, suivre studieusement ses leçons. Pendant la semaine annuelle que ses organisateurs et l'opinion baptisèrent de « sociale », elle expose, par le détail précis, ses théories cohérentes. Et l'effort de pensée qu'elle témoigne chez les maîtres, l'influence qu'elle manifeste sur les disciples, lui méritent l'attention loyale de tous ceux qui étudient l'orientation syndicale dans notre pays.

(1). Bazire. Le mouvement syndical et les catholiques sociaux, p. 16.

Cette attention loyale lui a, cependant, été parfois refusée. Et on ne peut constater sans surprise la façon dont certains esprits qui semblaient, par ailleurs, fort avertis des mouvements sociaux, la jugent sans phrases et la condamnent sans merci.

M. Barthou écrit que « le catholicisme ne dissimule pas son but : il veut tourner au profit de la religion catholique les forces ouvrières organisées que leur réunion même fait plus accessibles, plus dociles, plus malléables. » (1)

Quelques années avant, en 1896, M. Millerand dénonçait, dans son fameux discours de Saint-Mandé, « ce socialisme chrétien qui n'est qu'une piteuse contrefaçon du socialisme puisque loin d'être l'agent de l'émancipation humaine, il n'est que l'instrument de domination et de règne d'une théocratie aux abois. » (2)

Il est vrai — et c'est une excuse — que cette phrase était prononcée à une époque où les conceptions logiques des « catholiques sociaux » n'étaient pas encore beaucoup connues de l'opinion. Il est vrai encore — et c'est l'ironie immanente des choses — que l'un des théoriciens les plus intéressants du syndicalisme, M. Georges Sorel, condamnait, quelques années plus tard, M. Millerand, comme « entièrement converti aux idées des catholiques sociaux.. » (3)

M. Sorel n'avait pas, d'ailleurs, une meilleure compréhension de ce mouvement quand il écrivait, lui aussi : « Les catholiques font les plus grands efforts pour grouper les ouvriers dans des syndicats auxquels ils

(1) Barthou : « L'action syndicale », p. 99.

(2) Millerand. Le socialisme réformiste, p. 30 et 31.

(3) Sorel : « L'avenir socialiste des syndicats »...

promettent monts et merveilles, dans l'espérance de faire peur aux politiciens radicaux, et de sauver l'Eglise. » (1)

Rien n'est plus étroit que de telles appréciations. Personne n'a le droit de dénoncer une tactique confessionnelle dans le travail d'hommes qui, après avoir dégagé les exigences de la justice vis-à-vis du salariat, s'efforcent de trouver l'organisation qui permettra de les respecter. L'anticléricalisme n'a vraiment que faire en sociologie, et, pour juger une école, il faudrait d'abord essayer de la comprendre.

L'Ecole des catholiques sociaux occupe une position très nette. Ses membres déduisent des dogmes et de la morale du catholicisme les « requêtes » de la justice vis-à-vis du régime du salariat. Et ces déductions rejoignent les inductions que leur fournit l'expérience de la puissance constructive du syndicat. (2)

Leur attitude est une question de loyalisme et de logique. Sans doute ils l'estiment présentement opportune, mais ce n'est pas cette opportunité qui la leur dicte. Et, quand bien même il n'en devrait résulter aucune apologétique indirecte pour leurs convictions religieuses, il est certain qu'ils y persisteraient pleinement.

L'Ecole des catholiques sociaux ne prétend pas, d'ailleurs, englober tous les catholiques s'occupant de questions sociales. Ses membres ne dogmatisent pas et

(1) Sorel. *Op. cit.*, p. 62.

(2) La Semaine sociale est « un effort pour prendre la conscience nette de ce que requiert et de ce qu'entraîne le catholicisme au point de vue des relations humaines, pour acquérir la notion complète et précise de la justice, telle que l'impliquent les affirmations de nos dogmes, pour rechercher à l'endroit des rapports sociaux, les exigences de la réalité totale, de celle qu'une foi pleine nous révèle, comme de celle qu'une observation scrupuleuse nous fournit. »

Lorin : *Semaine sociale de Dijon* : p. 9 :

leurs « semaines sociales » ne sont pas des conciles économiques. Ils sont d'accord avec leurs coréligionnaires sur les exigences morales et sociales de leur foi, mais les traductions économiques qu'ils croient devoir en donner leur sont propres. Leurs principes découlent du patrimoine moral du catholicisme qui est le même pour tous les temps et pour tous les lieux, mais le mode d'application de ces principes leur est suggéré par leurs observations et leur expérience personnelles. « On est catholique social dans la mesure même où l'on est catholique doctrinal », écrivait le cardinal Manning. Ce n'est pas dans ce sens universel qu'il faut prendre le titre de l'école que nous étudions. De même serait-on mal venu de prétendre que les adeptes de « la science sociale » représentent tous ceux qui, en France et dans le monde, pratiquent la méthode scientifique dans l'étude des questions sociales.

Un des représentants les plus autorisés des « catholiques sociaux », dont les travaux renferment la synthèse définitive de leurs principes, en même temps qu'ils sont la plus intéressante traduction de leur méthode, M. Henri Lorin, n'a pas manqué de préciser fort nettement ce point dans la déclaration par laquelle il ouvrait cette année même les travaux de la « Semaine » de Marseille : « Il n'y a pas de système économique et social, disait-il, qui dans la totalité de ses détails et de ses développements dérive des dogmes par déduction, qui soit comme une branche ou une annexe de la théologie et qui constitue, à proprement parler, le système catholique. Mais il y a une manière catholique d'envisager, d'arrêter, d'édifier cette discipline : c'est de se mettre au point de vue des hommes et non des choses, c'est d'avoir pour but non la description de ce qui est, mais la recherche de ce qui

doit être, c'est de prendre pour fondement les affirmations du catholicisme relativement à la dignité de la personne humaine, à la fraternité de tous les hommes, à la destination universelle des biens terrestres, pour guide, ses conceptions de la justice et du progrès, pour règle, le principe d'équivalence fraternelle qu'il pose et les déterminations positives que l'Eglise a faites de ce principe. (1)

De « ce point de vue des hommes et non des choses », le salariat apparaît aux catholiques sociaux comme nécessitant une puissante organisation syndicale. Seule elle leur semble permettre le respect de la causalité et de la finalité inhérentes au travail; seule, elle tient compte aussi de la solidarité impérieuse qui agglomère les travailleurs en une société professionnelle dont l'organisation s'impose au même titre que celle de la société politique.

Nous essaierons de montrer pourquoi et comment.

II

Le régime du salariat est caractérisé par ce fait qu'un homme fait appel au concours d'autres hommes en vue

(1). Si le point de départ des déductions des catholiques sociaux est confessionnel, les réalisations qu'ils en réclament ne présentent d'ailleurs ce caractère à aucun degré. Ils n'ont ni la prétention, ni la naïveté, de vouloir créer, par exemple, des syndicats catholiques. Dans le discours qu'il prononçait à la Semaine Sociale de Dijon, l'évêque de ce diocèse, Mgr Dadolle s'en est expliqué fort précisément : « Je crois qu'aucun de ces moyens possibles d'amélioration sociale (syndicats, coopératives, etc.), ne doit porter l'étiquette chrétienne, du moins, à cause que la morale et le dogme révélés n'ont pas de compétence pour en garantir la valeur pratique. Je le crois aussi, pour la raison que si ces moyens peuvent aider à relever « la misère imméritée », il faut que cette misère soit appelée à profiter de l'aide au relèvement, parce qu'elle y a droit, parce

de produire, sous ses ordres, des objets déterminés, et qu'il leur assure une rémunération forfaitaire, le salaire, en gardant pour son compte les risques avec les bénéfices de l'entreprise.

Le travail auquel consentent les salariés se présente, à leur point de vue, comme personnel et comme nécessaire. Il est personnel en ce qu'il met toute l'activité de l'ouvrier à la disposition de l'entrepreneur pour réaliser la production que celui-ci poursuit. « Or l'activité de l'homme n'est pas une chose extérieure dont il peut à son gré se détacher en la cédant comme le fait un marchand. Au contraire, en participant activement à une opération, l'ouvrier y engage *ipso facto* sa personne même. » (1)

Le travail n'est pas seulement personnel pour l'ouvrier, il est aussi nécessaire. Après l'avoir envisagé dans sa causalité il faut donc le considérer dans sa finalité.

Si l'ouvrier travaille, c'est parce qu'il doit gagner sa vie et non seulement sa vie mais celle de sa femme et de ses enfants. Car l'ouvrier n'est pas un Robinson abandonné dans une île déserte. Comme tout homme, il est un être familial, et, chef de famille, il doit assurer la subsistance de ceux qui l'entourent et ne peuvent encore la gagner eux-mêmes.

Dans sa cause comme dans sa fin le travail intéresse donc l'homme tout entier. Or, de par leur foi, les catholiques sociaux ont de l'homme et de sa dignité l'idée la plus précise et la plus élevée. Ils « revendiquent comme leurs, comme apportées au monde par le fondateur de

qu'elle est misère, et sans qu'elle ait à faire préalablement aucune profession confessionnelle ». (Conférence de Mgr Dadolle, à la Semaine Sociale de Dijon, compte-rendu de la Semaine, p. 251).

(1). H. LERIC.

leur Eglise et comme exclusivement basées en logique sur les dogmes de leur religion, les deux notions sur l'homme et sur la société d'où procède tout le mouvement de la civilisation : la notion de la *dignité* que constituent à la personne humaine la possession de la conscience morale et le pouvoir d'agir selon son propre arbitre; la notion de *l'égalité de cette dignité* entre tous les hommes comme principe fondamental de justice dans les relations humaines. » Il leur faut donc trouver les modalités que doit prendre le salariat pour respecter les requêtes de leur foi, pour ne porter aucune atteinte à la dignité de l'homme agent volontaire et libre et à l'égalité de cette dignité entre tous, à « l'équivalence fraternelle des hommes ».

III

Dominés par ces préoccupations morales les catholiques sociaux analyseront tout d'abord, la nature du contrat de salaire.

« Quelle est la nature d'un contrat dans lequel l'activité humaine intervient comme objet, et la vie humaine comme fin de l'obligation? Ce contrat participe-t-il à la nature des conventions instituées en vue de l'aliénation définitive ou temporaire des choses matérielles? Non. Ce contrat participe à la nature des conventions instituées en vue de l'union des hommes les uns avec les autres. » (1)

L'apport du salarié est, en effet, constitué par un déploiement de son activité; sa personne même s'y trouve engagée. Il en résulte que le seul fait de la participation d'un salarié à une opération donne à celle-ci le caractère d'une œuvre collective entre l'employeur et lui.

(1). Duthoit. Cours à la Semaine Sociale d'Amiens : Comptendu des cours, p. 109.

« Comme tous les hommes, investis de l'égalité d'agents conscients et volontaires, ont un égal droit à ce que la causalité de leurs actes leur soit attribuée et à ce que les effets leur en soient rapportés, quand des hommes appliquent, à quelque titre que ce soit, leur activité à une même opération, le seul fait d'opérer ainsi collectivement, de collaborer, établit entre eux *un lien infrangible d'association* supérieur à toute convention. » (1)

Nous voici loin de l'empirisme qui dicta aux rédacteurs du Code civil les rares articles consacrés au travail. Séduits par les ressemblances superficielles que le contrat de travail présente avec le contrat de louage, ils n'en parlèrent que sous le titre du « Louage », après celui des maisons et avant celui du bétail ! Mais, parce que le contrat de bail et celui du salariat sont tous deux temporaires, parce que « le paiement échelonné par versements réguliers et rapprochés du salaire est comparable à celui du loyer » (2), il ne s'ensuit pas qu'ils soient de même essence.

« Malgré ces points de comparaison, il est de plus en plus difficile de tirer du louage une explication et des règles satisfaisantes pour les rapports entre ouvriers et entrepreneurs. Qu'il s'agisse de la formation du contrat de salariat et des moyens de sauvegarder l'égalité contractuelle des parties; de l'exécution du contrat et de la protection dont la loi doit entourer le salaire; qu'il s'agisse de la preuve du contrat ou de sa rupture, c'est un droit nouveau à définir, et pourquoi en chercher l'expression dans l'antique conception du louage qui se

(1). Lorin : « L'organisation professionnelle et le Code du Travail », p. 51.

(2). Duthoit, *op. cit.*, p. 103.

rapporte à des intérêts et à des rapports d'un tout autre ordre? » (1)

La théorie plus neuve qui assimile le contrat de salaire à un contrat de vente est, de même, repoussée par les catholiques sociaux. Outre la question de dignité des travailleurs ils ont, d'ailleurs, contre elle des arguments d'ordre juridique qui ne paraissent pas sans force.

Il est possible de ramener le contrat de travail à un contrat de vente, disent les partisans de cette théorie, car, si l'on ne peut abstraire de la personne de l'ouvrier son activité et son travail, « on peut détacher d'elle le travail incorporé dans la chose ou la part du travailleur dans le produit achevé et apte à la consommation. »

Mais, répond M. Eugène Duthoit, cette chose future, le travail incorporé dans la chose ou la part du travailleur dans le produit achevé, en vertu de quel droit le travailleur en ferait-il l'objet de son obligation? Il ne peut pas invoquer sur ce travail cristallisé ou sur ce produit futur un droit de propriété, en invoquant comme titre le travail, puisque le travail est un titre à acquérir mais non un titre déjà acquis au moment où intervient l'obligation de l'ouvrier avec le patron? Quand intervient cette obligation, l'ouvrier ne dispose que d'une chose, de son activité personnelle; il ne peut pas disposer du fruit encore éventuel d'un travail à venir, c'est donc bien son activité personnelle qu'il engage. » (1)

(1). Duthoit, op. cit., p. 104.

(1). Duthoit, op. cit., p. 108.

Cet argument semble bien le plus sérieux qui puisse s'opposer à l'ingénieuse théorie de M. Chatelain (« De la nature du contrat entre ouvriers et entrepreneurs », Paris 1902), qui défend l'idée du contrat de vente par le raisonnement que voici :

Si le patron et l'ouvrier avaient opéré sans convention préalable, ils auraient tous deux un droit à déterminer sur le produit commun. Pour éviter les difficultés de cette détermination

On trouvera peut-être excessif le souci que les catholiques sociaux prennent à faire rentrer le contrat de salaire dans le cadre du contrat de société, et certains n'y verront qu'une agaçante question de mots. Mais il y a un intérêt de probité scientifique à faire respecter la vérité pour elle-même, et quand bien même ce redressement des idées courantes n'aurait pas de portée pratique. Les questions de mots, d'ailleurs, ont bien leur importance ; ils sont le véhicule de la pensée et, si la pensée qu'ils transmettent est fausse, elle risque de fausser l'esprit de ceux qui, sur son équipage, lui feront bon accueil. (1)

L'intérêt de cette discussion passe d'ailleurs de beaucoup celui d'une question de mots. Si réellement il y a dans le contrat de salaire une « association de personnes », il faudra que « le salaire représente l'effet de la causalité afférente au travailleur, en raison de l'intervention immédiate et directe de sa personne dans les

postérieure et aussi parce que l'ouvrier ne peut attendre, pour toucher sa quote-part, que l'œuvre soit achevée, le patron et l'ouvrier règlent par avance et à forfait, la part qui reviendra à l'ouvrier.

« Les ouvriers acceptent une part en argent, fixe, périodique, avancée par le patron ; ils cèdent en retour, au patron, la propriété du produit en nature, que seul il se charge de réaliser et qu'il consent à réaliser au mieux des intérêts communs, mais à ses risques. »

Et M. Chatelain dit, par ailleurs : « Que l'on parle ou non de société, peu importe. Il y a produit commun ».

A quoi M. Eugène Duthoit objecte : « Nous ne voyons pas comment un produit *futur* peut être commun, sans une société préalable ». (Op. cit., p. 107).

(1). « Un changement de nom va quelque fois plus loin que l'on ne pense ; s'il est rare qu'il opère une transformation du fond même des choses, il la prépare en y disposant les esprits et en y inclinant les habitudes ».

F. Brunetière. La « Réforme Universitaire ». Revue des Deux Mondes, 1^{er} fév. 95.

opérations auxquelles il est employé ». (1) Le salarié devra être traité en collaborateur et il sera d'autant plus injuste de le traiter en « moteur animé » (2)

La quote-part qui lui revient dans les bénéfices de la production devra être débattue, de force à force, entre son entrepreneur et lui, comme se débat celle qui est afférente au travail de deux associés. Les procédés empiriques de fixation de salaire qui aboutissent à le réduire sans que le travailleur puisse élever une protestation efficace, entacheront le contrat d'une véritable lésion relevant des tribunaux au même titre que toute autre. (3) Et surtout, puisque dans la situation de fait créée par l'organisation capitaliste, le travailleur isolé sera toujours impuissant à débattre utilement le taux de cette quote-part, il faudra que « des organisations fortes mettent les ouvriers en mesure d'affirmer efficacement leur volonté et d'obtenir par voie d'entente avec les employeurs, une participation légitime à la prospérité des industries auxquelles ils sont attachés ». (4)

Les théories des catholiques sociaux sur la causalité

(1) Lorin, op. cit., p. 36.

(2) Lorin, p. 52.

(3) Le projet de loi Doumergue sur le contrat de travail consacre ce principe dans son art. 11, qui répute illicite « toute clause par laquelle l'une des parties a abusé du besoin, de la légèreté ou de l'inexpérience de l'autre, pour lui imposer des conditions en désaccord flagrant, soit avec les conditions habituelles de la profession ou de la région, soit avec la valeur ou l'importance des rapports engagés. »

La loi allemande s'est inspirée de principes analogues. La nullité dont elle entache les contrats qu'elle vise est absolue, la lésion abusive qu'ils présentent étant considérée comme leur imprimant un caractère d'immoralité.

Cf. sur le projet Doumergue, les intéressantes observations de M. C. Perreau, dans son rapport à la Fédération des Industriels et des commerçants français. Bulletin mensuel de la Fédération. Mars 1907, p. 480 et 481.

(4) Lorin, op. cit., p. 39.

du salaire aboutissent donc à faire reconnaître l'impérieuse nécessité de l'organisation professionnelle et souhaiter le développement des seuls embryons qui en existent aujourd'hui : les syndicats.

IV

Les mêmes conclusions syndicales auxquelles les a conduits l'étude de la causalité inhérente au travail, les catholiques sociaux les retrouvent quand, à la lumière de leurs principes, ils en analysent la finalité.

L'homme, travaillant pour vivre, a droit de gagner sa vie par son travail. « Dieu a donné en domaine indivis, à tous les hommes indistinctement, la terre, comme l'unique et universelle pourvoyeuse de leurs besoins matériels, et, pour condition de son utilisation, leur a imposé le travail qui est ainsi cause efficiente de toute production ». (1) L'ordre régulier nécessaire aux relations humaines étant incompatible avec un état d'indivision anarchique, les hommes ont pu légitimement opérer une division des biens naturels entre eux. (2) Mais il faut

(1). Lorin. L'organisation professionnelle et le Code du Travail, p. 31.

(2). De ce point de vue, qui est celui du catholicisme, la propriété devient une « fonction sociale ». (Cf. abbé Naudet. Notre œuvre sociale. Tolra, éditeur, p. 32 et suiv.).

Le droit de propriété demeure, par suite, dominé par le droit à la vie. Si la propriété privée a surtout pour but d'assurer à l'ensemble du genre humain des conditions de vie meilleures que celles qui résulteraient de l'indivision anarchique des biens, elle n'est donc un droit que relativement à ce but, et les hommes gardent le droit d'y porter atteinte dans les cas extrêmes, où la conservation même de leur vie est en jeu.

Les écrits de Saint Ambroise, de Saint Augustin, de Saint Basile, contiennent les plus virulents anathèmes contre le droit absolu de propriété. (Cf. « Nos doctrines confirmées », édition du « Sillon », p. 9, 10 et 11). — Saint Alphonse de Liguori enseignait que « toutes choses sont communes dans les cas de nécessité extrême : un riche est obligé, en stricte justice,

cependant que le domaine terrestre continue à nourrir tous ceux dont le travail le met en valeur. Si le salariat est, aujourd'hui, « la seule voie normale accessible aux prolétaires pour participer à sa donation » (1) il devra leur assurer ce qu'elle est chargée de donner aux hommes : le moyen de vivre. (2)

à secourir le pauvre, de même que le pauvre a le droit de prendre le nécessaire, même malgré la volonté du propriétaire ». (Cité par Max Turmann : Le développement du catholicisme social, depuis l'Encyclique *Rerum Novarum*, p. 129).

De même Saint Thomas avait écrit : « L'homme placé dans un cas d'extrême nécessité peut prendre, soit ouvertement, soit en cachette, le superflu d'autrui, sans être coupable de vol ou de rapine ». (Somme : IIa, IIæ, quest. L XVI, art. 7).

Ces principes ont souvent été rappelés dans les temps modernes et Mgr Irelaud, dans un discours prononcé à Baltimore, devant près de 80 évêques américains, déclarait : « La théologie enseigne que la race humaine ne doit pas exister pour le bénéfice d'un petit nombre, et que la propriété privée devient propriété commune, quand l'inanition est à la porte. » (L'Eglise et le Siècle, p. 88. Lecoffre). Le cardinal Manning a écrit pareillement : « Un homme mourant de faim, a un droit naturel au pain de son prochain. » (Cité par Max Turmann, op. cit., p. 129).

Mgr Ketteler (Œuvres choisies, traduction Decurtins, p. 14 et 15), a rappelé, en termes d'une extrême énergie, le caractère relatif de la propriété : « La fausse théorie du droit absolu de propriété est un crime perpétuel contre la nature... Le mot fameux : « La propriété, c'est le vol », n'est pas purement un mensonge ; il contient, auprès d'un grand mensonge, une féconde vérité. »

On sait, par ailleurs, que les papes Sixte IV, Jules II, Clément VII, avaient prescrit que le tiers des propriétés situées sur le territoire romain, devrait être labouré chaque année : Si les propriétaires veulent les cultiver, stipulait Clément VII (lettre du X des calendes, mars 1525), ils ne peuvent être dépossédés de ce droit ; mais pour ceux qui se refuseraient à cette culture, il est permis à tous les citoyens, marchands de cette ville ou autres, de prendre le tiers de leurs terres, comme il l'a été dans toute l'étendue de la campagne romaine, à leur gré, et où ils leur semblera plus avantageux. » (Cf. « Nos doctrines confirmées, p. 13 et 14).

(1) Lorin, op. cit., p. 32.

(2) « Le langage de la foi chrétienne est celui-ci : Chaque enfant de Dieu, quel qu'il soit, est placé par Dieu sur la terre,

« Remarquons que c'est à une vie humaine et non à une existence animale qu'a droit le salarié. Tenir compte, à cet égard, seulement de la substance corporelle, de la conservation des forces et de la santé physiques, des nécessités matérielles, des besoins purement individuels, et s'abstenir de prendre en considération tout ce que comporte sa qualité d'être raisonnable, libre et social, ce serait pratiquement le traiter non en homme mais en brute. » (1)

Il faut donc que le salaire corresponde aux exigences d'une vie conforme à la dignité de l'homme, qu'il soit « vital ». (2) Et il faut également que, pour le gagner, l'ouvrier ne soit pas astreint à un travail trop prolongé ou fait dans des conditions telles qu'elles risqueraient d'abrégéer ou d'altérer sa vie. Il existe des « conditions-limites » (3) au travail salarié, affectant spécialement ce que M. Brants appelle « les deux postes capitaux de la vie ouvrière » : le salaire et la durée du travail.

Contre les brutalités de la concurrence ces « conditions-limites » devront trouver une sauvegarde. Et parce que

pour vivre par son travail ; par conséquent, celui pour lequel il travaille, doit lui donner les moyens de vivre. »

Mgr Ireland, cité par Max Turmann ; « Le développement du catholicisme social », p. 31.

« Les ouvriers, aussi bien que les capitalistes, doivent être à même de vivre et de vivre avec tout ce qui est nécessaire à une existence convenable, à la fois, parce qu'il est monstrueux que l'ouvrier vivant puisse être plus maltraité que la machine maintenue en bon état et en mesure de marcher, et parce qu'il est évidemment contraire à la Providence de Dieu que ceux qui travaillent puissent périr de faim, Dieu ayant placé l'homme sur la terre pour y pouvoir vivre convenablement, lui et sa famille, à la sueur de son front. »

(Mgr Bagshawe, évêque de Nottingham. Cité par Léon Grégoire : « Le Pape, les catholiques et la question sociale », p. 79.

(1). Lorin, op. cit., p. 40.

(2). Lorin, op. cit., p. 41.

(3). Lorin, op. cit., p. 42.

« la mission de sauvegarder les règles de la Justice, le bien commun et l'intérêt général appartient aux pouvoirs publics » (1) leur fixation dépassera la sphère des contrats individuels et relèvera du droit public.

Le législateur posera donc les principes et les règles générales de cette limitation. Mais, « s'il la veut conforme aux données de l'expérience professionnelle et en harmonie avec les besoins qui naissent des diversités de lieu, il doit déléguer à des corps professionnels locaux le soin de fixer les modalités d'application de ce principe et de ces règles. » (2)

Nous aboutissons, pour que soit respectée la finalité du salaire, à reconnaître la nécessité d'une organisation professionnelle et à souhaiter le développement des syndicats qui la préparent.

V

D'autres motifs, déduits de la finalité du salaire, vont appuyer encore pour les catholiques sociaux toute la force de cette conclusion.

(1) Lorin, op. cit., p. 42.

La question du minimum légal de salaire s'est surtout posée, depuis plusieurs années, au sujet du travail à domicile. On a préconisé, en Angleterre, une solution qui cadre parfaitement avec les théories des catholiques sociaux : celle des « comités de salaires », fixant, par région, les tarifs légalement obligatoires. C'est l'idée à laquelle s'est ralliée la commission nommée, le 8 février 1898, par la Chambre des Communes, avec mission d'étudier les conditions actuelles du travail à domicile, et les réformes qu'elle comporte. Cf., article de M. Raoul Jay : « Le minimum de salaire dans l'industrie à domicile ». *Eveil démocratique*. 6 septembre 1908.

De son côté, le Congrès international des Liges sociales d'acheteurs, tenu à Genève, en septembre 1908, a réclamé « une certaine législation ou réglementation », en vue d'améliorer le sort des ouvrières qui travaillent à domicile. (Cf. *Bulletin de la Semaine*. 7 octobre 1908).

(2) Lorin. Op. cit., p. 50.

Il est entendu que le salaire doit suffire aux besoins ordinaires de l'ouvrier chef de famille. La rémunération périodique et forfaitaire qu'il constitue et contre laquelle l'ouvrier abandonne tout droit sur les profits de l'œuvre entreprise en commun avec son employeur, doit au minimum assurer une vie convenable à l'ouvrier « sobre et honnête ». Mais cette rémunération périodique et forfaitaire fait rentrer le contrat de salaire dans la théorie des contrats dits « de sécurité ». Et pour qu'il y entre vraiment, pour que cette sécurité soit autre chose qu'une fiction juridique, il faut que la quote-part forfaitaire allouée au travailleur lui permette non seulement de vivre au jour le jour, mais encore d'économiser les réserves nécessaires pour les périodes de chômage involontaire qui se produisent dans sa profession. D'où il suit que le salaire normal, à côté de la portion réservée aux besoins journaliers, doit en comporter une autre proportionnelle aux risques moyens de l'industrie, et telle qu'elle représente pour le salarié la possibilité d'avoir, pendant les périodes de chômage, son pain quotidien.

N'est-ce pas le principe même sur lequel reposent les réserves que se constitue tout employeur avisé, toute société importante. L'excédent de leurs recettes ne leur est un véritable bénéfice qu'après la constitution de ces réserves, primes d'assurances contre ces périodes de crise qui sont chroniques dans la grande industrie. (1).

De même le contrat de salaire ne sera un contrat de sécurité que si les sommes allouées au travailleur lui permettent de s'assurer contre les risques professionnels de maladies ou d'accidents. La loi française a partiellement sanctionné cette nécessité en organisant l'assurance

(1). Il semble indéniable que les crises industrielles aient un caractère périodique.

obligatoire contre les accidents de travail, dont les primes ne peuvent être retenues sur le salaire des ouvriers, et par conséquent s'y ajoutent.

Enfin, beaucoup de familles ouvrières ont à leur charge un ou plusieurs ascendants. La question de leur subsistance peut se résoudre par la création de retraites pour la vieillesse. Normalement ces retraites devraient être organisées à l'aide de prélèvements sur le salaire, et cela suppose qu'il est assez élevé pour que les ouvriers prennent sur lui cet amortissement de leur puissance de travail. Si l'Etat doit combler par ses subsides les vides des caisses de retraite, son concours aura le caractère non pas d'une assistance aux ouvriers, mais d'un sur-salaire payé par la société au lieu et place des employeurs. (1). Ceci, d'ailleurs, peut-être considéré comme légitime car la concurrence internationale ne permet pas l'élévation subite des salaires et un accroissement inconsidéré des charges de l'industrie aurait, sans doute, de fâcheuses conséquences. Mais il n'en reste pas moins que l'allocation donnée par l'Etat à celui qui reçoit le salaire, est en dernière analyse, une aide prêtée à celui qui le paye mais ne peut le payer tout entier. (2)

(1). En ce sens : Lorin, op. cit., p. 62.

(2). On a souvent prôné, comme remède social, la participation aux bénéfices. Cela part d'un naturel généreux, et il n'en faut point médire. Mais ne doit-on pas tendre à rendre le salaire vraiment vital, à lui faire comprendre la garantie des risques dont la profession entoure le travailleur, avant de songer à des primes facultatives.

Suivant une piquante remarque de M. Boissard, « l'opération des industriels accordant la participation aux bénéfices à leur personnel, avant d'avoir rempli toutes les obligations de justice par rapport au salaire et aux assurances, serait comparable au procédé du restaurateur qui, après avoir promis à ses clients un potage, deux plats au choix et du dessert, viendrait leur dire : « Je ne puis vous donner aujourd'hui, ni viande, ni légumes, mais je vous offrirai un peu plus de

Quant aux Catholiques sociaux, ils estiment que la subsistance des ascendants pendant la vieillesse doit être assurée par leurs enfants. Outre la quote-part destinée à garantir l'ouvrier contre les risques professionnels, le salaire devra donc en contenir une nouvelle, représentant cette subsistance des ascendants.

Cette idée aboutit, dans un intérêt moral, à un simple déplacement de la portion du salaire qui correspond à la vie du travailleur devenu vieux. Au lieu d'être comprise dans son salaire, elle l'est dans celui de ses enfants. La même cause, par des moyens différents, produit le même effet.

Suivant les catholiques sociaux, la rétribution du salaire doit donc normalement comporter trois parts : « Une première afférente à l'entretien quotidien du ménage et des enfants non adultes, ainsi qu'à l'acquittement des charges civiques et professionnelles ; une seconde afférente à la formation d'une réserve destinée à pourvoir aux besoins précités en cas d'interruption involontaire du travail ; une troisième afférente à la subsistance des ascendants parvenus à l'âge du repos. » (1).

Mais il est bien évident que si le salaire peut ainsi s'analyser du point de vue de sa finalité, pratiquement il ne saurait se diviser entre les mains de l'ouvrier dans les proportions que nous venons de découvrir. D'ailleurs certains travailleurs peuvent avoir perdu leurs ascendants ou, au contraire, un salarié peut, à l'âge de la retraite se trouver sans enfant. D'autres dépenseraient, au jour

confiture ». — Le dessert ne doit pas prendre la place des plats de résistance ».

(Boissard, Cours à la « Semaine Sociale d'Amiens », op. cit., p. 142).

(1). Lorin, op. cit., p. 58

le jour, la portion du salaire affectée aux réserves. L'ordre ne saurait sortir du jeu des libertés individuelles ; et la finalité du salaire ne sera pratiquement respectée que si les deux dernières parts du salaire vital sont « acquittées par les employeurs sous forme de versements obligatoires à des caisses mutuelles professionnelles qui, en retour, auront à fournir aux chômeurs involontaires, les subsides nécessaires à leur existence. Ainsi se trouveront obtenues la certitude de l'affectation du salaire aux fins sur lesquelles se fonde le droit du salarié, et la certitude du paiement aux ayants droit des créances échues. » (1).

Il est bien évident que l'existence de ces mutualités ne peut se concevoir en dehors d'une organisation légale, méthodique et générale des professions. Et comment espérer que celle-ci se réalise sans un développement intensif du mouvement syndical qui préparera « le passage du syndicat actuel à l'organisation générale de la profession », « le passage d'une situation de droit privé à une situation de droit public ». (2)

(1). Lorin, *op. cit.*, p. 61.

(2). Bazire, *Les syndicats ouvriers*, p. 11.

C'est la conclusion même, par laquelle M. Boissard terminait son cours d'Amiens :

« De même que la justice dans la formation du contrat de salariat postule des arrangements collectifs, lesquels ne peuvent être conclus que si les syndicats augmentent en nombre et en puissance ; de même, la justice dans les résultats du contrat de salariat postule la garantie des risques, dont est menacé l'ouvrier. Cette garantie elle-même ne peut être procurée que par *l'organisation légale de la profession*, et l'organisation légale de la profession doit être précédée d'une généralisation du mouvement syndical. »

(Boissard, Amiens, p. 142.)

Les analyses que les catholiques sociaux font de la causalité et de la finalité du salaire les ont donc conduits à reconnaître l'urgence du développement des syndicats. Leur étude des principes de l'organisation professionnelle les mènera en droite ligne à une conclusion semblable. Ainsi toutes les avenues de leur système aboutissent fidèlement à ce même horizon...

Les hommes, à cause du « réseau de solidarité où les engage le fait de vivre », (1) sont nécessairement constitués en société. Le moindre de leurs actes peut réagir sur ceux qui les entourent, et comme le libre arbitre, en même temps qu'il leur donne la possibilité d'obéir à la loi morale, génératrice de l'ordre, leur laisse celle de l'enfreindre, il faut qu'une organisation intervienne pour régler les relations humaines et empêcher que, par suite de l'interdépendance de tous, les injustices de quelques-uns ne puissent troubler l'harmonie générale.

Sauf les anarchistes, nul ne conteste la légitimité des sociétés qui s'établissent entre les hommes du fait qu'ils se trouvent réunis sur un même territoire. Mais on ne songe pas qu'une autre société coexiste avec celle-là et que les mêmes raisons s'imposent de l'organiser.

« Ainsi qu'une force est déterminée relativement à son milieu par son point d'application et sa direction, l'homme à l'égard du monde extérieur est caractérisé par deux traits, la position qu'il occupe et le travail auquel il s'applique.

La communauté d'un de ces traits constitue un rapprochement qui entraîne un état de dépendance réciproque.

(1). Lorin. Déclaration lue à la « Semaine Sociale de Marseille ». Cf. Bulletin de la Semaine, août 1908.

Quand ce rapprochement a de la consistance et de la durée, il donne lieu à un groupement naturel. Il y en a un qui naît de la communauté de résidence, un second qui dérive de la communauté d'occupation. Le fait que des hommes appliquent leur travail personnel à une même opération d'utilité générale, en un mot, qu'ils ont la même profession, peut être assimilé au fait qu'ils habitent la même localité. Dans les deux cas, il s'établit des relations spéciales, il se crée des besoins similaires, il surgit des concurrences forcées, des connexions et des oppositions d'intérêts, tout un ensemble de rapports dont la coordination suivant un régime régulier est nécessaire pour procurer la sauvegarde à tous, et à chacun la faculté de poursuivre sa fin. Il appartient à chaque individu de choisir comme il l'entend son domicile et sa profession. Les nécessités d'ordre social l'obligent à se soumettre aux lois du pays où il élit domicile, à se plier aux règlements de la profession qu'il embrasse. » (1)

L'organisation des sociétés professionnelles est donc aussi légitime et nécessaire que celle des sociétés basées sur les groupements territoriaux.

Elle ne peut se faire utilement que si l'on constate, dès l'abord, que l'opposition d'intérêts entre employeurs et salariés (1) — conséquence du régime économique

(1). Lorin, *op. cit.*, p. 12 et 13.

(1). « Ce serait chercher à édifier sur le vide, que de faire des plans d'organisation professionnelle, impliquant l'existence d'une solidarité incompatible avec les conditions actuelles de la production ». Lorin, *op. cit.*, p. 16.

Il serait cependant inexact de dire qu'il n'existe, entre employeurs et salariés, aucun intérêt commun. Ainsi les uns et les autres ont évidemment intérêt à sauvegarder la prospérité de l'industrie. Mais, en fait, notre organisation économique souligne bien plus souvent l'opposition que la communauté des intérêts en présence.

présent — requiert leur répartition en groupes distincts et mis sur un pied d'égalité.

On partira ensuite du « principe fondamental » de l'organisation professionnelle, « en dehors duquel il ne peut y avoir au sein de la profession qu'une paix chancelante et une liberté factice : c'est que chacun de ses membres doit être investi du droit effectif de connaître des conditions de son travail et du moyen efficace de participer à leur fixation. » (1) On en déduira que le pouvoir réglementaire dans la profession doit appartenir à l'universalité des membres. Comment y aboutir sinon par le referendum, qui garantira effectivement à tous « le droit d'initiative et de sanction ».

L'élaboration des règlements ne peut être l'œuvre que d'un petit nombre d'hommes compétents. Un conseil s'impose dans la profession pour y jouer le rôle du conseil d'Etat dans notre régime politique. Il pourrait être composé des délégués des associations professionnelles existantes, en nombre proportionnel à leur importance. Et l'on assurerait ainsi « l'initiative à chacun, la délibération aux associés, la sanction à tous. » (2)

Pour la « désignation des hommes investis du pouvoir exécutif, c'est-à-dire, chargés de veiller à l'exécution des règlements, de représenter la profession en justice, etc., » (3), on pourrait recourir au suffrage universel, évidemment compétent pour dire quels hommes ont gagné la confiance de tous par leur caractère et leurs aptitudes.

Les règlements de la profession, obligatoires pour tous ses membres, devraient se borner à des points très

(1) Lorin, *op. cit.*, p. 17.

(2) Lorin, *op. cit.*, p. 20.

(3) Lorin, p. 22.

généraux et « viser seulement l'équilibre, la justice et la paix ». (1)

« Empêcher la concurrence d'avoir pour objet la subsistance nécessaire, pour but l'enrichissement des uns aux dépens des autres, pour moyens la fraude et la violence, voilà le but des règlements professionnels. Il est donc indispensable, en particulier, qu'ils déterminent un minimum de salaire et un maximum de durée de travail, fixent les jours de repos, sauvegardent l'hygiène des ateliers, assurent la protection morale ainsi que matérielle des femmes et des enfants ». (2)

Et M. Lorin conclut en une formule lapidaire : « Jus-
qu'ici dans notre pays, l'organisme politique ne tient
compte que d'où sont les gens, l'organisation économique
que de ce qu'ils ont ; le temps doit venir où celle-ci aura

(1) Lorin, p. 23.

(2) Lorin, op. cit., p. 25.

C'est une idée semblable que le cardinal Manning exprimait avec une chaude éloquence, dans le passage que voici :

« Ah ! si le but de la vie est de multiplier les aunes de drap et de coton, si la gloire de l'Angleterre consiste à produire ces articles et autres similaires dans la plus grande quantité et au plus bas prix, bien, c'est compris. En avant dans la voie où nous sommes. Au contraire, si la vie domestique d'un peuple est la vraie vie, si la paix et l'honneur du foyer, si l'éducation des enfants, les devoirs d'épouse et de mère, les devoirs de mari et de père, sont écrits dans une loi naturelle autrement importante que toute loi économique ; si toutes ces choses sont autrement sacrées que toutes celles qu'on vend au marché, alors, je le déclare, il faut agir en conséquence. Et si, dans certains cas, la non réglementation du travail conduit à la destruction de la vie domestique, à la négligence des enfants, si elle transforme les femmes et les mères en machines vivantes, les pères et les époux (qu'on me pardonne ce mot), en bêtes de somme, qui se lèvent avant le soleil et retournent au gîte le soir, épuisés de fatigue et n'ayant plus que la force de prendre un morceau de pain et de se jeter sur un grabat pour dormir, la vie de famille n'existe plus, et nous ne pouvons continuer de ce pas. »

(Le cardinal Manning. Lemire, p. 177. (Lecoffre).

pour base et celui-là pour ressort important, *ce qu'ils font* ». (1).

VII

Ces considérations, d'une logique audacieuse, semblent nous avoir emportés bien loin du mouvement syndical ouvrier. Cependant c'est lui qui demeure, pour les catholiques sociaux, la condition même de leurs espérances. Il leur apparaît comme « un facteur pratique d'importance capitale pour la constitution et la mise en marche de l'organisation obligatoire des professions. » (2)

Cette organisation doit en effet sortir de la vie, il ne lui faut pas de cadres « arbitraires et factices ». « Il importe que la distinction des professions et leur sectionnement territorial soit établi sur des données réelles. Les plus topiques à cet égard sont les groupements spontanés que fait surgir parmi les intéressés le sentiment même de cette solidarité : les syndicats ouvriers. Les circonstances dans lesquelles ils se forment, se développent et se recrutent, fournissent des éléments essentiels de documentation sans lesquels une classification manquerait de base positive et serait œuvre vaine ». (3)

Les syndicats sont donc « des auxiliaires, des collaborateurs, des précurseurs », pour le but auquel visent les catholiques sociaux, et ceux-ci ont envers eux le « devoir d'une sympathie active ». (4) Par leur développement, l'édifice qu'ils ont rêvé pour l'avenir, loin de se bâtir sur le sable des conceptions intellectualistes, pourra s'ap-

(1). Lorin, op. cit., p. 29.

(2). Lorin : « Le mouvement syndical et les catholiques sociaux », p. 15.

(3). Lorin, op. cit., p. 12.

(4). Lorin, p. 13.

puyer sur le roc d'une réalité, dont elle ne sera que le couronnement. (1)

VIII

Cet édifice s'élèvera-t-il un jour, ou bien les théories des catholiques sociaux sont-elles vouées au platonique honneur d'être éternellement appelées des idées d'avenir?... Les plans sont tout prêts et n'ont rien de factice. Et M. Raoul Jay, avec l'optimisme réaliste et vaillant qui fait si prenantes toutes ses œuvres, a pu écrire : « Le XX^e siècle verra naître des corporations. Mais, destinées à fortifier la situation économique de l'ouvrier, tout inspirées de l'esprit démocratique moderne, les nouvelles corporations ressembleront aux corporations des XVII^e et XVIII^e siècles comme le gouvernement de la République Française ou de la Confédération Suisse ressemble au gouvernement de Louis XIV et de Louis XV. » (2)

Voici les éléments essentiels que les catholiques sociaux proposent pour ces corporations nouvelles et les moyens qui, selon eux, pourraient en préparer la formation :

« 1^o Tous les membres de chaque profession, dans une circonscription déterminée, devraient être inscrits d'office sur une liste spéciale par les soins de l'administration

(1). En 1899 la réunion des Revues d'économie sociale chrétienne « se félicitait des progrès du mouvement syndical, maintenant une fois de plus qu'à son point de vue le mouvement syndical ouvrier ne doit pas être considéré en lui-même comme un mouvement subversif, mais au contraire comme une étape vers l'organisation corporative des professions. »

Elle ajoutait qu'elle réclamait cette organisation « parce qu'étant en même temps que l'élément indispensable de la reconstitution sociale, le milieu nécessaire à l'épanouissement complet de la vie syndicale. »

(Cité par Max Turmann : « Le développement du catholicisme social. » Annexes, p. 258).

(2). Raoul Jay. Revue d'économie politique, art. cité. p. 338.

publique ainsi que cela a lieu pour l'inscription maritime, les conseils de prudhommes et les chambres de commerce.

2° Les membres de chaque profession ainsi inscrits sur cette liste constitueraient le corps professionnel.

3° Chaque corps professionnel aurait des règlements spéciaux auxquels seraient soumis tous les membres de la profession.

4° Dans chaque corps professionnel se formeraient librement des syndicats divers, soit de patrons, soit d'ouvriers, soit mixtes, conformément à la loi de 1884.

5° A la tête de ces corps professionnels il y aurait un conseil composé de délégués des syndicats de manière à assurer une égale représentation aux divers éléments de la profession.

6° Les conseils des corps professionnels feraient les règlements d'application des lois générales relatives à l'organisation du travail et fixeraient les coutumes de la profession.

7° Les règlements des conseils des corps professionnels devraient être sanctionnés par voie de referendum quand un certain nombre de membres de la profession le demanderaient. Ils devraient toujours être homologués par les pouvoirs publics.

8° Les conseils des corps professionnels seraient investis d'un certain nombre d'attributions judiciaires et du droit de prélever certaines contributions sur les membres de la profession dans les limites fixées par la loi, ainsi que cela a lieu pour les chambres de commerce.

9° Les conseils nommeraient la représentation de la profession au degré supérieur. » (1)

(1). Propositions adoptées par la Réunion des Revues d'économie sociale chrétienne en 1897. — Turmann, op. cit., p. 248, 249.

Toute l'économie du système (1) tient donc dans la brève formule qui pourrait servir de devise aux catholiques sociaux : *l'association libre dans la profession organisée.*

IV

Par une facile opposition de mots, on a écrit au sujet des théories que nous venons d'exposer : « L'association professionnelle obligatoire sera pour les travailleurs la forme d'asservissement qui doit faire leur bonheur. » (2)

On ne voit pourtant pas comment ce reproche s'appliquerait, en justice, à un système dont la double caracté-

(1) Les théories professionnelles des catholiques sociaux se sont trouvées partiellement réalisées en certaines circonstances, et ne sont donc pas la « chimère » que l'on prétend parfois.

Avec « l'inscription maritime », les gens de mer sont, en effet, soumis, par le fait même de leur profession, à une série de règles spéciales portant sur le mode de rémunération, sur les conditions de leur engagement, et les rattachant obligatoirement à une caisse d'assurance. Ce qui n'a pas empêché les pêcheurs, les capitaines au long cours, les matelots, de former des syndicats professionnels, « association libre dans la profession organisée. »

Dans la blanchisserie parisienne, un essai a été tenté, en 1891, pour régler les usages de la profession. « Les délégués des syndicats patronaux et ouvriers de la blanchisserie parisienne et suburbaine, réunis à Boulogne-sur-Seine, ont fixé les usages qui doivent faire loi dans cette industrie, et ils les ont fait approuver par les syndicats intéressés. Ces usages établissent un minimum de salaire, règlent les délais congés, les indemnités qui sanctionnent ces délais, la constitution et le fonctionnement des commissions arbitrales. Si cette entente n'avait encore, en 1892, donné naissance qu'à une seule commission, celle de Boulogne-sur-Seine, celle-ci, du moins, avait la satisfaction de voir dans la seule affaire où sa décision n'eût pas été acceptée par les intéressés, le Conseil des Prud'hommes adopter comme règle de sa jurisprudence, les usages de la corporation. Le tarif fixé par cette commission mixte est encore en vigueur. »

(Fagniez, op. cit., p. 135 et 136).

(2) Barthou, p. 58.

ristique pourrait se définir : « tout travailleur rattaché à une organisation publique et participant par voie de referendum à sa réglementation ». (2) Loin d'être une cause d'asservissement, il briserait celui qui pèse trop souvent sur les travailleurs dépouillés par le régime économique du droit effectif de connaître des conditions d'emploi de leur activité.

En mettant de l'ordre dans l'anarchie présente, il créerait de la liberté. En organisant la liberté, il la rendrait possible. Et il permettrait, sans doute, de réaliser, entre les éléments divers qui concourent à la production, cet équilibre harmonieux qui accompagne la justice et prépare la paix...

(2). Lorin. « L'organisation professionnelle et le Code du travail », p. 28.

Le syndicalisme révolutionnaire

Quelques événements récents ont fait au « syndicalisme » la plus retentissante réclame. Ce mot, né d'hier, remplit aujourd'hui les colonnes des journaux et les pages des revues, éveillant chez les uns l'angoisse de lendemains sanglants, chez les autres l'espérance d'une « catastrophe » prochaine et décisive qui donnerait aux travailleurs, suivant la devise de la Confédération générale du Travail, « le bien-être et la liberté ». Pour tous, c'est « la révolution qui vient ».

La doctrine du syndicalisme est, d'ailleurs, aussi peu et aussi mal connue que possible.

On la trouve cependant exposée assez clairement par les théoriciens du « Mouvement socialiste » et spécialement par MM. Berth, Lagardelle et Sorel. Celui-ci semble bien le plus vigoureux et le plus personnel de ses promoteurs. Apre, ingénieux, souvent spécieux, violent avec bonheur, M. Sorel procède par invectives (1) presque autant que par réflexions — pour emprunter ce dernier mot au titre même d'un de ses livres : « Réflexions sur la violence ». Il les a semées les unes et les autres dans ce volume comme dans son « avenir socia-

(1). M. Sorel parle couramment du « troupeau bêlant des moralistes ». (Réflexions sur la violence, p. 174).

Il trouve les nations européennes « abruties par l'humanitarisme » et que la bourgeoisie est « devenue aussi bête que la noblesse du XVIII^e siècle. » (Op. cit., p. 41, en note).

« La niaiserie des philanthropes, fruit de la dégénérescence des classes riches » (op. cit., p. 137), lui est un sujet inépuisable de railleries.

liste des syndicats » et sa « décomposition du Marxisme » et c'est de ses œuvres que l'on peut encore le mieux essayer de dégager une esquisse du « syndicalisme ».

Ces théoriciens se défendent d'ailleurs de montrer sa route au prolétariat : « Les purs syndicaux ont plus à nous apprendre qu'ils n'ont à apprendre de nous ». (1)

Ils se contentent de réfléchir sur la vie ouvrière de notre époque. « C'est de la vie, écrivait Lagardelle, que jaillissent les idées et les sentiments » (2), et il ajoutait, lors d'une controverse avec Jules Guesde : « En toute vérité, que pouvons-nous, nous autres qui n'appartenons pas à la classe ouvrière, qui, comme ces transfuges de l'Ancien Régime que la Révolution gagna à sa cause, avons déserté notre classe, pour participer à l'action du prolétariat dans le monde; que pouvons-nous, sinon, dans la mesure où elles nous sont accessibles, exprimer ses intuitions et enregistrer ses expériences ? » (3)

II

Quand l'opinion publique a sanctionné le nom de « syndicaliste » appliqué à l'école nouvelle, nul arrêt n'était mieux justifié.

Pour elle, le syndicat est tout; tout dans le présent, tout dans l'avenir. Et elle prendrait volontiers pour devise la parole de Sorel : « L'avenir des classes ouvrières est entre les mains des syndiqués; qu'ils réfléchissent

(1). Sorel. « L'avenir socialiste des syndicats », p. 12.

(2). Lagardelle. « L'avant-garde », 18 juin 1906.

(3). Lagardelle. « Parti socialiste et C. G. T. », p. 17.

De même, M. Sorel écrit : « Notre rôle peut être utile à la condition que nous nous bornions à nier la pensée bourgeoise, de manière à mettre le prolétariat en garde contre une invasion des idées ou des mœurs de la classe ennemie. »

(Sorel : Réflexions sur la violence, X L.)

mûrement à la grande responsabilité qui pèse sur eux ». (1)

Les syndicalistes ne veulent, en effet, considérer les rapports entre les hommes qu'au seul point de vue de la production : « Ramener tout à la production, subordonner à la production les fonctions sociales improductives; avant tout, voir dans l'homme un travailleur et dans le travail la réalisation la plus complète, la plus riche de la nature humaine, tel est, on le sait, l'idéal socialiste ». (2)

Cet idéal se réalisera seulement le jour où, « sur les ruines du monde bourgeois, sera possible l'épanouissement d'un fédéralisme économique au sein duquel l'être humain aura toute liberté de développement et de satisfaction et dont les syndicats — groupes de production, de circulation, de répartition — seront la cellule constitutive ». (3) D'où sortira cette transformation sociale sinon « des groupements qui dans la société actuelle, sont l'embryon de la société nouvelle : les syndicats. On ne peut pas concevoir des groupements autres que ceux-là aptes à cette besogne d'expropriation et d'organisation ». (4)

III

On devine tout de suite quelle position de critique suppose, vis à vis du Marxisme orthodoxe et du socialisme parlementaire, cette conception purement syndicaliste. Ce n'est plus d'une sorte de « déclanchement mécanique » que l'on attend la venue de la société future; et

(1). Sorel. Avenir socialiste des syndicats. Préface, 2^e édition.

(2). Ed. Berth. « Esprit démocratique et esprit socialiste ». (« Pages libres », du 9 avril 1904, p. 283).

(3 et 4). Pouget : « La Confédération Générale du Travail », p. 26. (Librairie Marcel Rivière).

la « conquête des pouvoirs publics » ne tient, par ailleurs, nulle place dans un tel système. Ses tenants s'érigent assez dédaigneusement en syndics de la double faillite qu'ils reprochent au « socialisme révolutionnaire traditionnel », comme ils disent, par un rapprochement pittoresque de mots plutôt divergents; « faillite de sa pratique qui n'a rien produit de spécifiquement socialiste, faillite de sa théorie qui, abstraite et incomprise, a dégénéré en une dogmatique étroite et stérile ». (1) Et c'est presque un rapport de juge-commissaire que faisait M. Lagardelle quand il disait dans sa controverse avec Jules Guesde : « Vous faites de la transformation sociale la résultante inévitable de ces deux forces : l'évolution économique et l'évolution politique, que vous élevez au rang de puissances mystérieuses. Vous supposez d'une part que le mouvement économique, par la concentration croissante des capitaux et des industries, va conduire insensiblement le monde, malgré lui et à son insu, du capitalisme au socialisme; que, sans effort personnel et direct, la société est emportée par un élan irrésistible et qu'elle se transformera automatiquement de société bourgeoise en société collectiviste. Eh bien, je dis que c'est là une première manifestation de votre fatalisme que cette estimation exagérée d'un mouvement essentiel sans doute, mais qui reste extérieur à la société et au prolétariat, puisque celle-là engendrerait, par le fonctionnement mécanique de son développement, sa propre destruction et que celui-ci n'aurait qu'à se laisser porter par le flot de la vie économique ». (2)

La théorie paresseuse des Marxistes orthodoxes basée

(1). Lagardelle. « L'avant-garde », 18 juin 1905.

(2). Lagardelle. Parti socialiste et C. G. T., p. 29.

sur « l'idée d'un cataclysme économique faisant soudain surgir la société nouvelle des entrailles de la société ancienne par une intervention heureuse de la fatalité » (1), est donc totalement délaissée par les syndicalistes. Ils ont transposé la question du pôle de la fatalité capitaliste à celui de la liberté ouvrière. « L'idée catastrophique » ne revêt plus pour eux que la forme de la grève générale. « Les syndicats actuels, interprètes plus fidèles, je crois, du Marxisme, a écrit M. Berth, voient surtout la liberté ouvrière et font sortir la Révolution d'une manifestation souveraine de cette liberté. La catastrophe, selon eux, ne sera pas la Révolution mystique, automatique et paresseuse, mais elle sera l'effort suprême de l'action ouvrière venant couronner une longue série d'efforts patients et acharnés ». (2)

Quant à la conquête des pouvoirs publics, elle serait le plus dangereux des dérivatifs. Elle suppose la formation et l'action d'un parti politique. Et « le Marxisme ne saurait se confondre avec des partis politiques, si révolutionnaires fussent-ils, parce que ceux-ci sont obligés de fonctionner comme les partis bourgeois, modifiant leur attitude suivant les besoins qu'imposent les circonstances électorales, et faisant au besoin des compromis avec d'autres groupes qui ont des clientèles électorales analogues, alors qu'il demeure invariablement attaché à la considération d'une révolution absolue ». (3)

(1 et 2) Ed. Berth. « Révolution sociale et Evolution juridique ». Mouvement socialiste, 15 novembre 1904, p. 121 et 122.

(3) Sorel. « Décomposition du Marxisme », p. 56 et 57.

M. Sorel ne cesse de railler les parlementaires socialistes. Il définit M. Jaurès : « un merveilleux marchand de bestiaux par ses qualités remarquables de souplesse et peut-être même, de duplicité paysanne » (Réflexions sur la violence, p. 40), qui « tire des armoires de la vieille rhétorique, les images les plus

Tout parti se constitue, d'ailleurs, sur des similitudes d'opinions, alors que toute classe repose sur des similitudes d'intérêts. Si l'intérêt de classe est le moteur de l'action syndicaliste et la lutte de classe toute sa méthode, comment cette action ne serait-elle pas contradictoire à une organisation de parti?

Rapprochant les classes diverses dans une opinion semblable, le parti efface des frontières qu'il importe de maintenir. Il tend à émousser « la conscience de classe ». Le parti réunit des citoyens. La classe n'agglomère que des producteurs.

L'action parlementaire berce, en outre, les travailleurs de périlleuses illusions. Ils risquent de s'habituer à compter sur elle plutôt que sur eux. Ils s'endorment en songeant qu'au Parlement d'autres veillent.

Si l'avenir du syndicalisme est conditionné par la nécessité d'une classe ouvrière toute tendue vers sa libération dans un effort inlassé, il est évident que l'action électorale, avec ses agitations artificielles et chroniques, ne peut qu'énervier l'énergie de cette classe et compromettre, pour autant, tout l'avenir...

Donc les syndicalistes veulent que les ouvriers demeurent comme reemployés sur eux-mêmes et enfermés dans leurs syndicats « organes essentiels du devenir socialiste ». (1)

mélodramatiques, et ne parvient qu'à produire du ridicule » (Op. cit., p. 63). Il cite avec bonheur les virulences de Marx contre « les avocats sans causes, les médecins sans malades et sans science, les étudiants de billard, les commis-voyageurs et autres employés de commerce, et principalement les journalistes de la petite presse », qui pensaient retrouver dans l'Internationale, « une carrière et une issue ».

(Marx. « L'alliance de la Démocratie », p. 15, 48, 49).

(1). Berth. Le Mouvement socialiste. 1^{er} mai 1905, p. 12.

Redonnant une vigueur nouvelle à la vieille formule de l'Internationale, c'est des travailleurs eux-mêmes qu'ils attendent leur émancipation.

IV

Cette émancipation du capitalisme, c'est le capitalisme lui-même qui la rendra possible, non pas comme le croyaient les premiers marxistes par les crises fatales et tout extérieures que doit entraîner d'après eux la sursaturation industrielle des temps à venir, mais bien plutôt par la vigoureuse formation interne qu'il a donnée au prolétariat.

« Le capitalisme a été obligé de vaincre l'esprit d'insubordination, l'anarchisme individualiste de ces masses ouvrières habituées jusque-là au travail libre et indépendant de la terre. Le capitalisme a été un éducateur brutal, — mais y a-t-il éducation sans quelque rudesse et peut-on vaincre la paresse, l'insubordination, inhérentes à l'homme sans une discipline stricte et rigoureuse? Le capitalisme, comme la guerre, a été un grand instituteur pour l'humanité ». (1)

Le prolétariat n'est donc que « le fils authentique du capitalisme » en même temps que « son héritier présomptif ». (2) Et c'est le grand souci de M. Sorel que le socialisme ne dilapide pas le précieux héritage qui lui est préparé. Dans son livre sur le « système historique de Renan », parlant de ce qu'il appelle les histoires régulières et fécondes, Sorel écrit : « Lorsque cette régularité

(1) Berth. « Mouvement socialiste ». 1^{er} mai 1905 : Anarchisme individualiste ; Marxisme orthodoxe ; Syndicalisme révolutionnaire.

(2) Berth. « Nouveaux aspects du socialisme », p. 17.

existe, l'histoire apparaît comme l'enfantement de quelque chose qui reste acquis à l'histoire... Pour la philosophie de l'histoire il n'y a pas de questions plus intéressantes que celles qui portent sur l'héritage transmis d'une ère à une autre. Le socialisme, notamment, doit se poser ce problème pour les temps modernes et on s'est demandé souvent si la propagande socialiste était toujours dirigée de manière à ne pas compromettre les acquisitions de l'ère capitaliste. L'héritage du capitalisme peut se définir ainsi : l'outillage immense que les chefs d'industrie ont créé; — les nouvelles mœurs qui se sont produites dans les classes ouvrières par suite de l'organisation capitaliste (d'un côté mœurs syndicales, œuvre des travailleurs se disciplinant dans la lutte; de l'autre, habitude d'application au travail, produit de la discipline patronale); — la manière d'employer l'outillage et la science pour produire la richesse sur de grands plans de coopération. Sans cette création capitaliste de la matière d'un monde nouveau, le socialisme devient une folle rêverie ».

V

Le capitalisme, en formant le prolétariat, a « engendré son fossoyeur ». Il suffit désormais que les travailleurs, par un effort d'autonomie, deviennent « les maîtres de cet atelier où la volonté extérieure et transcendante du capital les rassemble encore ». (1) Il faudrait « que cette volonté extérieure du capital fût, en quelque sorte, résorbée par le corps des travailleurs... que cette âme de l'atelier qui jusqu'ici a été la volonté du maître descendit dans ce corps et l'animât... que cette fusion mécanique

(1). Berth. Mouvement socialiste, 1^{er} mai 1905, p. 31.

d'individus juxtaposés brutalement du dehors devint un véritable organisme ». (1)

La Révolution économique repose donc toute sur l'organisation ouvrière. Le monde capitaliste s'ouvrira comme un fruit mûr, le jour où sera réalisée cette organisation, « passage de l'ordre mécanique, aveugle, commandé de l'extérieur, à la différenciation organique intelligente et pleinement acceptée ». (2) Toute la question sociale vient aboutir à celle de l'éducation ouvrière. Et comme l'organisation ne peut être qu'« un développement moral » (3), nous retrouvons, sur les routes du matérialisme historique, à ce détour inattendu, la formule fameuse que « la question sociale est une question morale ».

« Il y a toute une éducation de la liberté que les travailleurs doivent se donner s'ils veulent débarrasser l'atelier de la « tyrannie » patronale; il n'y a aucune puissance extérieure, il n'y a pas d'Etat qui puisse les en dispenser; et ils seront libres dans l'atelier, dans la mesure où ils seront capables de se gouverner eux-mêmes en hommes libres ». (4)

En acquérant cette éducation de la liberté, les travailleurs devront accomplir les évolutions morales qui sont indispensables au succès de la Révolution. Car M. Sorel ne dissimule pas qu'il serait « criminel de pousser à une révolution sociale qui aurait pour résultat de mettre en péril le peu de moralité existant » et il cite les paroles courageuses que prononçait Vandervelde à Montigny-sur-Sambre : « Si les travailleurs triomphaient sans

(1) Berth, p. 18.

(2 et 3) Sorel. L'avenir socialiste des syndicats, p. 36 et 37.

(4) Ed. Berth. « Socialiste ou Etatisme ». Mouvement socialiste, 1^{er} janvier 1903.

avoir accompli les évolutions morales qui sont indispensables, leur règne serait abominable et le monde serait replongé dans des souffrances, des brutalités, et des injustices aussi grandes que celles du présent ». (1)

Beaucoup de socialistes prendraient volontiers à leur compte — à condition de la pouvoir modifier un peu — la fameuse parole de Rousseau, et sont toujours prêts à redire : « L'homme naît bon; le capitalisme le déprave ». La souveraineté du peuple, la dictature du prolétariat devront, d'après eux, amener comme mécaniquement une ère de bonheur tranquille et de fraternité attendrie.

Contre cet idyllisme icarien, les syndicalistes s'associeraient volontiers aux rudes remarques de Bernstein : « La souveraineté du peuple, même légalement proclamée, ne devient pas pour cela un facteur déterminant réel... La dictature du prolétariat, cela veut dire — partout où la classe ouvrière ne dispose pas déjà de très fortes organisations économiques et où elle n'a pas acquis encore, par son apprentissage dans des assemblées autonomes, un degré très élevé d'indépendance morale — la dictature d'orateurs de clubs et de littérateurs ». (2)

VI

Quand les travailleurs arriveront-ils à cette « liberté raisonnée » (3), qui permettra au socialisme de régner

(1). Sorel. *Op. cit.*, p. 52.

(2). Bernstein. « Socialisme théorique et Social-Démocratie pratique », p. 297.

« — En quoi, dites-moi, se demande M. Lagardelle, la possession du pouvoir par quelques hommes politiques socialistes aura-t-elle transformé la psychologie des masses, modifié les sentiments, accru les aptitudes, créé de nouvelles règles de vie et fait, qu'à la place d'une société de maîtres et d'esclaves, pourra exister une société d'hommes libres ? »

(3). Sorel.

sur le monde et que peuvent-ils présentement ? Au contraire des utopistes qui faisaient sortir de leurs cerveaux des plans de société parfaite, les syndicalistes ne font pas porter leurs recherches « sur ce que la société doit être, mais sur ce que peut le prolétariat dans le conflit actuel des classes ». (1)

Poser la question n'est pas la résoudre. Et nous voici loin du socialisme de réunion publique des orateurs en renom qui, Moïses laïcisés, montrent à leur peuple les frontières prochaines de la Terre Promise.

Cependant M. Sorel remarque que les qualités de direction n'ont rien d'exceptionnel et qu'elles se trouvent communément parmi les travailleurs manuels peut-être même plus souvent que chez les intellectuels. C'est ce qui fait, d'après lui, que souvent les industriels préfèrent comme directeur un ancien ouvrier à un technicien sorti des écoles. Et il est équitable de constater que les grandes Unions d'Angleterre ont très facilement trouvé dans leur sein des hommes capables de les diriger.

N'y a-t-il pas à l'heure actuelle des commandites d'ateliers, surtout dans l'imprimerie, qui prouvent la possibilité de substituer une discipline interne à la discipline externe imposée par le capitalisme et, s'il faut en croire un témoin peu suspect, M. Yves Guyot, le travail qu'elles fournissent n'est-il pas excellent ? Il existe donc, dès aujourd'hui, des exemples de coordination volon-

(1). Le problème du devenir moderne — considéré au point de vue matérialiste — repose sur trois questions : 1° le prolétariat a-t-il acquis une conscience claire de sa force comme classe indivisible ? 2° A-t-il assez de force pour entrer en lutte avec les autres classes ? 3° Est-il en état de renverser, avec l'organisation capitaliste, tout le système de l'idéologie traditionnelle ? » Cf. Sorel.

taire qui nous présentent les « maquettes » de ce que pourrait-être la société de demain. (1)

(1). Il ne semble pas, d'ailleurs, qu'au point de vue moral, les commandites de typographie aient toujours produit de bien bons résultats. Voici des faits assez pénibles, qui ont marqué leur existence, vers 1890 :

« Il avait été décidé en assemblée générale du syndicat, que les commandites de journaux organiseraient le travail à raison de six jours par semaine et, en conséquence, à chaque commandite, à côté des ouvriers en pied (*piétons*), on avait adjoint un certain nombre d'ouvriers auxiliaires destinés à faire des remplacements. Or, les plaintes ne tardèrent pas à arriver au Comité syndical sur la situation précaire de ces postulants auxquels on ne laissait faire qu'un nombre restreint de journées, tandis que certains piétons *courageux*, travaillaient *trois cent soixante-cinq jours* par an ! Le syndicat décida alors que chaque piéton devrait se reposer à tour de rôle, un jour par semaine, pour que le remplaçant pût faire ses six jours de travail.

Nouvel échec : sur 18 journaux, 11 refusèrent de pratiquer le repos hebdomadaire ! N'osant rayer les récalcitrants, le Comité syndical dut démissionner. « Il avait oublié, conclut » amèrement l'historiographe, que dans la coopération de main- » d'œuvre qu'est la commandite, comme dans les autres » coopératives, on se groupe pour gagner de l'argent et non » pour faire du sentiment social et qu'il est dangereux de » toucher aux intérêts matériels. »

« Et nous pourrions citer encore vingt traits analogues d'âpreté au gain et d'insolidarité chez ces premiers coopérateurs émancipés du joug matériel du salariat, mais asservis encore à ses passions : pour augmenter leurs salaires, ils se livrent à un surmenage effréné, les plus forts imposent à leurs compagnons un minimum de production écrasant, ils éliminent impitoyablement les malades et les moins capables : c'est la lutte pour la vie dans toute sa brutalité et de ce qui aurait dû être un instrument d'entraide fraternelle et de justice, ils ne font qu'un moyen de fortune pour une minorité d'audacieux et d'insatiables, qui s'élève sur la misère des plus faibles ou des plus justes. Et le syndicat doit sans cesse intervenir pour imposer le repos hebdomadaire, un minimum de production qui ne soit pas une tuerie, empêcher les exclusions abusives, etc... Incapables d'organiser entre eux la justice dans la liberté, ces prétendus coopérateurs rendent à nouveau, nécessaires les contraintes syndicales forgées contre les excès du capitalisme. »

(Paul Gemalhing. « La leçon des faits », dans 1' « Eveil Démocratique », du 18 octobre 1908).

VII

Tandis que le capitalisme fait l'éducation technique des travailleurs, le syndicalisme fait leur éducation morale. Grâce à lui, la préparation deviendra suffisante « pour que la lutte n'aboutisse pas à une destruction de la civilisation ». « Il n'y a en effet, écrit M. Lagardelle, que les prolétaires formés à son école qui, si le socialisme doit se réaliser plus ou moins, puissent être capables à un moment, je ne sais quand, de renouveler le monde. »

S'isolant dans leurs syndicats comme dans une forteresse à l'abri des déviations politiciennes comme des suggestions bourgeoises, portant au maximum, grâce à « l'action directe », leurs facultés d'initiative et de combat, intensifiant, chaque jour, leur conscience de classe, les prolétaires se rendront capables et dignes du rôle primordial que leur réserve une société renouvelée. Le syndicat ne sera pour eux que le prolongement de l'atelier. C'est là, que la comprenant, ils apprendront à aimer la discipline même que le capitalisme doit leur imposer. Et une discipline aimée n'est-elle pas déjà une discipline librement consentie et qui permettra bientôt de se passer de maîtres? Amoureux de leur travail, ils deviendront des producteurs supérieurs, que M. Berth dépeint dans un hymne presque lyrique, « dont la création s'adapte par un effort toujours nouveau à une réalité toujours changeante... sachant trouver dans ce coin de l'univers qu'est leur travail, tout le mystère de l'inconnu perpétuel et de l'infini fugitif, dans l'intimité domestique de leur œuvre, en apparence si bornée, tout le frisson d'une vie aventureuse à travers des pays toujours nou-

(1). Lagardelle. Parti socialiste et C. G. T., p. 31.

Cf. A la fin de ce chapitre, l'exposé critique des idées de M. Sorel, sur le syndicalisme et la morale des producteurs.

veaux. » (1). C'est par cet amour de leur travail et par le sens des solidarités qu'il impose, que les prolétaires s'élèveront donc à la double dignité d'être des artisans meilleurs et des producteurs plus libres....

VIII

La formation technique et morale du prolétariat, nous disent les syndicalistes, prépare chaque jour la Révolution qui va venir et qui, faisant fi de toutes les idéologies bourgeoises et des formes sociales qui les traduisaient, transformera la société en un vaste « fédéralisme économique » où toutes choses seront conditionnées par la production.

L'Etat sera donc supprimé, cet Etat auquel M. Berth applique l'apostrophe du Zarathoustra de Nietzsche : « l'Etat, qu'est cela ? Ouvrez les oreilles : l'Etat c'est le plus froid des monstres. Il ment froidement. Moi l'Etat, dit-il, je suis le peuple ! Mensonge ! Partout où il y a du peuple, il ne comprend pas l'Etat, il le déteste. »

Il faut donc patiemment édifier, en dehors de l'Etat, les organismes nouveaux qui rempliront les quelques fonctions utiles qui lui incombent aujourd'hui. C'est pourquoi le prolétariat « doit user de l'influence qu'il acquiert, soit dans l'opinion, soit dans les pouvoirs, pour détruire les rapports actuels de l'organisation politique arracher à l'Etat et à la Commune, une à une, toutes leurs attributions pour enrichir les organismes prolétaires en voie de formation, c'est-à-dire, surtout les syndicats ». (2)

(1). Berth. Mouvement socialiste, p. 283.

(2). Sorel. Op. cit., p. 60.

De même que les syndicalistes avaient envisagé sous un angle tout autre que celui des marxistes orthodoxes l'idée de la « catastrophe » d'où sortira la société nouvelle, de même ils considèrent la conquête de l'Etat à un point de vue nouveau et bien plus attirant. Il ne s'agit pas pour eux de « prendre les positions occupées par les bourgeois et de s'affubler de leurs dépouilles ». (1) La lutte ne doit tendre qu'à « vider l'organisme politique bourgeois de toute vie et à faire passer tout ce qu'il contenait d'utile dans un organisme politique prolétarien créé au fur et à mesure du développement du prolétariat ». (2)

Vider peu à peu la politique et le résorber dans l'économique, c'est bien, pour employer une expression abstruse qui ne leur déplairait pas, la méthode que les syndicalistes assignent à l'effort du prolétariat. Ainsi ils ne mettront point le vin nouveau dans des outres vieilles, et la Révolution sera autre chose qu'un changement de personnel gouvernemental. (3)

C'est à leur taille que les producteurs auront créé les organismes nouveaux requis par la vie sociale et qui, préparés obscurément derrière les murailles lézardées de la société présente, n'attendront que l'écroulement du capitalisme pour révéler leur puissance éprouvée déjà, en même temps que leur existence ignorée.

« Lorsque la bourgeoisie est entrée en lutte contre la féodalité, ce n'est pas en pénétrant dans les rouages de

(1). Sorel. Op. cit., p. 31.

(2). Sorel. Op. cit., p. 51.

(3). Le syndicalisme ne vise pas à une simple modification du personnel gouvernemental, mais bien à une réduction de l'Etat à zéro, en transportant dans les organismes syndicaux, les quelques fonctions utiles qui font illusion sur sa valeur, et en supprimant les autres, purement et simplement.

(Pouget. La C. G. T., p. 45).

la société féodale, mais en se forgeant de toutes pièces des rouages particuliers qui ont été les Communes d'abord, les Parlements ensuite. Elle ne s'est pas emparée des institutions existantes, mais elle a construit des institutions neuves, qui ont progressivement désorganisé la société féodale tout en organisant la société bourgeoise. Le rôle de la Confédération générale du Travail est de donner justement au prolétariat ce mécanisme propre dont les syndicats, les Fédérations de syndicats, les Bourses du Travail sont les éléments constitutifs. » (1)

Et poursuivant le même rêve audacieux, M. Pouget déclare que « la Bourse du Travail est, en devenir, l'organisme qui, dans une société transformée où il n'y aura plus possibilité d'exploitation humaine, se substituera à la municipalité. » (2)

C'est à cette idée qu'il faut sans doute rattacher le vœu du Congrès des Bourses du Travail, tenu à Paris en 1900, demandant, pour les syndicats, « la possibilité d'organiser des écoles primaires » (3). Ils pourraient alors

(1). Lagardelle. Parti socialiste et C. G. T., p. 27.

(2). Pouget. La C. G. T., p. 14.

(3). Sorel. Op. cit., p. 82.

A la Conférence des Bourses du travail qui a suivi le Congrès de la C. G. T., à Marseille, en 1908, les délégués ont voté divers ordres du jour, qui peuvent se résumer dans la motion suivante : « La Conférence des Bourses et Unions considérant la nécessité de lutter contre l'enseignement officiel, adapté aux besoins de la conservation capitaliste, encourage les groupements de syndicats locaux et régionaux à lutter contre l'enseignement bourgeois. Elle invite les Bourses à fournir annuellement un rapport sur les méthodes employées et les résultats obtenus dans leur milieu. De sérieux éléments permettant, à l'avenir, une organisation rationnelle de l'enseignement, avec le concours des instituteurs syndicalistes, pourraient ainsi être recueillis et faire l'objet d'études pratiques. »

(Cité par l' « Eveil Démocratique », numéro du 18 août 1908).

intervenir pour « lutter contre les tendances déplorables de notre instruction idéologique qui dégrade les enfants du peuple, puisque, les rendant impropres à devenir de forts travailleurs, elle les rend incapables de marcher dans la voie de l'émancipation » (1)

C'est probablement d'un pareil souci que s'inspiraient les instituteurs syndicalistes quand ils réclamaient le droit d'affilier leurs syndicats aux Bourses du Travail, et d'y puiser l'expérience nécessaire pour que leur enseignement soit désormais donné en fonction de la vie ouvrière?

IX

Quand la décomposition du pouvoir sera assez avancée, et que sera toute prête « l'organisation des rapports sociaux en dehors d'un gouvernement de non-travailleurs », il faudra que le prolétariat « prouve sa force par une lutte dans laquelle il fera valoir les moyens qu'il a constitués dans son sein ». « Je ne vois pas, déclare M. Sorel, d'autre lutte que la grève générale pour décider cette question de force. » (2)

Nous voici au cœur même du syndicalisme, qui est comme ramassé tout entier dans cette idée de « grève générale expropriatrice ». Ce qu'elle sera, les théoriciens du syndicalisme déclarent, d'ailleurs, ne pas le savoir et ne pas s'en occuper outre mesure. Ils reprendraient volontiers le mot de Marx, refusant « de formuler des recettes pour les marmites de l'avenir » (3). Aussi l'expression de grève générale change-t-elle de sens avec les lèvres qui la prononcent. Alors que les foules s'en font une idée

(1). Sorel. Op. cit., p. 86.

(2). Sorel. Op. cit., VII.

(3). Marx : « Le capital ». Liv. I, p. 342. Traduction Roy.

formidable, tout ensemble confuse et précise (1), elle ne représente pour les théoriciens qu'une sorte d'élégante « formule approximative », comme celles dont les savants se servent pour exprimer leurs hypothèses. On pourrait comparer cette attitude des intellectuels et des dirigeants vis-à-vis de la foule à celle de certains pasteurs protestants d'Allemagne qui, devenus incroyants, continuent à prêcher la divinité du Christ, faisant seulement, à part eux, un utile symbole de ce mot dont leurs auditeurs font une réalité..

Si l'équivoque existe dans les milieux populaires, elle est d'ailleurs dissipée dans les milieux intellectuels par les déclarations très nettes des syndicalistes.

La grève générale leur apparaît comme un « mythe social » pour reprendre l'expression que Sorel applique à la catastrophe finale annoncée par K. Marx. « Nous avons une esquisse fortement colorée qui donne une idée très claire du changement, mais dont aucun détail ne saurait être discuté comme un fait historique prévisible » (2).

Qu'importe d'ailleurs que ce mythe ne réponde pas exactement à la réalité qui va venir ? M. Sorel s'en accommode en appliquant la thèse développée par M. Bergson, sur l'utilité que peuvent présenter les mythes, quand même, objectivement, ils ne répondraient à rien : « Alors même que les révolutionnaires se tromperaient du tout au tout, en se faisant un tableau fantaisiste de la grève

(1) Les syndicalistes croient à la grève générale, comme les premiers chrétiens croyaient au retour du Christ, comme les chrétiens du moyen-âge croyaient à l'an mil. Ils l'acceptent sans esprit critique et comme un article de foi. Ils en attendent comme le remède universel, aux maux de la société et aux misères de la nature humaine.

(Ed. Dolléans. « R. Owen », p. 45 et 46).

(2) Sorel. La décomposition du Marxisme, p. 55.

générale, ce tableau pourrait être, pour la préparation de la Révolution, un élément de premier ordre, s'il a donné à l'ensemble des pensées révolutionnaires, une précision, une raideur que n'auraient pu leur donner d'autres manières de penser. » (1)

En même temps qu'il donne une parfaite « symétrie » (2) à la pensée des syndicalistes, le mythe de la grève générale sert à augmenter la vigueur de leur action.

Il maintient constamment devant la classe ouvrière l'idée d'une antinomie violente entre ses intérêts et ceux de ses employeurs. Il est un symbole énergique, capable de jeter, ardentes et audacieuses, les masses vers l'avenir. Ce que fut l'idée de la « Revanche » pour le patriotisme français aux premières années de la Troisième République, il l'est puissamment pour le prolétariat qu'il maintient comme en haleine pour la mobilisation prochaine, qu'il pousse à intensifier ses formations de combat. (3)

Cette importance donnée par les syndicalistes à leur mythe social correspond bien à la psychologie des foules. Les foules se guident moins à la lueur des raisonnements qu'à l'éclair des coups d'épée. Les miniatures délicates et précises les séduisent bien moins que les larges fres-

(1) Sorel. *Réflexions sur la violence*, p. 265.

(2) N'est-ce pas le lieu de rappeler la critique de Pascal : « Ceux qui font les antithèses en forçant les mots, sont comme ceux qui font de fausses fenêtres pour la symétrie ; leur règle n'est pas de parler juste, mais de faire des figures justes. »

(Pascal. « Pensées » dans « les chefs-d'œuvre de la littérature religieuse », Bloud, p. 31).

(3) Les mythes révolutionnaires actuels, sont, avant tout, pour M. Sorel, des « images motrices » (Sorel, op. cit., p. 123). « Ce ne sont pas des descriptions de choses, mais des expressions de volonté » (introduction aux « *Réflexions sur la violence* », p. XXXV). En résumé, la grève générale est une de ces « représentations » grâce auxquelles la raison, les espérances et la perception des faits particuliers, ne semblent plus faire qu'une seule unité. (Sorel, id., p. 95).

ques où les détails sont sacrifiés à l'ensemble. L'imagination domine en elles et elles marchent comme dans un grand rêve ; elles marchent à l'étoile...

Si la réalité ne correspond pas pleinement au rêve, qu'importe, puisqu'elle aura été du moins transformée grâce à lui. Le mirage, même en la trompant, peut être utile à la caravane s'il a précipité sa marche vers une direction opportune. Le mythe de la grève générale est utile aux syndicalistes puisqu'il synthétise en une formule retentissante, évocatrice de la cassure définitive du monde capitaliste, toutes leurs aspirations, leur volonté d'intensifier leur conscience de classe, leur persuasion que, le producteur étant tout, il doit finir par reprendre toute la place qui lui a été ravie..

Comme la nuée lumineuse qui guidait les Hébreux vers la Terre-Promise, elle les guide vers les destinées futures du prolétariat.

X

L'idée de la grève générale est donc bien la clef de voûte du syndicalisme. Elle domine l'ensemble et le maintient. C'est de son point de vue qu'il faudra apprécier toutes les tactiques ouvrières et c'est d'elle seule qu'elles prendront leur valeur.

Sans elle, les grèves « arrivent à produire des relations suivies entre les chefs du syndicat et la bourgeoisie, sous le patronage gouvernemental ; les notions de fatalité économique, d'insolidarité et de lutte de classes s'évanouissent à la fois ». (1)

Avec elle, « le but matériel des grèves, à savoir l'aug-

(1). Sorel. « Enseignements sociaux de l'économie moderne », mouvement socialiste, 1^{er} juillet 1905.

mentation de salaire ou le raccourcissement de la journée de travail n'est au fond que le *but apparent*, le *motif grossier* et superficiel; le bénéfice réel de la grève est ailleurs, c'est un bénéfice moral. C'est la *cohésion ouvrière* grandissante, ce sont les *notions juridiques nouvelles* qui se forment dans la conscience des travailleurs au cours même de la lutte ». (1)

La grève n'est donc « plus tenue pour un mal; elle est l'heureux symptôme d'un accroissement de l'esprit de révolte et elle se manifeste comme un phénomène d'expropriation partielle du capital ». (2) « Pour peu que le conflit s'aiguise, il revêt aussitôt un caractère de généralité facile à constater et, dans le patron isolé, c'est tout le patronat que les ouvriers combattent ». (3)

Les grèves partielles préparent donc la grève générale comme les grandes manœuvres préparent la guerre. Elles sont une « gymnastique de révolte ». (4)

(1) Berth. « Révolution ou Evolution ». Mouvement socialiste. 15 novembre 1904, p. 134.

(2) Pouget. « La C. G. T. », p. 40.

(3) Lagardelle. « Parti socialiste et C. G. T. », p. 20.

(4) Pouget. « La C. G. T. », p. 59. — Griffuelhes : « L'action syndicaliste ».

« Les grèves partielles attaquent le patronat pied à pied, atelier par atelier, c'est un corps à corps par détachements, en ligne brisée; la grève générale attaque l'Etat; c'est le corps à corps final, la grande bataille, où classe ouvrière et classe bourgeoise opposent toutes leurs forces et faisant la concentration de toutes leurs troupes, décident de leur sort; c'est le combat, comme dit Marx, à la vie à la mort, l'épreuve décisive d'où le « jugement de Dieu », dirait-on au moyen-âge — de « l'Esprit du monde », dirait Hegel — sortira, prononçant la chute commune du capital et de l'Etat, ou leur victoire commune sur la classe ouvrière, maintenue sous le joug. »

Berth. « Nouveaux aspects du socialisme », p. 29.

XI

C'est encore du point de vue de la grève générale que les syndicalistes considèrent les diverses réformes qui se réalisent chaque jour. Ils n'ont que méfiance pour les présents du pouvoir : « Timeo Danaos... » et, d'ailleurs, même utiles à la classe ouvrière, ceux-ci risquent d'être payés trop cher s'ils doivent affaiblir en elle la claire conscience de l'antinomie des intérêts en présence et « diminuer l'esprit de lutte ». (1) Aussi les syndicalistes repoussent-ils « le tas de projets qui, sous une apparence libérale, sont inutiles ou dangereux ». (2) Une circulaire de la Fédération des Bourses du Travail disait, par exemple, à propos du projet Guyesse sur les retraites ouvrières (3) : « Comme toutes les lois ou projets de lois dites ouvrières, celui-ci est un piège, défilons-nous-en ».

La loi de 1884 elle-même n'apparaîtra que comme un essai d'embrigadement : « Il s'agissait de créer des organisations ouvrières trop faibles pour pouvoir acquérir de l'indépendance et susceptibles de se laisser guider par la police ». (4)

Toutes les initiatives apparentes de l'Etat sont donc considérées comme la sanction de ce qu'il ne pouvait empêcher ; il ne l'a donnée qu'avec « l'arrière-pensée de canaliser et d'énervier la force ouvrière ». (5)

« Les institutions que les gouvernements ont créées ont un but suspect. Ces institutions déplacent notre action en la mettant sous la tutelle du pouvoir. Avec elles,

(1). Griffuelhes. « Le syndicalisme révolutionnaire ». Mouvement socialiste. 1^{er} janvier 1905, p. 13.

(2). Griffuelhes, op. cit., p. 5.

(3). Barthou. « L'action syndicale », p. 195.

(4). « Réflexions sur la violence », p. 80.

(5). Pouget. « La C. G. T. », p. 5.

l'organisation ouvrière deviendrait un organisme de l'Etat ». (1) Et l'on dénonce toute la politique sociale d'une « fraction importante du parti républicain (qui) a pour but de faire des syndicats ce que l'Empire avait voulu faire des sociétés de secours mutuels : des auxiliaires du gouvernement ». (2)

Les réformes gracieusement octroyées par le pouvoir risquent d'enliser le prolétariat. Mais beaucoup de ces réformes sont nécessaires. Faudra-t-il donc s'en passer? Non, mais on les arrachera aux gouvernants par « l'action directe ». « Tandis que l'action indirecte, parlementaire et légale, engourdit les activités, endort les volontés et berce les plus bas instincts de la nature humaine, l'action directe du syndicalisme stimule les forces latentes de l'individu, refoule ses mauvais désirs de passivité et fait surgir au premier plan ces facultés d'enthousiasme, ce besoin de combat, cette soif de conquête qui l'illuminent et le portent jusqu'au sublime ». (3)

Ces réformes, ainsi arrachées, commenceront le démantèlement de l'Etat bourgeois. Chaque victoire, en affaiblissant l'adversaire, augmentera d'autant l'énergie de l'assaillant qui se rendra mieux compte de sa puissance et prendra une confiance nouvelle en la force par laquelle il aura vaincu. (4)

Les réformes ne seront plus des paliers mais des

(1). Griffuelhes. *Artic. cit.*, p. 8.

(2). Sorel. *Op. cit.*, p. XII.

(3). Lagardelle. « Parti socialiste et C. G. T. », p. 31.

(4). « Presque tous les chefs de syndicats enseignent qu'il ne s'agit pas d'aller demander des faveurs, mais qu'il faut profiter de la lâcheté bourgeoise, pour imposer la volonté des prolétaires. »

(Sorel. *Op. cit.*, p. 28).

échelons. Ainsi que pour les grèves partielles, le bénéfice matériel qui les suit sera peu de choses comparé à la vigueur qu'elles donneront au prolétariat..

L'agitation contre les bureaux de placement et pour le repos hebdomadaire sont des exemples de cette action directe. De même la campagne de 1906 en faveur de la journée de huit heures. (1) Sans doute celle-ci ne pouvait aboutir pleinement, mais en posant violemment la question, ne la faisait-elle pas avancer? D'ailleurs, c'était de l'action, et « toute action, tout mouvement réel importe plus qu'une douzaine de programmes ». (2)

XII

Le rôle que toutes ces théories supposent au syndicat ne permet pas de penser que celui-ci réunira la grande majorité des ouvriers. Les syndicalistes, d'ailleurs, n'en ont cure. « Il y a pour la minorité consciente obligation d'agir, sans tenir compte de la masse réfractaire, et ce, sous peine d'être forcée à plier l'échine tout comme les inconscients ». (3)

D'ailleurs, même dans l'ordre politique, le gouvernement par l'ensemble des citoyens n'a jamais été qu'une fiction. « Jamais on n'a essayé de justifier ce singulier paradoxe d'après lequel le vote d'une majorité chaotique fait apparaître ce que Rousseau appelle la volonté générale qui ne peut errer ». (4)

(1) La formule fameuse des trois huit, n'est-elle pas, elle aussi, comme un mythe pour les syndicalistes, dont elle résume fortement la pensée et dont elle oriente l'action. Celui-ci n'a, d'ailleurs, en soi, rien d'utopique ni de malfaisant...

(2) Karél Marx : Lettre sur le programme de Gotha.

(3) Pouget. La C. G. T., p. 34 et 35.

(4) Sorel. Op. cit., p. 45.

Le nombre n'est-il pas, au surplus, un danger, surtout au début d'une action? Pour attirer et retenir de nombreux adhérents, le syndicalisme serait tenté peut-être d'adoucir ou de voiler certaines de ses doctrines. Et que lui servirait de gagner le monde s'il venait à perdre son âme? Puis le nombre peut alourdir l'action. Il viendra toujours assez vite quand une poignée d'hommes résolus aura prouvé, par son exemple, la fécondité de sa méthode. Sauvagegardons avant tout l'intransigeance du syndicalisme, le reste viendra par surcroît.

Le rôle de ces minorités énergiques enfermées dans les syndicats inspiré à M. Sorel de bien curieuses analogies: « Maintes fois, observe-t-il, les gens les plus réfléchis ont pu dire que la disparition de l'Eglise n'était plus qu'une question de quelques années; et cependant les agonies étaient suivies de rajeunissement... L'Eglise s'est sauvée, malgré les fautes de ses chefs, grâce à des organisations spontanées. A chaque rajeunissement se sont constitués de nouveaux ordres religieux qui ont soutenu l'édifice en ruines et même l'ont relevé. Ce rôle des moines n'est pas sans analogie avec celui des syndicats révolutionnaires qui sauvent le socialisme; les déviations vers le Trade-Unionisme qui sont la menace toujours redoutable pour le socialisme, rappellent ces relâchements de règles monastiques qui finissent par faire disparaître la séparation que les fondateurs avaient voulu établir entre leurs disciples et le monde. La prodigieuse expérience que nous offre l'histoire de l'Eglise est bien de nature à encourager ceux qui fondent de grandes espérances sur le syndicalisme révolutionnaire et qui conseillent aux ouvriers de ne chercher aucune alliance savamment politique avec les bourgeois, car l'Eglise a plus profité des efforts qui tendaient à la séparer du

monde que des alliances conclues entre les papes et les princes ». (1)

XIII

Les thèses syndicalistes sont ingénieuses. L'ensemble en est assez cohérent pour séduire, de prime abord, les intelligences par ses lignes faciles et pour imposer ces théories à l'attention. Ceci d'ailleurs est leur perte en même temps que leur récompense, car, soumises à la critique, elles s'effritent bientôt; comme ces constructions rapides et harmonieuses de nos expositions modernes qui charment quelques semaines les visiteurs mais dont le plaquage habile ne peut résister aux morsures du temps.

Admettons que la catastrophe prédite par Marx soit inévitable et que la grève générale prolétarienne en soit la forme rêvée. Nous ne réclamerons même pas de précisions sur le passage du désordre capitaliste à l'ordre socialiste, puisque ces précisions seraient des « anticipa-

(1). Sorel. « La décomposition du Marxisme », p. 63 et 64.

Cette idée des conquêtes promises à toute intransigeance doctrinale vigoureuse est, d'ailleurs, très chère à M. Sorel. Il l'avait déjà exprimée dans ses « Enseignements sociaux de l'économie moderne », quand il conseillait de « s'enfermer dans les Bourses de Travail, et de concentrer autour d'elles toute la vie ouvrière. — Je termine, ajoute-t-il, par une réflexion que provoquent mes études, sur les origines du christianisme. Le christianisme aurait pu, très probablement, obtenir la tolérance comme tant d'autres cultes exotiques, comme le judaïsme; mais il a cherché à s'isoler; il a provoqué ainsi les défiances et même les persécutions.

Ce sont les doctrines intransigeantes, qui ont empêché la nouvelle religion de prendre une place normale dans la société romaine. Il n'a pas manqué de gens sages pour traiter d'insensés Tertullien et tous ceux qui ne voulaient accepter aucune conciliation. Aujourd'hui, nous voyons que c'est grâce à ces insensés que le christianisme a pu former ses idées et devenir le maître du monde, quand son heure est venue.

(Sorel. Mouvement socialiste. 1^{er} juillet 1905, p. 299).

tions » superficielles d'un avenir inconnu et que les syndicalistes se soucient peu de bâtir de nouvelles utopies. Marx n'a-t-il pas écrit : « Qui compose un programme pour l'avenir est un réactionnaire ». (1) Et on a pris soin de nous avertir que « l'utopie tend à disparaître complètement du socialisme; celui-ci n'a pas besoin de chercher à organiser le travail, puisque le capitalisme l'organise ». (2)

Au surplus, nous savons qu'une fois le mythe de la grève générale accepté, « il faut s'approprier son tout indivisé et concevoir le passage du capitalisme au socialisme comme une catastrophe dont le processus échappe à la description ». (3). — « Les mythes ne sont pas des almanachs astrologiques. » Nous aurons donc la « foi du charbonnier » dans la vérité que Marx nous a révélée et qui trouve, en M. Sorel, son interprète et son gardien...

Cependant on a pris soin de nous prévenir que la Révolution sociale sera une « transformation irréformable » (4) que le socialisme présente une « inconnu énorme » (5), qui rend l'œuvre des syndicalistes « grave, redoutable et sublime ». (6) Aussi est-il indispensable, et M. Sorel nous le dit, que la Révolution s'opère dans une période de prospérité économique. « Les ouvriers se rendent bien compte que les paysans et les artisans ne marcheront avec eux que si l'avenir apparaît tellement beau que l'industrie soit en état d'améliorer non seulement le sort de ses producteurs, mais encore celui

(1) « Avec quoi peuvent se faire des utopies ? Avec du passé et souvent avec du passé fort reculé ». Sorel. *Réflexions sur la violence*, p. 108 en note.

(2). Sorel, *op. cit.*, p. XXXVII.

(3). Sorel, *op. cit.*, p. 122.

(4 et 5). Sorel, *op. cit.*, p. 109.

(6). Sorel, *op. cit.* 110.

de tout le monde ». (1) Après Kautsky et Engels, M. Sorel estime qu'il faut « présenter d'une manière saisissante les liens qui rattachent la Révolution au progrès constant et rapide de l'industrie ». (2)

D'ailleurs le rythme de la grève générale sera double. Elle doit opérer comme le reflux que le flux suit bientôt. L'atelier ne sera pas vide longtemps. Quand l'absence concertée des producteurs aura prouvé qu'ils en sont les maîtres, c'est en vainqueurs qu'ils rentreront. Il ne faut pas qu'ils y trouvent la moindre déchéance économique, sans quoi leur conquête serait vaine autant qu'éphémère.

Et de peur que le progrès économique ne soit entravé par les hésitations d'un capitalisme philanthropique qui semble parfois douter de lui-même, M. Sorel fait appel à la violence prolétarienne. Cette violence « semble être le seul moyen dont disposent les nations européennes abruties par l'humanitarisme pour retrouver leur ancienne énergie ». (3) Elle « force le capitalisme à se préoccuper uniquement de son rôle matériel et tend à lui rendre les qualités belliqueuses qu'il possédait autrefois. Une classe ouvrière grandissante et solidement organisée peut forcer la classe capitaliste à demeurer ardente dans la lutte industrielle; en face d'une bourgeoisie affamée de conquêtes et riche, si un prolétariat uni et révolutionnaire se dresse, la société capitaliste atteindra sa perfection ». (4)

Donc, que la bourgeoisie ne s'occupe pas du prolétariat qui, le cas échéant, devra la renvoyer brutalement et « rosser ses orateurs ». Le prolétariat lui demande

(1) Sorel, *op. cit.*, p. 107.

(2) Sorel, *op. cit.*, p. 108.

(3 et 4) Sorel, *op. cit.*, p. 49.

seulement de perfectionner la production capitaliste. « Engraissez-vous, lui dit-il, que vos morceaux soient meilleurs à manger.... »

Mais si la bourgeoisie est ainsi capable de perfectionner la production et de créer une prospérité économique très grande, que devient le fondement théorique du socialisme qui fait reposer toute la valeur sur le travail? Quoi d'étonnant à ce que l'ouvrier ne puisse, avec son salaire, racheter tout le produit de son travail puisqu'une autre force, et si grande, a dû collaborer avec la sienne. Les heures de surtravail destinées à récupérer l'entrepreneur capitaliste après que l'ouvrier a déjà gagné son salaire ne sont donc plus des heures volées! Pourquoi se plaindre que la bourgeoisie se fasse payer pour un rôle que l'on déclare si nécessaire et si fécond?

Est-il, au surplus, bien certain que la violence prolétarienne et le mythe de la grève générale soient de nature à « enfermer » utilement « les patrons dans leur rôle de producteurs ». (1) Une certaine sécurité n'est-elle pas nécessaire au développement intensif de l'industrie? — Croit-on, par exemple, que les industriels consentiront les dépenses énormes que peuvent nécessiter des installations plus perfectionnées, des métiers plus rapides, s'ils ont la persuasion qu'ils font le lit du socialisme! En guerre, on élève des tentes, on ne bâtit pas des palais. Voit-on souvent, par ailleurs, des locataires embellir une maison dont le propriétaire les a menacés d'une « prévenance » prochaine?

Si même la « catastrophe » paraît lointaine aux industriels, la violence prolétarienne risque de décourager leurs initiatives. Devant la perspective de ces grèves

(1). Sorel, op. cit., p. 48.

partielles, entraînement qu'on dit si salulaire, à la grève générale, ils ne compteront plus sur un rendement normal pour amortir la dépense des perfectionnements qu'ils auraient, sans cela, adoptés.

Les affaires elles-mêmes se ressentiront de cette insécurité. Tout mouvement, au dire d'Aristote, est fondé sur « l'immobile » et cette remarque peut s'appliquer au « mouvement » symbolique des affaires. Il faut savoir, en affaires, « à quoi s'en tenir » et « sur quoi l'on peut compter ». Il faut une base ferme. Comment passer de gros marchés, comment les accepter, si l'on est toujours sous la menace d'un conflit qui reculera indéfiniment la livraison ou augmentera brusquement les « prix de revient » ?

Il est peu probable que les industriels jouent tout simplement le rôle que leur assignent les syndicalistes et remplissent d'autant mieux leur fonction qu'elle sera plus difficile et plus menacée. C'est grand dommage pour les théoriciens, mais bien plutôt c'est par des lock-out que les employeurs répondront aux grèves et à la violence. A la grève « par échelons » correspond le lock-out « par échelons ». (1) A la grève systématique correspondra le lock-out systématique. On aura ainsi une bourgeoisie parfaitement belliqueuse et fort insoucieuse des « niaiseries philanthropiques ». Nous serons en pleine lutte de classes et les principes syndicalistes seront saufs; mais on ne voit pas bien comment s'en accommodera le progrès économique. Ni le lock-out ni les grèves n'ont jamais passé pour causer la prospérité d'une industrie.

Sans doute les syndicalistes diront qu'ils ne croient

(1). Bureau, op. cit., p. 248.

pas nécessaire de multiplier outre mesure les conflits. « Nous pouvons concevoir que le socialisme soit parfaitement révolutionnaire encore qu'il n'y ait que des conflits courts et peu nombreux, pourvu que ceux-ci aient une force suffisante pour pouvoir s'allier à l'idée de la grève générale. Tous les événements apparaîtront alors sous une forme amplifiée et, les notions catastrophiques se maintenant, la scission sera parfaite. Ainsi se trouve écartée l'objection que l'on adresse souvent aux révolutionnaires : la civilisation n'est pas menacée de tomber sous les conséquences d'un développement de la brutalité, puisque l'idée de grève générale permet d'alimenter la notion de lutte de classe au moyen d'incidents qui paraîtraient médiocres aux historiens bourgeois ». (1)

C'est un peu vite conclure du possible au réel. De ce que des « conflits courts et peu nombreux » suffisent pour que l'esprit de classe soit maintenu et pour que « la scission soit parfaite » il n'en résulte pas nécessairement que le prolétariat révolutionnaire se contentera de « conflits courts et peu nombreux ». (1)

Cela dérangera, évidemment, l'harmonie des théories syndicalistes, mais c'est précisément le propre des idées et des tactiques violentes d'échapper bientôt à la maîtrise de ceux qui les ont lancées. Il y a longtemps qu'un proverbe a transcrit cette leçon de la vie en nous rappelant que semer le vent expose à récolter la tempête.

Qui dira quels conflits sont nécessaires et quels conflits suffisent ? Qui arrêtera les prolétaires dont l'esprit de classe sera exacerbé quand, fidèles aux théories qui les sollicitent chaque jour, ils voudront faire un peu de « gymnastique de révolte » ? Dans l'effort infiniment

(1). Sorel, *op. cit.*, p. 159.

« morcelé » qu'impose aux syndicalistes la préparation de la grève générale, quelle discipline sera assez puissante, assez unitaire pour empêcher les grèves d'éclater quand elles risqueront de compromettre le progrès économique? Et où trouvera-t-on le juge accepté et infailible de cette opportunité?

XIV

Admettons cependant que les employeurs se prêtent au rôle que leur donnent les théories syndicalistes. Admettons que la violence prolétarienne soit une condition excellente du progrès économique et que la guerre sociale puisse se résoudre en prospérité industrielle. Celle-ci n'en sera pas assurée pour autant. Elle dépend pour une grande part aujourd'hui, elle dépendra pour tout après « la catastrophe » de la « morale des producteurs » de leur travail intensif et consciencieux, de la subordination de l'intérêt particulier à l'intérêt général. « Il faut donc savoir s'il y a dans le monde des producteurs des forces d'enthousiasmes capables de se combiner avec la morale du bon travail, en sorte que, dans nos jours de crise, celle-ci puisse acquérir toute l'autorité qui lui est nécessaire pour conduire le monde dans la voie du progrès économique ». (1)

M. Sorel croit que « le syndicalisme révolutionnaire est la grande force éducatrice que possède la société contemporaine pour préparer le travail de l'avenir ». (2) La lutte de classes, « l'idée de la grève générale rajeunie constamment par les sentiments que provoque la violence prolétarienne » sont dans le monde moderne le

(1) Sorel, op. cit., p. 251.

(2). Sorel, p. 244.

« moteur premier qui peut assurer la morale des producteurs ». (1)

On prend soin, d'ailleurs, de déclarer que cette violence prolétarienne ne saurait ressembler en rien à la « violence bourgeoise » qui déshonora la Révolution par la Terreur. Celle-ci put s'exercer grâce à l'influence qu'avait prise sur les esprits la Raison d'Etat. C'est à la Raison d'Etat, idole tyrannique de la bourgeoisie révolutionnaire, que furent sacrifiés « les ennemis du peuple ». (2) « La férocité des conventionnels s'explique facilement par l'influence funeste des conceptions que le Tiers-Etat avait puisées dans les pratiques détestables de l'ancien Régime ». (3)

Or le syndicalisme tend à supprimer jusqu'à la notion même de l'Etat et c'est cette tendance qui donne même toute sa valeur à la campagne d'antipatriotisme menée par ses partisans. Dans la destruction de l'armée et la suppression de la patrie, c'est avant tout l'annihilation de l'Etat que l'on poursuit. Avec la notion de l'Etat disparaît évidemment celle de la Raison d'Etat. Et M. Sorel en conclut au droit d'espérer qu'une révolution socialiste poursuivie par les purs syndicalistes ne serait point souillée par « les abominations qui souillèrent les révolutions bourgeoises », par « les actes de sauvagerie

(1) Sorel, p. 252.

(2) M. Sorel cite, à l'appui de sa thèse, la loi du 22 prairial, qu'il appelle « la plus forte expression de la doctrine de l'Etat » :

« La preuve nécessaire pour condamner les ennemis du peuple est toute espèce de documents, soit matérielle, soit morale, soit verbale, soit écrite, qui peut naturellement obtenir l'assentiment de tout esprit juste et raisonnable. La règle des jugements est la conscience des jurés éclairée par l'amour de la patrie ; leur but est le Triomphe de la République et la ruine de ses ennemis. »

(3) Sorel, op. cit., p. 75.

que la superstition de l'Etat a suggérés aux Révolutionnaires de 93 ». (1)

D'ailleurs, en propageant l'idée de la grève générale prolétarienne, le socialisme éveille au fond de l'âme un sentiment du sublime en rapport avec les conditions d'une lutte gigantesque et il fait tomber au dernier rang le besoin de satisfaire la jalousie par la méchanceté (2).

Et bien loin de précipiter le monde dans la barbarie, la violence prolétarienne « peut l'en sauver » par l'obligation où elle met les classes bourgeoises de s'occuper de leurs affaires et de « reprendre quelque chose de leur énergie ». (3)

Les syndicalistes calment leurs scrupules plus vite que nos inquiétudes. Il est facile de faire retomber sur la Raison d'Etat les excès révolutionnaires et d'affirmer qu'avec le syndicalisme, la cause étant disparue, les effets ne pourront survivre. Nous n'avons pas eu, cependant, l'occasion de constater beaucoup, jusqu'à présent, que « la notion de classe tende à épurer la notion de violence ». Quand on attaque l'armée envoyée dans les grèves, c'est peut-être la patrie qu'on vise, mais c'est le soldat qu'on atteint. On se souvient du lieutenant Lautour, frappé à mort d'un coup de pierre alors qu'il avait

(1). Sorel, op. cit., p. 84.

(2). Sorel, op. cit., p. 144.

« Le sentiment de la lutte des classes n'a rien de commun avec la haine même créatrice. Les belligérants doivent apprendre à se respecter mutuellement, à ne pas se croire tout permis les uns vis-à-vis des autres. Mais il faut, pour cela, que, d'un côté ou d'un autre, on ne dénie pas tout droit à l'adversaire. Il n'est pas du tout nécessaire à la lutte des classes que les ouvriers considèrent les patrons comme de simples voleurs ou détrousseurs de grands chemins, ni que les patrons ne voient dans les ouvriers que des vandales ».

(Berth. « Révolution sociale ou évolution juridique », Mouvement socialiste. 15 novembre 1904.)

(3). Sorel, op. cit., p. 57.

le sabre au fourreau... D'autre part, certaines grèves, comme celles d'Armentières, ont vu des scènes de pillage qui étaient un exact retour à la barbarie. Rien ne nous assure qu'au jour des conflits définitifs, les éléments les plus exaltés ne prendront pas la direction d'un mouvement qui se changera vite en émeute sanglante. Hypothèse pour hypothèse, celle-là est aussi vraisemblable que celle de M. Sorel. La Raison d'Etat aura disparu, soit ! Ce sera pour les violents une excuse de moins ; rien ne nous garantit, d'ailleurs, qu'il n'y aura pas quelques victimes de plus...

Mais est-il du moins certain que la grève générale et cette violence prolétarienne épurée fournissent au monde le « moteur premier » qui doit assurer la « morale des producteurs » ?

XV

M. Sorel pose lucidement la question quand il cherche les sources de la « morale du bon travail ». Comment la résout-il ?

L'analyse de cette morale fait découvrir à M. Sorel qu'il faut à l'ouvrier « dans un atelier de haut progrès » un « individualisme passionné ». Le producteur « trouve médiocres tous les modèles qu'on lui présente et veut dépasser tout ce qui a été fait avant lui. La production se trouve ainsi assurée de toujours s'améliorer en qualité et en quantité » (1)

En outre, « l'industrie moderne est caractérisée par un souci toujours plus grand de l'exactitude ; au fur et à mesure que l'outillage devient plus scientifique, on exige que le produit ne présente point de défauts cachés

(1). Sorel, op. cit., p. 244.

et-que sa qualité réponde parfaitement, durant l'usage, aux apparences. » (1)

Enfin, le progrès économique exige de chacun « un effort vers le mieux qui se manifeste, en dépit de l'absence de toute récompense personnelle, immédiate et proportionnelle » car « il dépasse infiniment nos personnes et profite beaucoup plus aux générations futures qu'à ceux qui le créent. » (2)

Il faut donc au producteur moderne un « individualisme passionné », une grande probité de labeur, un désintéressement assez fort pour qu'il se résolve à des travaux dont le profit ira surtout aux générations futures. « Nos arrière-neveux nous devront cet ombrage!... »

Où trouver la source de ces vertus?

« On arrive, écrit M. Sorel, à un résultat satisfaisant en partant des très curieuses analogies qui existent entre les qualités les plus remarquables des soldats qui firent les guerres de la Liberté, celles qu'engendre la propagande faite en faveur de la grève générale et celles que l'on doit réclamer d'un travailleur libre dans une société hautement progressive. Je crois, ajoute-t-il, que ces analogies constituent une preuve nouvelle (et peut-être décisive) en faveur du syndicalisme révolutionnaire. »(3)

(1) Sorel, p. 245.

(2) Sorel, p. 250.

(3) Sorel, op. cit., p. 239.

Les analogies de M. Sorel sont évidemment inspirées de Proudhon, pour qui le travail remplace la guerre, et l'ouvrier le soldat.

Proudhon parle dans son « Idée générale de la Révolution » (p. 257), de « la force collective, principe des *compagnies ouvrières remplaçant les armées* ». « Ce que nous mettons à la place des armées permanentes, ajoute-t-il, ce sont les compagnies ouvrières..., véritables armées de la Révolution, où, le travailleur, comme le soldat dans le bataillon, manœuvre avec la précision de ses machines; où des milliers de volontés intelligentes et fières, se fondant en une volonté supérieure

a) Les guerres de la Liberté furent « des accumulations d'exploits héroïques, accomplis par des individus qui puisaient dans leur propre enthousiasme les motifs de leur conduite. » (p. 240)

La grève générale tout comme les guerres de la liberté est « la manifestation la plus éclatante de *la force individualiste dans des masses soulevées* ». (p. 243). C'est ainsi, nous dit-on, que se la représentent les groupes ouvriers qu'elle passionne. Ils l'envisagent comme « un immense soulèvement qu'on peut qualifier d'individualiste, chacun, avec le plus d'ardeur possible, opérant pour son propre compte, ne se préoccupant guère de subordonner sa conduite à un grand plan d'ensemble savamment combiné. » (p. 242).

b) « Le soldat des guerres de la liberté attachait une importance superstitieuse à l'accomplissement des moindres consignes. » (p. 246).

« Il n'est pas difficile de voir que le même esprit se

comme les bras qu'elles animent, engendrent par leur concert, une force collective plus grande que leur multitude même ».

Proudhon a, d'ailleurs, écrit sur la guerre, des pages qu'aurait pu signer Joseph de Maistre. Elle est pour lui « le phénomène le plus profond, le plus sublime de la vie morale... C'est la guerre qui, dans les harmonies de la nature et de l'humanité, donne la note la plus puissante; elle agit sur l'âme, comme l'éclat du tonnerre, comme la voix de l'ouragan. Mélange de génie et d'audace, de poésie et de passion, de suprême justice et de tragique héroïsme... Sa majesté nous étonne et plus la réflexion la contemple, plus le cœur s'éprend pour elle d'enthousiasme. La guerre, dans laquelle une fausse philosophie, une philanthropie plus fausse encore, ne nous montraient qu'un épouvantable fléau, l'explosion de notre méchanceté innée et la manifestation des colères célestes, la guerre est l'expression la plus incorruptible de notre conscience, l'acte, qui en définitive, nous honore le plus, devant la création et devant l'Eternel ».

(Cité par Berth. « Les nouveaux aspects du socialisme », p. 58).

retrouve durant les grèves; les ouvriers vaincus sont persuadés que leur insuccès tient à la trahison de quelques camarades qui n'ont pas fait tout ce qu'on avait le droit d'attendre d'eux... Beaucoup de violences doivent ainsi se rattacher au sentiment que tous ont acquis de la probité qu'il faut apporter dans l'accomplissement des tâches. » (p. 247).

c) Enfin, le soldat de Napoléon et celui des guerres de la liberté « savait bien qu'il serait toujours un pauvre homme ; mais il sentait que l'épopée à laquelle il travaillait serait éternelle, qu'il vivrait dans la gloire de la France. » (p. 250, d'après Renan).

Or, « il n'y a qu'une seule force qui puisse aujourd'hui produire cet enthousiasme sans le concours duquel il n'y a pas de morale possible, c'est la force qui résulte de la propagande faite en faveur de la grève générale », dont M. Sorel nous dit qu'elle produit « un état d'esprit tout épique. » (p. 252).

Et M. Sorel conclut de ces trois analogies : « L'idée de la grève générale rajeunie constamment par les sentiments que provoque la violence prolétarienne... tend toutes les puissances de l'âme vers des conditions qui permettent de réaliser un atelier fonctionnant librement et prodigieusement progressif ; nous avons ainsi reconnu qu'il existe de très grandes parentés entre les sentiments de grève générale et ceux qui sont nécessaires pour provoquer un progrès continu dans la production. Nous *avons donc le droit* de soutenir que le monde possède le moteur premier qui peut assurer la morale des producteurs. » (p. 252).

XVI

Il est permis de douter que la conclusion de M. Sorel s'impose comme un « droit ». Ses analogies sont curieuses, mais si elles piquent l'intérêt, elles ne forcent pas la conviction.

Lui-même a remarqué que la révolution sociale ne peut se produire que le jour où les classes intermédiaires seront convaincues qu'elle apporte au monde une prospérité que le passé n'a pas connue. Puisque cette prospérité dépend de la « morale des producteurs », celle-ci doit être telle que la force en éclate à tous les yeux. Elle doit conquérir la confiance. Les analogies de M. Sorel suffisent-elles à la lui assurer?

Il est remarquable que l'une au moins de ces analogies est contredite par certains faits. L'idée de la grève générale devrait faire des ouvriers qu'elle anime des producteurs supérieurs. Or, au dire des syndicalistes, la corporation du bâtiment est une de celles où leur propagande a porté le plus de fruits. Et c'est précisément celle où le « rendement » a, depuis 1906, diminué d'environ 20 à 25 %, alors pourtant que l'action syndicaliste avait fait relever les salaires d'une façon fort appréciable. « Avant le mouvement de mai (1906), sur les chantiers, les ouvriers se modelaient sur « le plus bûcheur ». Celui-là était l'entraîneur qui poussait à « en abattre ». Aujourd'hui, c'est le contraire : on se modèle sur celui qui travaille le plus lentement, c'est lui qui est l'entraîneur, si l'on peut s'exprimer ainsi. La conséquence est que, pour les entrepreneurs, il y a diminution de rendement d'environ 20 à 25 %. Outre cela, il y a désormais chez les ouvriers du bâtiment un élan syndical superbe. » (1)

(1). Pouget. La C. G. T., p. 61.

On voit que « l'élan » syndicaliste correspond ici à un moindre élan dans la production. Cette « course de lenteur », chronométrée par M. Pouget, ne peut rendre les chantiers « prodigieusement progressifs » et « l'individualisme passionné » des syndicalistes sait donc se modérer paresseusement jusqu'à prendre pour « entraîneur » le moins progressif des producteurs...

Peut-on, d'ailleurs, se contenter de quelques analogies quand on est à la recherche d'un « moteur premier » ? Et ces analogies ne sont-elles pas bien artificielles ou bien superficielles ? De ce qu'un élan magnifique a pu galvaniser, quelques années durant, les Volontaires de la République et donner à leurs combats une « tonalité toute homérique », peut-on conclure qu'un élan semblable animera le prolétariat durant les longues années nécessaires pour préparer la Révolution et dans la monotonie de son labeur quotidien ? Cet élan dût-il exister, ses effets seront-ils analogues à ceux que M. Sorel nous a montrés ? A force de parler de « lutte des classes », de « guerre sociale », on finit tout naturellement par prendre des points de comparaison dans l'ordre des choses militaires, et l'on en vient à considérer le « champ de bataille industriel » et les « troupes du syndicalisme » exactement comme s'il s'agissait des champs de bataille de la Révolution et des gueux en sabots d'autrefois... On croit qu'une même cause posée produira des effets analogues. Mais on oublie qu'il faudrait aux syndicalistes, pour remplir la tâche « immense et sublime » qui leur est dévolue, encore bien plus d'enthousiasme et d'énergie qu'il n'en fallut aux soldats de la Liberté... La griserie des combats et la furie française peuvent faire pour quelques heures ou quelques années des héros qui vivent et meurent dans leur beau rêve. Mais quand

c'est tous les jours, pendant toute la vie, qu'il faut être un « surhomme », on peut y réussir peut-être, mais combien y réussiront s'ils n'ont pour « moteur premier »... que les idées confuses évoquées par la grève générale.

Il ne suffit pas d'ailleurs de conquérir ; il faut encore administrer le territoire conquis. En admettant que l'idée de la grève générale produise l'héroïsme nécessaire pour intensifier la production et accélérer le progrès économique pendant la période préparatoire à la « catastrophe », les sentiments qu'elle entraîne subsisteront-ils au lendemain ? Penser et agir contre quelque chose est relativement facile. Les « oppositions », quand elles sont belliqueuses, ne le sont pas à demi. L'action peut être d'autant plus intense, énergique et, en un certain sens, positive qu'elle est subordonnée à une fin négative. On travaillera d'autant mieux qu'on aura l'espoir de jeter bas le capitalisme, mais après ?

Quand on songe à la discipline admirable qui serait nécessaire aux syndicalistes pour ne pas compromettre, au lendemain de la grève générale (et en admettant que celle-ci déjà ne l'ait pas compromis), le progrès du monde ; quand on songe à l'individualisme passionné et cependant discipliné que l'on attend d'eux, comment faire confiance à de subtiles analogies ? La « morale des producteurs », ainsi présentée, n'est que « l'ombre d'une ombre. De quoi vivra-t-on après nous ? » (1)

Le socialisme renferme un « inconnu énorme » ce sera une « transformation irréformable ». Il nous faut autre chose qu'une lanterne éteinte pour nous jeter dans cette nuit...

Les syndicalistes ont raillé les « utopies » des socia-

(1). Renan.

listes anciens, leurs descriptions plaisantes des cités à venir. Ils croient avoir chassé l'utopie du socialisme. Ne l'ont-ils pas transposée tout simplement des choses aux hommes? Ils ne décrivent pas des cités de rêve. Mais ne font-ils pas reposer tout le poids des cités qu'ils ne décrivent plus sur l'existence problématique de héros, dont déjà ils nous disent l'âme? Quand ils nous parlaient de « mythes », ils ne pensaient pas si bien dire. Ne sommes-nous pas en pleine mythologie avec les surhommes du syndicalisme,

« Ces Achille d'une Iliade
Qu'Homère n'inventerait pas! » (1)

.... L'avenir est imprévisible, dira-t-on, et seules peuvent nous guider des analogies et des approximations. La science, d'ailleurs, agit-elle autrement? Ne sont-ce point des analogies qui guident le savant vers les approximations successives qui lui font entrevoir la vérité? Sans doute, mais si le savant se trompe, son erreur ne compromet pas les conquêtes du passé et le monde n'en sera pas ébranlé. Les approximations syndicalistes, au contraire, peuvent, si elles ne sont pas exactes (et comment espérer qu'elles le soient?) compromettre, avec ces conquêtes, tout l'avenir...

Il ne suffit donc pas d'insister sur la nécessité de la « morale des producteurs »; il faudrait nous trouver des sources pour l'alimenter et des hommes pour la vivre.

(1). Théophile Gauthier.

CHAPITRE III

LES COURANTS SYNDICAUX

Le syndicalisme n'est, d'après ses théoriciens, qu'une philosophie de l'action exercée par les militants révolutionnaires et notamment par ceux qui dirigent la « Confédération générale du Travail. » « On aurait pu penser il y a quelques années, a écrit M. Sorel, que les temps du marxisme étaient passés, et qu'il devait prendre rang comme beaucoup d'autres doctrines philosophiques dans la nécropole des dieux morts ; seul un accident historique pouvait lui rendre la vie ; il fallait pour cela que le prolétariat s'organisât avec des intentions nettement révolutionnaires, c'est-à-dire en se tenant complètement en dehors de la bourgeoisie

Diverses circonstances conduisirent quelques hommes qui avaient vu de près les manières de procéder des politiciens à tenter un effort dans ce sens. » (1)

Cet « accident historique » s'est produit surtout grâce à Fernand Pelloutier. Ce militant avait, au dire de M. Sorel, « un sens très net de la nécessité qui s'impose de fonder le socialisme sur une absolue séparation des

(1). Sorel. La décomposition du Marxisme, p. 56.

« Il est extrêmement remarquable, ajoute Sorel, qu'ils ne connaissent le marxisme que d'une manière fort superficielle ; ...les formules dans lesquelles on résumait le marxisme en France, leur semblaient inutiles, fausses ou susceptibles d'embrouiller les idées. »

classes et sur l'abandon de toute espérance d'une rénovation politique. » (1). Il croyait à la « nécessité de prouver expérimentalement à la foule ouvrière, au sein de ses propres institutions, qu'un gouvernement de soi par soi-même est possible, et aussi de l'armer, en l'instruisant de la nécessité de la Révolution, contre les suggestions énervantes du capitalisme. » (2)

Pelloutier mit à réaliser ses idées une tenacité courageuse et un zèle désintéressé. Il mourut jeune, enlevé « par une maladie atroce, dans des conditions voisines de la misère. » (3)

Mais son œuvre lui a survécu, C'est, pour une grande part, de son initiative qu'était sortie, en 1892, la Fédération des Bourses du Travail et c'est l'ancien personnel de cette Fédération qui domine aujourd'hui dans toute la C. G. T. (4)

La Fédération des Bourses du Travail fut créée au premier Congrès des Bourses, à Saint-Etienne. Elle se présentait comme le contre-pied de « la Fédération nationale des syndicats ouvriers » fondée à Lyon en 1886 et qui recevait des Guesdistes une orientation surtout politique. Celle-ci n'eut d'ailleurs qu'une existence éphémère ; elle avait le tort de grouper directement les Fédérations d'industries ou de métiers, et il n'existait aucun lien *local* entre les syndicats qui la composaient. Ce ne fut pas la moindre cause de sa faiblesse.

En 1895, au Congrès de Limoges, une union nouvelle se constitue entre les Fédérations nationales d'industries

(1) Sorel, op. cit., p. 58.

(2) Pelloutier. « Le Congrès général du Parti socialiste français », p. VII.

(3) Sorel, op. cit., p. 57.

(4) Martin Saint-Léon. « Semaine sociale d'Amiens », op. cit., p. 184.

ou de métiers, et prend le nom de « Confédération générale du Travail ». Elle épuisa jusqu'en 1902 son existence languissante en conflits avec la Fédération des Boursès, toute animée, celle-ci, d'une activité dévorante sous la direction de Pelloutier. Le rapport du Comité fédéral, en 1902, avouait l'extrême faiblesse de l'ancienne C. G. T. « Depuis sa création, déclarait-il, la C. G. T. n'a pas encore donné, il faut l'avouer franchement, ce qu'on attendait d'elle. Elle n'a progressé qu'avec une extrême lenteur et a vécu péniblement d'un budget de quelques centaines de francs. Sa propagande a été presque nulle, ses résultats insignifiants ; son action, qui devait être si redoutable, s'est bornée à une agitation toute de surface ». (1)

Le dualisme qui existait entre la Fédération des Boursès et la C. G. T. devait bientôt cesser. En 1902, l'union fut votée, à Alger, au congrès des Bourses du Travail, et à Montpellier, au congrès corporatif. Chacune des Fédérations devint une section distincte d'une association unique. La Confédération générale du Travail, sous sa forme actuelle était, dès lors, constituée.

II

La C. G. T. déclarait compter, en juillet 1906, au moment du Congrès d'Amiens, 2.435 syndicats avec 203.273 membres. En septembre 1908, avant le Congrès de Marseille, elle en accusait 2.586 avec 294.398 membres.

Dans la section des Bourses, 135 unions locales étaient groupées en 1906, et représentaient 1.609 syndicats. En 1908 le nombre des unions locales rattachées à la C. G. T. était de 157 avec 2.028 syndicats.

(1). Cité par Martin Saint-Léon. *Semaine sociale d'Amiens*, op. cit., p. 183.

Du 1^{er} juin 1906 au 31 mai 1908, les recettes de la section des Bourses se sont élevées à 16.399 fr. 70 ; les dépenses à 16.081 fr. 10. (1)

Du 1^{er} juin 1904 au 31 mai 1906 les recettes avaient été de 15.566 fr. 85 et les dépenses de 13.845 fr. 60.

Les recettes proviennent d'une cotisation mensuelle de 0 fr. 35 centimes par syndicat, versée par les Bourses du Travail.

La section des Fédérations a des ressources sensiblement supérieures. Du 1^{er} juin 1904 au 31 mai 1906, elles s'élevaient à 20.586 fr. 85 et les dépenses atteignaient 19.324 fr. 05.

Du 1^{er} juin 1906 au 31 mai 1908, les recettes sont montées à 24.719 fr. 15 ; les dépenses furent de 23.534 fr. 85. (2)

Ce sont les Fédérations adhérentes qui alimentent ce budget, au moins dans sa plus grande partie, par une cotisation mensuelle de 0 fr. 40 centimes par 100 membres. Les syndicats isolés paient 0 fr. 05 centimes par membre et par mois.

Les Fédérations (64 en 1906) sont naturellement d'importance très diverses.

Voici les plus nombreuses : (3)

Les chemins de fer avec 45.590 membres (24.275 en 1906)

Le bâtiment	—	40.000	—
-------------	---	--------	---

Les mineurs	—	30.000	—
-------------	---	--------	---

Le textile	—	20.000	— (13.000 en 1906)
------------	---	--------	--------------------

La métallurgie	—	14.000	—
----------------	---	--------	---

Le livre	—	11.000	—
----------	---	--------	---

(1). Revue syndicaliste. 15 octobre 1908.

(2). Revue syndicaliste. 15 octobre 1908.

(3). Ces chiffres ne peuvent être considérés que comme approximatifs.

La marine,	avec	9.000	membres
Les tabacs	—	9.000	—
Les cuirs et peaux	—	8.000	—
Les bûcherons	—	5.600	—
Les verriers	—	5.500	—
L'éclairage	—	5.200	—
Le personnel civil			
de la guerre	—	5.000	—
Les mécaniciens	—	5.000	—
Les transports et			
manutentions	—	5.000	—

A côté de ces Fédérations importantes, il en est qui groupent, comme celle des blanchisseurs, une centaine de membres....

Depuis le Congrès d'Amiens, la C. G. T., sans éliminer les Fédérations de métiers déjà adhérentes, a décidé de ne plus admettre que les Fédérations d'industrie.

III

La C. G. T. tire un grand avantage de la dualité de ses sections. Les unions locales risquent de restreindre l'horizon de leurs membres aux questions qui intéressent surtout leurs régions. Les Fédérations d'industrie, si elles étaient seules, pourraient le borner aux points de vue de la profession qui « cachent le point de vue de classe comme l'arbre cache la forêt. » (1). Les deux sections se complètent donc utilement et permettent de « porter au maximum d'acuité la solidarité prolétarienne. » (2)

C'est pourquoi chaque syndicat doit faire partie à la fois de la Fédération de son industrie et de la Bourse de

(1). Lagardelle. Parti socialiste et C. G. T., p. 10.

(2). Pouget. La C. G. T., p. 88.

sa ville. Cependant, il existe à la Confédération plusieurs centaines de « syndicats boiteux », soit parce que leur Fédération n'est pas affiliée à la C. G. T., soit parce qu'il n'en existe pas dans leur industrie.

Chaque section a son comité autonome formé à raison d'un délégué par organisation adhérente. Le Comité confédéral est formé par la réunion des délégués des deux sections. « De lui relèvent les propagandes d'ordre absolument général.... Ainsi lorsqu'il fut question de mener la campagne d'agitation contre les bureaux de placement, et aussi pour la journée de huit heures, des commission spéciales nommées par lui eurent charge de faire le nécessaire. » (1)

Le Comité n'a pas de ressources propres. Ses dépenses incombent aux « sections » par moitié.

Au-dessus du Comité confédéral, il n'y a plus que le Congrès réuni tous les deux ans. « Au Congrès, les Fédérations et les Bourses s'effacent devant les unités qui les constituent. » Ce sont les syndicats qui mandatent directement les délégués.

L'effectif des organisations importe peu. Un syndicat de 10 membres a la même représentation qu'un syndicat de 2000.

La C. G. T. possède enfin un organe hebdomadaire « La Voix du Peuple ». Tous les syndicats adhérents doivent y être abonnés. Cette condition ne semble, d'ailleurs, pas scrupuleusement respectée puisqu'en 1908 le nombre des abonnements ne s'élevait plus qu'à 2.300 (contre 2.350 en 1906). L'augmentation de la vente à Paris a bien compensé cette diminution, mais le tirage hebdomadaire qui

(1). Pouget. La C. G. T., p. 29.

était de 6.300 en 1906, ne dépasse pas aujourd'hui 6.340. (1)

IV

L'existence et les tendances de la C. G. T. justifient-elles les théories et les espoirs des syndicalistes?

A n'en juger que par les chiffres, cette organisation se révèle comme une force, mais non pas comme une puissance. Elle groupe environ 300.000 travailleurs, mais le nombre total des syndiqués français atteint environ 1.000.000 et les ouvriers et employés de l'industrie et du commerce sont au moins 6.500.000. (2)

Cette force, du moins, est-elle unifiée?

Pour le public et pour les théoriciens du syndicalisme, la C. G. T. est « la Révolution qui vient... » assez lentement à vrai dire. Et l'on s'imagine volontiers qu'elle constitue définitivement cette « Fédération antisociale de tous les travailleurs » dont Waldeck-Rousseau, dans la discussion de la loi de 1884, refusait d'admettre jusqu'à la possibilité.

Qu'elle soit telle dans l'esprit de ses dirigeants, c'est indéniable. Restreintes à ceux-ci, les interprétations des syndicalistes sont généralement exactes. La C. G. T. dessine pour eux la structure de la société économique qu'ils attendent, en même temps qu'elle fournit les cadres de la grande armée qui mènera la lutte des classes jusqu'à son extrême limite. Mais il serait inexact de croire que la mentalité des dirigeants reflète celle de tous les con-

(1). Revue syndicaliste. 15 octobre 1908. — Il paraît que la « Voix du Peuple » n'est pas reçue dans la moitié des syndicats. Le Trésorier constate avec mélancolie que sur 2.361 syndicats, 947 seulement ont pris des abonnements. (Le Correspondant, 25 septembre 1908, Henri de Larègle).

(2). Barthou, op. cit., p. 93.

fédérés. La C. G. T., qui ne comprend qu'une minorité des syndicats français, est dirigée elle-même par la minorité de cette minorité.

Cette anomalie s'explique par le mode de représentation adopté dans la Confédération et qui, dans l'état actuel des choses, assure presque automatiquement la prépondérance à la portion tout ensemble la plus violente et la moins nombreuse des confédérés !...

Les tendances des confédérés sont fort diverses. La C. G. T. se présente à eux comme le « groupement des salariés pour la défense de leurs intérêts moraux, matériels, économiques et professionnels » (1). Elle « groupe,

(1). On a parfois réclamé la dissolution de la C. G. T., et la question de sa légalité a été souvent posée. L'art. 5 de la loi de 1884, adopté par le Sénat après plusieurs interventions pressantes de Waldeck-Rousseau, porte que « les syndicats professionnels régulièrement constitués pourront librement se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. »

On ne pourrait donc, étant donné cet art. 5, reprocher aux statuts de la C. G. T., rien autre que l'introduction des mots « intérêts moraux », à côté de ceux qui visent les intérêts professionnels des syndiqués. On ne voit pas que ce puisse être une querelle bien noble ni bien utile.

Il apparaît, par contre, à l'évidence, que l'action de la C. G. T. est, très souvent, extraprofessionnelle et sort absolument des limites tracées par la loi de 1884.

« Je ne fais aucune difficulté, — disait à la Chambre, le 23 octobre 1908, M. Viviani, ministre du travail, — de reconnaître que, l'article 3 en mains, son sort (à la C. G. T.), est bien mauvais. Quand elle fait de l'antimilitarisme, il est hors de doute qu'elle sort du cadre professionnel. » (Journal Officiel, p. 1884).

Les auteurs de la loi de 1884 n'entendaient certainement pas tolérer une propagande de ce genre dans les associations syndicales. Waldeck-Rousseau l'avait déclaré fort nettement : « Les art. 291 et suivants ne sont pas abrogés pour les associations qui ne seraient pas des syndicats professionnels, qui, en d'autres termes, ne se renfermeraient pas dans le cadre très précis qui leur est tracé par le projet en discussion. » (Cf. Villey, article cité p. 731).

L'abrogation des art. 291 et suivants laisse-t-elle, du moins,

en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. » (1)

C'est une plate-forme assez large pour que beaucoup viennent s'y ranger. La notion des solidarités nécessaires a fait assez de progrès dans les milieux ouvriers pour qu'ils soient séduits par cette idée d'une association immense groupant tous les salariés pour la défense de leurs intérêts communs. On exige bien qu'ils tendent à la disparition du salariat et du patronat, mais le salariat n'a jamais eu les promesses de la vie éternelle et il est fort loisible de souhaiter et de rechercher une organisation économique basée sur des rapports de coopération fraternelle entre les producteurs.

La C. G. T. devient donc, pour beaucoup de syndiqués, comme *une patrie ouvrière*. C'est, pour eux, un point d'honneur d'y rentrer. Ils ne veulent pas être des émigrés à l'intérieur du prolétariat.

Aussi toutes les Fédérations puissantes sont-elles affiliées à la C. G. T., et tout récemment les mineurs, sans se rebuter d'un stage assez long, ont fini par obtenir d'y être admis.

Mais on conçoit qu'un semblable recrutement comporte, chez les confédérés, des tendances assez disparates.

Dans les solidarités territoriales que sont les patries, les opinions des citoyens peuvent être fort diverses et

le champ libre à la C. G. T., et peut-elle se réclamer de la loi de 1901 ? Non, car elle mène systématiquement une propagande antipatriotique qui constitue bien « l'objet illicite », prévu par son art. 3. Aussi, consulté sur le point de savoir si la loi de 1901 couvrait la C. G. T., M. le Procureur général près la Cour de Paris, a-t-il répondu par la négative. (Cf. Villey, article cité p. 730).

(1). Statuts de la C. G. T.

parfois contradictoires. L'unité morale, quand elle existe, se réduit à une sorte de « programme minimum » accepté d'un accord tacite.

De même, dans cette solidarité professionnelle organisée qu'est la Confédération, les opinions les plus variées coexistent. L'unité ne s'impose que sur quelques points, d'ailleurs envisagés par chacun avec son tempérament particulier.

V

Quelles sont donc les tendances qui vont dominer ? Quelles sont celles qui seront traduites par les décisions des Comités et des Congrès de la C. G. T. ?

Il semble d'une justice élémentaire que ce doive être les tendances du plus grand nombre. Dans toute société, dans toute association, c'est la majorité qui détermine légitimement la direction à suivre. Les minorités ne peuvent que se soumettre ou se démettre.

Il serait, par suite, logique que, dans ses comités et ses congrès, la C. G. T. assure à ses unités constitutives une représentation proportionnelle à leur importance. Les Conseils et les Congrès de la C. G. T. nous donneraient ainsi, pour reprendre l'expression de Mirabeau sur les Assemblées parlementaires, comme « les cartes géographiques » du mouvement syndicaliste en France. Et l'on pourrait reconnaître, dans leurs décisions, les tendances de la majorité des Confédérés.

Le système adopté pour la représentation des organisations adhérentes est bien différent. Chacune d'elles, quelle que soit son importance, a droit à une voix. La petite centaine de syndiqués que comprend le syndicat des blanchisseurs possède, à la section des Fédérations,

une voix, exactement comme le syndicat national des chemins de fer qui compte 45.560 membres! (1)

On voit que le système des « bourgs pourris » se retrouve étrangement à la C. G. T. Son application y est d'autant plus injuste que les organisations les plus puissantes sont précisément celles qui partagent le moins la mentalité de ses dirigeants. C'est, d'ailleurs, une remarque souvent faite que l'esprit de violence, dans une organisation, est inversement proportionnel au nombre de ses membres. Ses responsabilités grandissent avec sa puissance et l'éloignent des outrances faciles auxquelles se portent volontiers les groupements jeunes et peu nombreux. Les théoriciens du syndicalisme diront, sans doute, que cette modération provient du conservatisme inconscient des masses et que les petits groupes représentent bien mieux la force vivante du prolétariat. (2) Mais il serait aisé de répondre que l'ensemble du prolétariat peut savoir aussi bien sinon mieux qu'une minorité, ce qu'il désire

(1). Voici d'ailleurs, ce qu'écrivait, après le Congrès de Marseille, M. Renard, Secrétaire général de la Fédération du Textile.

« Tandis que les syndicats textiles et métallurgistes du Nord n'ont droit qu'à une dizaine de voix pour plus de 15.000 syndiqués, on peut voir des syndicats disposer du même nombre de voix, alors que leur effectif n'atteint pas 300 membres. Comment veut-on que les décisions de ces congrès puissent être suivies et respectées ? C'est chose impossible.

» Un exemple : le syndicat textile de Roubaix, qui comprend 8.000 membres cotisants, ne disposait que d'une voix, alors que quatre syndicats, que pour la circonstance nous nous permettrons de désigner, possédaient chacun une voix, soit 4 voix pour un effectif global de 160 syndiqués : le syndicat des Pareurs de Saint-Quentin n'a que 30 membres syndiqués ; celui d'Angers que 30 membres ; l'industrie florale de Paris, 50 membres ; les tisseurs en tous genres, de la Seine, 50 membres. »

(L'ouvrier textile. 1^{er} novembre 1908).

(2) Sur la théorie des « minorités conscientes », Cf. *supra*.
« Le syndicalisme révolutionnaire ».

et ce qui lui convient. Puis, s'il est entendu que l'on cherche seulement à s'appuyer sur les minorités, il faudrait avoir la loyauté de le dire et ne plus prétendre que la C. G. T. représente la classe ouvrière, puisque, aussi bien, par son mode de votation, elle s'interdit de la représenter...

A chaque congrès de la Confédération, quelques syndiqués demandent la Représentation proportionnelle. Mais les délégués qui se prononcent sur cette proposition ont précisément été élus grâce au mode de votation qu'elle combat. C'est donc chaque fois une minorité qui décide, à la majorité des délégués présents, que le pouvoir restera à la minorité. (1)

(1) Un nombre croissant de syndiqués se plaint du mode de votation adopté par la C. G. T. Le « Réveil des mécaniciens », publiait récemment, en faveur de la R. P., un vigoureux article qui fut reproduit par l'organe de la Fédération du Textile (1^{er} octobre 1908) et l'« Union Syndicale », organe de l'Union des syndicats de Roubaix. En voici les passages les plus caractéristiques : « La composition même de nos congrès ne peut amener de résultats. Les ouvriers organisés dans les syndicats sont une petite minorité de la classe ouvrière et la minorité de cette minorité est encore représentée dans les congrès par la majorité des délégués. La théorie qui veut cet état de choses, est fort singulière. Elle consiste à prétendre que c'est le syndicat qui doit être représenté et non ses membres ; de sorte que 10 hommes, d'un côté, peuvent contrebalancer, 100, 1.000, 10.000 de l'autre. Dans certaines monarchies, le droit électoral donne 1, 2 ou plusieurs voix à certains électeurs, suivant leur richesse, l'ancienneté de leur famille ou leur degré d'instruction. Dans le mouvement syndical français, c'est beaucoup plus simple ; un homme dans les congrès peut en valoir 10 ou 100 si, avec quelques copains, il constitue un syndicat quelconque, et comme rien, absolument rien ne s'oppose à la constitution d'un syndicat nouveau, on voit qu'il est facile de se tailler une grosse situation dans un congrès national...

» Si, réellement, la théorie des minorités est la bonne, on ne voit pas pourquoi l'on s'arrêterait en si bon chemin. Si 10 peuvent valoir 100, on ne peut nier que 1 doit valoir 10 et, alors, celui qui agit isolément aura le droit à se prétendre à lui seul

Un Referendum serait la seule issue un peu digne à cette impasse. Il montrerait si vraiment l'ensemble des confédérés, « la classe ouvrière organisée » s'accommode de ce persistant paradoxe et accepte de se plier à la « loi des minorités ».

On ne saurait donc, à l'heure actuelle, attribuer légitimement à la C. G. T. une tendance bien définie. Les vœux de ses congrès, les décisions de ses comités manifestent simplement la mentalité de ses dirigeants. Et il est évident que ceux-ci s'imposent bien plus qu'ils ne sont acceptés. En réalité, deux courants contradictoires coexistent dans la Confédération. Il est facile de s'en rendre compte en examinant l'attitude des confédérés devant les problèmes essentiels du syndicalisme.

aussi fort que 100 ou 1.000. Si c'est là de l'absurde, il faut encore aller jusqu'au bout, et ne pas admettre autre chose que 1 vaut 1 et 100 vaut 100... »

Quel est actuellement le nombre des partisans de la R. P. dans les Congrès de la Fédération ? Un récent discours de M. Viviani donne, sur ce point, d'utiles indications : « Quant au scrutin proportionnel, vous savez bien les progrès accomplis par le Réformisme. Lorsque la première fois, au Congrès de Lyon, en 1901, la question de la proportionnalité s'est posée, comment se répartissaient les voix ? Elle fut repoussée par 438 voix contre 26. Il y avait donc 5 % pour la proportionnalité dans la Confédération. Au Congrès de Montpellier, en 1902, elle fut repoussée par 379 voix contre 74 ; il y avait donc 16 % pour la proportionnalité dans la Confédération. Au Congrès de Bourges, en 1904, elle fut repoussée par 808 voix contre 368. Au Congrès de Marseille, en 1908, il y eut seulement 741 contre 383. Si bien que, grâce à l'effort tenace des réformistes attachés à leur idée, c'est à 33 % à l'heure présente que se trouve la question du scrutin proportionnel au sein de la Confédération ».

Discours de M. Viviani, ministre du travail, à la Chambre, le 23 octobre 1908. — Officiel, p. 1883.

M. Viviani est victime lui-même de la méthode qu'il dénonce, quand il établit ces diverses proportions. Ce n'est pas au sein de la Confédération qu'elles existent, mais dans ses Congrès ; et, si l'on songe à la façon dont les syndicats y sont représentés, on peut supposer que la proportion des partisans de la R. P. est beaucoup plus forte au sein même de la C. G. T..

VI

Quelle est la fin du syndicalisme? Suivant l'école du « mouvement socialiste » et les dirigeants de la C. G. T., les syndicats ont pour rôle, dans le présent de préparer la grève générale, dans l'avenir, « d'assurer la production, la circulation, la répartition » des richesses, et d'être « la cellule constitutive » du « fédéralisme économique ». (1)

Le syndicalisme, pour eux, se suffit à lui-même et suffit à tout. Les essais de conquête du pouvoir public leur semblent un hommage inutile et dangereux à la puissance d'un Etat que leur tactique est de ruiner et que leur système abolit.

Leur tendance en rencontre deux autres qui lui sont opposées pour des causes d'ailleurs fort différentes. Les Guesdistes — nombreux dans la Fédération du Textile — ne sont nullement férus de cet exclusivisme syndical et leur chef a résumé un jour leurs griefs en une formule pittoresque : « Insurrectionnelle ou non, la commune est dominée par les canons de l'Etat, et tant que vous n'aurez que la commune, vous n'aurez rien. Les moyens de production ne feront que passer entre vos mains comme le porte-monnaie entre les mains du pick-pocket appréhendé au corps par un gendarme ». (2)

D'autre part, la C. G. T. compte beaucoup de réformistes qui ne partagent nullement les espérances grandioses de ses dirigeants sur le rôle futur du syndicalisme. M. Keufer n'était que leur interprète quand il disait, dans une conférence contradictoire qui le mit aux prises avec Griffuelhes : « L'avenir seul nous dira

(1). Pouget. La C. G. T., p. 26.

(2) Guesde et Lagardeille. Parti socialiste et C. G. T., p. 46.

si cette conception des libertaires, qui consiste à attribuer aux groupements ouvriers la colossale et si difficile fonction générale de la création et de la répartition des produits, de la richesse sociale, de l'éducation complète des individus.. si toutes ces opérations pourront être l'œuvre exclusive des organisations ouvrières, une fois la vieille société renversée. — Pour mon compte, je ne le crois pas.. » (1)

Ces réformistes d'ailleurs n'escomptent pas « le miracle de l'instauration par un mouvement violent et sous le bouillement de toutes les passions, d'une société de complète harmonie et d'infailible justice ». (2)

Sans doute, les dirigeants de la C. G. T. prétendent que ces craintes sont personnelles à Keufer, et ils ne lui ménagent pas leurs railleries. Mais les railleries ne sont pas des raisons et le mode même de votation qu'ils maintiennent et qui les maintient prouve assez qu'ils ne croient guère avoir la majorité avec eux.

La fréquentation des milieux syndicalistes donnerait bien plutôt à penser que Keufer est représentatif d'une mentalité fort répandue chez les confédérés. A juger les choses de l'extérieur, on croirait aisément que la ten-

(1) Keufer. Controverse avec Griffuelhes : « Les deux méthodes du syndicalisme ». Mouvement socialiste. 1905, p. 32.

(2) Dans cette même conférence, Keufer signalait vigoureusement ce qu'il peut y avoir de coupable à tenter certaines expériences sociologiques, dont le succès n'est rien moins qu'assuré : « Il n'est pas permis de tenter des expériences sociologiques au même titre que des expériences de vivisection, de transmission du sang, d'injection de serum ou que des expériences de physique et de chimie. Les expériences en sociologie, par des moyens violents, une transformation sociale par des procédés révolutionnaires, peuvent coûter la vie à des millions d'êtres humains, sans pouvoir affirmer que le succès viendra couronner cette révolution. Il serait plus sage de prévoir l'insuccès. »

(Keufer, op. cit., p. 21).

dance révolutionnaire est prédominante chez eux. Les violents s'affichent et s'affirment volontiers et leurs déclarations retentissantes, leurs attitudes à scandale frappent vivement l'opinion publique. Ceci est vrai pour tous les temps et de tous les partis comme de toutes les classes. Les tendances modérées, au contraire, s'affirment le plus souvent avec modération. Il faut les connaître pour les trouver. Cependant des circonstances peuvent venir qui les forcent à prendre violemment position et l'on aperçoit alors avec étonnement que toute la pièce ne se jouait pas sur l'avant-scène..

Quelques incidents récents ont permis de faire des constatations de ce genre et prouvé que la tendance violemment révolutionnaire était loin d'avoir pénétré toute la C. G. T.

VII

Si tous les confédérés partageaient sur la fin du syndicalisme les idées des chefs de la Confédération, ils seraient acquis à la grève générale, aux grèves partielles systématiques, aussi bien qu'à la propagande antipatriotique : qui veut la fin veut les moyens. Or, la puissante « Fédération du Livre » vient de demander nettement à ses membres s'ils admettaient la grève générale préconisée par la C. G. T. après les événements de Draveil. Au Referendum qu'elle organisa, 6.633 syndiqués se prononcèrent contre l'initiative de la Confédération et 1.196 seulement s'en déclarèrent partisans (1)

(1) Dans ce même referendum, le Comité central de la Fédération du Livre demandait aux syndiqués s'ils approuvaient sa conduite au lendemain de Draveil.

On sait que le Comité central s'était nettement désolidarisé de la section parisienne qui participait à la grève générale du

Et le Congrès de la « Fédération textile » déclarait, en 1908, au sujet de la grève générale, « qu'une pareille action pourrait avoir pour conséquence la disparition de l'embryon d'organisation (35.000 fédérés sur 900.000 ouvriers textiles) organisation réalisée avec tant de peine jusqu'à présent ». (1)

La grève générale ne peut être que le couronnement de grèves partielles systématiques. Les syndicalistes révo-

4 août, ordonnée par la C. G. T. Il avait précisé son attitude dans l'affiche que voici :

« Le Comité central de la Fédération du Livre considère de son devoir de faire part à tous les membres de la Fédération que, s'il a été partisan d'une suspension facultative du travail le jour des funérailles des victimes de Draveil, il est nettement opposé à une grève générale de vingt-quatre heures ou de quarante-huit heures et que, si le comité de la 21^{me} section, ainsi que ses adhérents, en vertu de leur autonomie, décident de faire grève générale, ils le feront sous leur seule responsabilité. »

Au referendum, 6.413 syndiqués approuvèrent la conduite du Comité central que blâmèrent seulement 1.096 de leurs camarades. — Certaines sections n'avaient pas attendu le referendum pour se prononcer. Les typographes lillois avaient, en effet, voté un ordre du jour dont voici les passages essentiels : « La section de Lille félicite chaleureusement le Comité central du Livre et son secrétaire général Keufer de l'attitude digne observée dans les tristes et malheureuses circonstances que nous venons de traverser, attitude absolument conforme aux intérêts généraux de la Fédération. »

« L'Echo Typographique » de Nancy publiait d'autre part, l'ordre du jour suivant voté par le Comité de la 17^{me} section : « Le Comité de la 17^{me} section des travailleurs du Livre exprime aux camarades victimes des tragiques incidents de Draveil l'assurance de leurs sentiments de profonde solidarité, et répudie énergiquement les théories violentes qui, par leur application, provoquent fatalement de sanglants conflits dont les ouvriers sont toujours victimes. »

(Eveil démocratique du 16 août 1908).

(1) Dans la seule métallurgie, 6000 syndiqués ont donné leur démission à la suite du 1^{er} mai 1906 (marqué par un essai de grève générale) déclarant qu'ils étaient entrés dans le Syndicat à d'autres fins.

Cf. Discours de M. Viviani, à la Chambre, le 23 octobre 1908. Officiel, p. 1883.

lutionnaires dénoncent donc — et c'est pour eux une question de logique — « les militants réformistes qui prêchent l'entente cordiale du capital et du travail » et sont toujours « prêts à citer l'exemple des Américains, des Anglais et des Allemands, ces endormeurs de la classe ouvrière. » (1)

Pour les réformistes, en effet, la grève n'est qu'un pis-aller; c'est l'« ultima ratio » comme la guerre et l'on épuiserait, avant d'y recourir, tous les moyens propres à maintenir l'entente entre les divers facteurs de la production. « La tactique employée par les Travailleurs du Livre, déclare Keufer, est d'intervenir d'abord par des démarches, par des délégations, par des voies conciliantes pour obtenir satisfaction, pour décider les patrons à accorder les réformes qui font l'objet du litige ». Aux théoriciens de l'action directe qui reprochent à cette méthode « d'émasculer l'énergie ouvrière et de manquer de force », Keufer répond : « Ce sont là des accusations gratuites, sans justification ; car toujours la corporation du Livre a défendu avec ses propres forces, avec des camarades sortis de ses rangs les intérêts des fédérés sans l'immixtion d'aucun parti ni d'aucun homme politique ». (2)

VIII

D'aussi fortes divergences se manifestent sur un point capital entre tous : celui de la propagande antipatriotique. Ici encore, elles ne sont que la traduction des tendances opposées qui partagent les confédérés touchant le but même et la fin du syndicalisme.

(1). Sieurin. Mouvement socialiste. 1^{er} mai 1905, p. 55-56.

(2). Keufer, op. cit., p. 35-34.

Si le syndicalisme doit tendre et aboutir à vider l'Etat de toute utilité et à le remplacer par un simple fédéralisme économique, il est logique que les confédérés s'attaquent à l'idée même de patrie. Ce ne sera pas, pour eux, une question extra-syndicale. Ce sera une condition indispensable de leur action. Au surplus, ils déclarent que « la patrie ne saurait exister là où il y a exploitation et asservissement, et que le seul moyen de maintenir la paix indispensable au développement normal et régulier de l'organisation ouvrière est de détacher le prolétariat de l'idée de patrie », (1). Les seules frontières qu'ils reconnaissent, ce sont les frontières économiques séparant les deux classes ennemies : la classe ouvrière et la classe capitaliste, et ils s'en tiennent à la formule de l'Internationale : « Les Travailleurs n'ont pas de patrie. » (2)

(1). Motion votée par l'Union des syndicats de la Seine avant le Congrès de Marseille.

(2) Cf. La motion des « Agricoles du Midi » au Congrès de Marseille.

La motion qui contenait ce paragraphe, a été votée par 681 voix contre 421 et 43 bulletins blancs. Il est vrai que certains confédérés n'ont voulu l'envisager qu'au point de vue de l'attitude du prolétariat en cas de guerre et ont déclaré qu'elle ne visait pas l'antipatriotisme. (Cf. « l'Humanité », du 11 octobre 1908. — Déclaration de Merrheim, un des signataires de la motion).

Le précédent congrès de la C. G. T. (Amiens 1906) avait, par 488 voix contre 318 et 140 abstentions, décidé d'approuver et de préconiser toute action antimilitariste et antipatrotique.

Combien de confédérés représentaient respectivement à Marseille, les délégués qui votèrent la motion antipatriotique et ceux qui l'ont repoussée ? « Si j'en crois le rapport du 1^{er} juin 1908, disait récemment M. Viviani, nous avons 322.000 syndiqués à la Confédération. Il y a eu au Congrès de Marseille, par le fait d'un scrutin vicié, une majorité supérieure à celle d'Amiens, sur cette motion dont je parlerai ; mais vous savez bien que la véritable majorité était contre la motion ; et, en effet, il y a eu 215.000 syndiqués qui l'ont repoussée, qui n'ont pas voulu laisser passer cette motion et qui, par leurs tendances, se placent

On entend dire couramment que cet antipatriotisme est, à l'égal de l'antiparlementarisme, une « déviation » du mouvement syndical (1). Ces deux attitudes sont une conséquence nécessaire des théories syndicalistes telles que les exposent les dirigeants de la C. G. T. Entre leur point de départ et leur point d'arrivée se dressent ces questions du patriotisme et du parlementarisme qui ne sont, d'ailleurs, que deux aspects différents du problème de l'Etat moderne. Toutes deux sont les faces d'un même obstacle qui obstrue la route et qu'il faut renverser. Que le point de départ soit injustifié, nous le croyons, mais c'est sur lui que doit porter toute la discussion. C'est la « majeure » qu'il faut nier si l'on recule devant la conclusion.

Et c'est bien parce que leurs idées sur le rôle et la fin

du côté des réformistes. Il y en a eu 7.800 qui se sont abstenus, et je les compte comme indécis ; enfin, 199.147, c'est-à-dire la vraie minorité, qui ont adopté cette motion et qui peuvent être classés parmi les révolutionnaires. » (Discours de M. Viviani. « Officiel ». Séance du 23 octobre 1908, p. 1883).

— Ces chiffres sont certainement inexacts, puisque leur addition donne 422.217 et que la C. G. T. déclarait 322.000 membres. Sans doute, y a-t-il dans l'officiel une faute d'impression, et faut-il réduire à 99.147 les voix antimilitaristes, ce qui ramène le chiffre total de voix à 322.217.

(1). On peut opposer aux théories antipatriotiques de certains syndicalistes français les déclarations « nationalistes » des socialistes allemands. Voici, par exemple, un passage fort net de Bernstein, dans un article tout récent : « Patriotismûs, militarismûs ûnd Social-Demokratie » (voir « Socialistische Monatshefte » de juin) : « Il ne faut pas entretenir l'étranger dans de funestes illusions, funestes à cette paix même qu'on voudrait assurer par la propagande antimilitariste et antipatriotique ; il ne faut pas lui laisser croire qu'il pourrait compter sur nous pour briser la patrie allemande ; il faut, au contraire, lui bien désiller les yeux et lui bien faire comprendre que, s'il attaquait l'Empire, il nous trouverait au premier rang pour le défendre : c'est le meilleur moyen de lui enlever toute velléité belliqueuse et d'assurer à la paix la plus sûre des garanties. »

du syndicalisme sont tout autres, que les réformistes refusent de s'associer aux campagnes antipatriotiques de la C. G. T. Ils veulent organiser le prolétariat pour améliorer sa condition morale et matérielle. La transformation sociale qu'ils souhaitent, c'est par des réformes progressives qu'ils espèrent y acheminer la société. Ils veulent, avant tout, que l'autorité soit, dans l'usine, mieux répartie, moins durement imposée et que les bénéfices soient plus équitablement partagés. Leur tendance doit aboutir logiquement à une transformation profonde qui, si elle est possible, substituera la coopération au salariat. Mais cette évolution peut se faire dans les cadres de l'Etat, en respectant la solidarité nationale, et elle peut aboutir sans les supprimer. L'idée de patrie, la notion de l'Etat ne sont plus des obstacles. Elles sont indifférentes au syndicalisme. Elles demeurent sur un autre plan.

On pourrait même soutenir que le syndicalisme ainsi entendu a besoin de la patrie. Les expériences sociales auraient moins de chance de réussir dans l'indicible chaos d'une humanité d'où les patries auraient disparu. Il est incontestable que les nationaux d'un même pays ont, dans l'ensemble, un tempérament qui les distingue des nationaux d'un pays voisin. Quand nous parlons du « Français », de « l'Allemand », de « l'Italien », etc., cela ne désigne pas seulement des hommes habitant à des latitudes diverses, mais encore et surtout des êtres qui sont à la fois très semblables et très différents ; très semblables, parce que l'humanité dans son tréfonds est partout la même ; très différents parce qu'elle affecte des modalités qui varient avec le climat, les conditions historiques, les conditions économiques, etc... Cela est si vrai que les nationaux d'un même pays, quand ils se

retrouvent à l'étranger, ont toujours une tendance à former de petites « colonies » qui sont un peu comme une réduction de la patrie absente. On peut prétendre qu'entre les travailleurs de divers pays il n'y a pas de frontières ; on ne saurait soutenir qu'entre eux il n'existe pas de différences.

Le cadre limité des patries peut donc convenir parfaitement aux réformes et aux expériences sociales qui sont toujours plus ou moins conditionnées par une certaine similitude de tempéraments entre ceux qui les réclament. Cela est sensible en ce qui concerne la diminution des heures de travail ou les questions relatives à l'autorité dans l'usine. Les heures de travail peuvent être d'autant plus facilement réduites que la productivité des ouvriers est plus grande, et cette productivité varie avec l'habitude, sans doute, mais aussi avec le tempérament. Je ne sais si l'on obtiendrait d'un tisserand italien ou belge, le rendement des ouvriers anglais. Les mêmes remarques s'imposent au sujet de l'autorité dans l'usine. Là, comme ailleurs, il faut un certain apprentissage de la liberté. « Les unions anglaises, écrit M. Sorel, sont devenues majeures en prouvant leur virilité. » Les ouvriers pourront secouer, dans l'atelier, une tutelle trop pesante quand ils auront fourni cette même preuve. Dans l'ordre économique comme dans l'ordre politique, le degré actuel de leur éducation varie avec les pays. Et pour toutes ces raisons, on ne voit pas ce que les syndicalistes réformistes pourraient gagner à la suppression des patries.

Les réformistes, en tant que syndiqués, se refusent donc nettement à combattre l'idée de patrie.

Ils déclarent, avec le conseil d'administration du

syndicat des « cheminots » (1) que « l'antipatriotisme, l'antimilitarisme, la désertion en temps de paix et le refus de porter les armes en temps de guerre, *ne sont pas des questions syndicales*. Chaque syndiqué peut individuellement avoir sur ces questions l'opinion qui lui convient, mais le syndicat doit s'abstenir de manifester une opinion sur cette matière qui est d'ordre politique. » (2)

(1). Circulaire adressée par le Conseil d'administration du syndicat des chemins de fer à tous les secrétaires de ses groupes, avant le congrès de Marseille.

Tous les groupes, sauf une dizaine, ont répondu au referendum ouvert par le Comité, sur cette question que le syndicat n'avait pas à s'occuper de l'antipatriotisme. (Eveil démocratique, du 15 novembre 1908).

(2) De même, à son dernier Congrès (1908), la Fédération du Textile adoptait, à l'unanimité, une résolution où elle déclare que « l'antimilitarisme, constituant une question extra-syndicale au même titre que l'antipatriotisme, l'antiparlementarisme, l'anticléricalisme, n'a rien à voir avec les questions d'ordre professionnel ou corporatif, pour lesquelles s'est réuni le Congrès ». (Compte-rendu du Congrès de Troyes, dans « l'Ouvrier Textile »).

Au Congrès de Marseille, le délégué des mineurs, Cordier, précisait d'une façon analogue, l'attitude de sa corporation : « Les mineurs veulent rester sur le terrain économique, ils considèrent que l'antimilitarisme et l'antipatriotisme ne relèvent que de la conscience individuelle. La question n'a jamais été posée dans nos organisations où elle n'a rien à faire. »

Il est remarquable que les Fédérations des chemins de fer, des mineurs, du Textile, sont parmi les plus puissantes de la C. G. T.

La Fédération du Livre adopte certainement leur manière de voir. Son président Keufer répondait à Yvetot, en 1904, lors du Congrès de Châlons : « Je suis de ceux qui pensent que la France a le devoir absolu, rigoureux, d'assurer son existence, si elle veut continuer à faire rayonner son action sociale. » (Cité par Martin Saint-Léon. Compte-rendu de la Semaine Sociale d'Amiens, p. 192).

M. L. Niel (celui-là même qui se fit, en 1901, au Congrès corporatif et la même année au Congrès des Bourses, l'avocat de l'Union des deux Fédérations dans la C. G. T.), exprimait donc l'avis d'un nombre considérable de syndiqués, quand il

L'attitude des réformistes sur la question du militarisme ne saurait causer aucune équivoque. On ne les voit pas, en effet, mener en tant que syndiqués des campagnes contre l'armée. Ils protestent simplement contre son emploi dans les grèves et il faut bien reconnaître que, ce faisant, ils sont dans la logique de leurs préoccupations syndicales. Ils estiment, à tort ou à raison, que cette intervention fausse les conditions de la lutte, qu'elle apparaît comme une aide morale à la résistance du patronat. De plus, des conflits sanglants se sont produits entre les grévistes et la troupe. Des ouvriers, sous l'uniforme, ont pu recevoir l'ordre de tirer sur des camarades au milieu desquels ils se seraient trouvés sans leur incorporation. Beaucoup de syndiqués considèrent donc que « l'armée ne devrait pas intervenir dans les grèves ; ce n'est pas son rôle. » C'est à ce point de vue seulement que, d'après eux, les syndicats peuvent se prononcer. « Ce n'est pas d'ailleurs faire de l'antimilitarisme mais simplement émettre l'opinion que l'armée a une fonction déterminée et qu'elle ne doit pas s'en départir. » (1)

écrivait dans l'Humanité, du 27 septembre 1908 : « Pas plus que nous ne demandons aux travailleurs qui sont syndiqués ou à ceux qui veulent le devenir, s'ils sont réactionnaires, démocrates ou révolutionnaires, nous ne leur demandons et nous ne devons leur demander, s'ils sont patriotes ou antipatriotes. Nous leur demandons uniquement d'exercer la profession dans le syndicat de laquelle ils veulent entrer, et d'accepter la lutte contre le patronat sur le terrain économique et professionnel, jusqu'à la grève s'il le faut. Pas plus. Aller plus loin, ce serait commettre un véritable assassinat contre le syndicalisme. »

(1). Circulaire du Conseil d'administration du Syndicat des chemins de fer.

De même, la résolution précédemment citée du Congrès du Textile portait : « Le Congrès, considérant que s'il est du devoir de chaque ouvrier allant à l'armée, de ne pas méconnaître ses intérêts et son origine, en se servant de ses armes contre les ouvriers en grève..., etc. ».

Le rapide examen de ces quelques points essentiels prouve donc clairement que la Confédération ne réalise pas l'unité ouvrière. Les tendances y sont non seulement distinctes mais contradictoires, comme il doit se produire quand les points de départ sont si différents et les fins si opposées.

Si cette preuve ne suffisait pas, on pourrait la poursuivre en comparant l'importance réciproque que les diverses Fédérations attachent aux caisses de grève et aux annexes mutuelles dans les syndicats.

Les syndicalistes révolutionnaires sont peu sympathiques aux sociétés mutualistes syndicales. Pour reprendre une expression de « l'Annuaire des Bourses du Travail de 1887-1888 » (p. 283), ils les condamnent comme « funestes à la marche en avant de tout le prolétariat ». Il ne faut pas, selon eux, « surcharger le syndicat de préoccupations autres que celles de résistance et atténuer son caractère de lutte de classes ». (1) Le Trade-Unionisme et ses puissantes organisations mutuelles ne leur semblent qu'une manifestation de l'esprit « petit bourgeois ».

Ce souci et ce dédain sont la résultante logique des préoccupations syndicalistes. De leur point de vue, il est souhaitable que les syndicats ne soient que des « loups maigres » et méprisent tout ce qui pourrait alourdir leur marche ou endormir leurs instincts de révolte.

A quoi bon, d'ailleurs, des caisses de grève? « Sans faire fi des moyens pécuniaires, ce n'est pas d'eux principalement qu'est escomptée la victoire ; c'est de l'élan,

(1). Pouget. La C. G. T., p. 10.

de l'attitude révolutionnaire, de la vigueur agressive des grévistes qu'est espéré le succès ». (1). Et si le manque de ressources rend la grève impossible, n'y a-t-il donc pas d'autres moyens de faire plier le patronat? Le « sabotage » c'est la « guerilla » qui peut avantageusement remplacer la guerre. « Il est, nous avertit M. Pouget, la mise en pratique de la maxime « A mauvaise paye, mauvais travail ». « Il frappe le patron au cœur, c'est-à-dire au coffre-fort. — Le sabotage s'effectue tantôt par un ralentissement dans la production, tantôt par la malfaçon; tantôt même, il s'attaque à l'instrument de production ». (2)

N'a-t-on pas observé qu'« il suffit de deux sous d'émeri pour rendre inutilisable une locomotive »; et il nous souvient avoir entendu un des orateurs de la C. G. T. préconiser pour l'imprimerie un procédé analogue (3) : il suffisait, d'après lui, en préparant les « formes » sur le « marbre », de serrer l'écrou de telle façon que les caractères mal emprisonnés s'échappent en pluie pendant le trajet du « marbre » à la machine... On dira, ajoutait le conférencier que ce sont « les esprits frappeurs » et il trouvait infiniment drôle cette brimade enfantine et malhonnête...

Les Réformistes, au contraire, soucieux d'attirer dans leurs syndicats autre chose que des minorités violentes, multiplient ces annexes mutuelles. Non seulement ils organisent des secours contre le chômage (ce que font

(1). Pouget. La C. G. T., p. 41-42.

(2). Pouget. La C. G. T., p. 44.

(3) Le citoyen Latapie, dans une réunion à Roubaix, en décembre 1906. — Un contradicteur lui fit remarquer que les patrons auraient bien facile d'organiser alors le travail aux pièces et que les ouvriers seraient pris à leur propre piège.

aussi les révolutionnaires — et c'est logique pour les uns comme pour les autres, ces secours constituant une indemnité légitime aux travailleurs sans ouvrage qui renoncent, par solidarité à chercher du travail en l'offrant à un moindre prix), mais encore ils créent des caisses de maladies, des assurances en cas de décès (1), etc... Dans leurs syndicats se côtoient deux catégories d'hommes, « les uns ardents, généreux dans leurs sentiments, prêts à toutes les sacrifices pour leurs convictions », les autres, qui « ne restent dans le rang et n'acceptent de faire partie d'une organisation qu'autant qu'ils y trouvent leur intérêt ». (2) Il faut bien, disent les dirigeants, faire appel aux uns et aux autres : « Si le syndicat renferme un nombre infime de membres, il n'aura pas l'influence voulue sur les patrons ». (3) Ces considérations utilitaires n'empêchent pas, d'ailleurs, que ces annexes mutuelles de certains syndicats ne soient

(1) Les Unions anglaises (au moins celles pour lesquelles le relevé a été fait), ne consacrent guère qu'un dixième de leurs ressources aux grèves ; elle en affectent les 2/5 et souvent plus aux secours mutuels. Les secours pour chômage involontaire, notamment, représentent, en moyenne, le 5^e de leurs dépenses, et atteignent une proportion de 20 à 50 pour % dans certains syndicats.

Cf. Bourguin, *op. cit.*, p. 284.

Les sociétés mutuelles fondées par les syndicats, fait remarquer M. Sorel, ne fonctionnent pas suivant les mêmes principes que les caisses bourgeoises. Ainsi, chaque branche de l'Union des mécaniciens administre sa propre caisse ; « mais le conseil central exige qu'il existe partout une égale proportion entre l'avoir et le nombre des membres ; de temps à autre, on procède à l'égalisation. »

Cf. Sorel. *L'avenir socialiste des syndicats*, p. 36, de Roussiers, *op. cit.*, p. 268.

(2 et 3) Communication de M. Keufer, sur « l'action syndicale et les services mutualistes », faite au VII^e Congrès national du Sillon (avril 1908). (Compte-rendu du Congrès, p. 239).

une intéressante et belle application de la solidarité de classe. (1)

Les syndicats de ce genre s'efforcent de se constituer, pour les cas de grève, un véritable trésor de guerre qui leur permet d'assurer à leurs membres une indemnité appréciable. Le syndicat textile de Lille leur donne deux francs par jour. (2) La Fédération du Livre leur assure pendant treize semaines une indemnité de trois francs cinquante par jour (dimanche excepté). En 1906 elle a distribué près de 600.000 francs en secours de grèves. Cette dépense formidable fut causée par le grand mouvement qu'elle suscita en vue d'obtenir la réduction du travail à 9 heures par jour. Elle y est parvenue dans 160 villes sur 174 où elle possède des syndicats. Trente autres villes, où sont occupés des syndiqués isolés, ont bénéficié de cette réduction. (3)

X

Pour subvenir aux lourdes charges qu'elles doivent ainsi assumer, ces organisations demandent à leurs membres d'assez fortes cotisations. Plusieurs d'entre elles les ont augmentées durant ces dernières années, et les Referendum auxquels fut soumise l'initiative de leurs comités ont prouvé que ces nouveaux sacrifices étaient volontiers consentis. C'est ainsi qu'en 1904, le Syndicat

(1) On trouvera aux annexes, deux tableaux empruntés au Bulletin de l'Office du Travail de septembre 1908, et qui, mieux que toutes les explications, donnent la physionomie exacte de la Fédération du Livre, la plus « mutuelliste », ou, pour mieux dire, la plus « solidariste » des fédérations françaises.

(2) L'Ouvrier Textile. 1^{er} Mai 1908.

(3) L'Ouvrier textile. 1^{er} août 1908

textile de Lille a haussé de 0.50 à 1 franc le taux des cotisations mensuelles de ses adhérents. (1)

En 1900, la cotisation fédérale des travailleurs du Livre était portée à 1 fr. 50 par mois et par membre, et en 1901, un referendum l'élevait à 2 francs. Cette année même, le Comité central de la Fédération a proposé une nouvelle augmentation d'un franc par semestre et par membre, ce qui devait porter à vingt-six francs la cotisation fédérale, celle-ci demeurant indépendante des cotisations versées par les fédérés à leur syndicat local. Le referendum ouvert sur cette proposition a donné les résultats caractéristiques que voici :

Nombre de cotisants : 10.523.

Suffrages exprimées : 8.705.

Ont voté pour : 5.926.

Ont voté contre : 2.779.

XI

De tels syndicats, assez forts pour entrer quand il le faut, en lutte avec le patronat, ne préconisent pas les « petits moyens » ni la petite guerre du sabotage. Ils souscriraient volontiers à ces paroles de M. Sorel, qui ont trouvé si peu d'écho parmi les syndicalistes

(1). Les fortes cotisations, loin de nuire au recrutement d'un syndicat, apparaissent comme une condition même de sa prospérité. « Les mineurs belges, par exemple, n'ont pu reconstituer leurs syndicats en décadence, qu'en majorant la cotisation ; la tendance en Belgique, est de donner aux unions ouvrières, comme en Angleterre, la double fonction d'association et de mutualité. Là où jadis on ne parvenait plus à recouvrer des cotisations de 5 ou 10 centimes par mois, on perçoit aujourd'hui, sans difficulté, des contributions mensuelles de 1 franc, deux francs et plus » Bourguin, op. cit., p. 263.

De même, les syndicats socialistes allemands ont presque tous haussé leurs cotisations, depuis une dizaine d'années, et affectent aujourd'hui plus du tiers de leurs ressources à l'assistance mutuelle. (Bourguin, p. 262).

révolutionnaires : « J'estime qu'il faut regarder comme fort regrettables certains conseils en vue de gaspiller le travail; le sabotage est un procédé de l'ancien régime et il ne tend nullement à orienter les travailleurs dans la voie de l'émancipation ». (1)

A la méthode négative et malhonnête du sabotage, ils préféreront la méthode positive qui consiste à signaler aux acheteurs les entreprises où les conditions de travail réclamées par le syndicat sont fidèlement observées.

Le « label » donne cette assurance aux acheteurs soucieux des répercussions sociales que peuvent avoir les moindres de nos actes. (2) Son action grandira avec

(1). Sorel. Préface pour une édition italienne de « L'Avenir socialiste des syndicats ». — Le mouvement socialiste, 1^{er} novembre 1905, p. 277.

(2). Les travailleurs des Etats-Unis attachent au label une telle importance, que des candidats sollicitant les suffrages d'électeurs, accusés, en réunions publiques, d'être clients de maisons non pourvues du label, durent se dévêtir devant leurs auditeurs, pour prouver que leurs vêtements et même leur linge, portaient l'étiquette syndicale.

(Sieurin. Mouvement socialiste, 1^{er} mai 1905, p. 49).

Le label peut avoir deux significations distinctes : indiquer que dans une entreprise, tous les ouvriers sont des syndiqués, ou simplement que les tarifs du syndicat y sont observés.

Le label de la Fédération du Livre est accordé à un maître imprimeur, à condition « que le personnel soit composé de typographes syndiqués et fédérés, que le règlement relatif à l'apprentissage soit respecté et, en général, que les lois de protection ouvrière reçoivent leur application intégrale ». Cf. Rapport de M. Burgant (du Comité central), au IX^e Congrès national, p. 118 du compte-rendu.

Voici, du reste, le contrat que l'on doit faire signer à l'imprimeur intéressé :

M. _____, président (ou secrétaire) de la Chambre syndicale de _____, autorise M. X. _____, imprimeur-typographe, domicilié à _____, rue _____, n° _____, à apposer la marque syndicale sur ses imprimés, à condition que son personnel typographe soit composé d'ouvriers syndiqués appartenant à la *Fédération française des travailleurs du Livre*, que le règlement relatif à l'apprentissage soit respecté, et qu'en général les lois de protection ouvrière reçoivent chez lui leur entière application.

M. X. _____ s'engage, en outre, à restituer cette marque en cas de non exécution de l'une quelconque de ces prescriptions.

l'influence du mouvement d'éducation qui depuis quelques années rappelle aux consommateurs leur responsabilité, proportionnelle à leur indéniable puissance.

A l'action du « label » peut s'ajouter celle du « boycottage » qui procède du même principe mais s'applique par des moyens tout différents.

Le label recommandait à la clientèle les entreprises où les ouvriers sont payés au tarif syndical ; le « boycottage » est la mise « à l'index » de celles qui les refusent. Le syndicat interdit à ses membres d'y travailler et s'il englobe dans la région un bon nombre des ouvriers, sa défense peut avoir des conséquences assez redoutables pour vaincre les résistances les plus tenaces. (1)

Mais c'est là, dira-ton, de « l'action directe » et les réformistes agissent donc par les mêmes moyens que les révolutionnaires. Non pas ; la mise à l'index, ainsi comprise et pratiquée, n'est qu'une interprétation de la loi de 1884 sanctionnée par la Cour de cassation. « Une telle mesure, a déclaré la Cour suprême, prise en dehors de toute pensée de malveillance et pour la seule défense

(1). D'après un rapport présenté au Congrès corporatifs de Toulouse (septembre 1897), le mot boycottage viendrait de l'aventure suivante : Le capitaine Boycott, régisseur des immenses domaines de Lord Erne, dans le comté de May, se rendit tellement antipathique par ses mesures de rigueur envers les paysans, que ceux-ci le mirent à l'index. Au moment de la moisson de 1879, il ne put trouver aucun travailleur agricole pour enlever et rentrer ses récoltes ; les moindres services lui étaient refusés ; le monde s'éloignait de lui dans le pays.

Le gouvernement anglais envoya de la troupe pour remplacer les journaliers en grève ; mais il était déjà trop tard ; les récoltes avaient péri sur pied.

Le capitaine Boycott, vaincu, fut obligé de se réfugier en Amérique, où il mourut ruiné vers le mois de janvier 1897.

(Sieurin. Mouvement socialiste. 1^{er} mai 1905, p. 40).

des intérêts professionnels du syndicat, ne viole pas la loi de 1884. » (1)

Cette mesure de rigueur ne sera, d'ailleurs, jamais prise par les réformistes qu'après l'échec de tous les

(1). La question avait été posée devant la Cour par le pourvoi d'un maître imprimeur, mis à l'index, en 1900, par le syndicat, à la suite de son refus d'adhérer au tarif et au règlement syndical. S'estimant lésé, l'imprimeur s'adressa aux tribunaux qui, en première instance et en appel, rejetèrent sa demande.

Dans ses conclusions devant la Cour de cassation, M. l'avocat général Feuilleux soulignait toute l'importance et la nouveauté de la question en litige.

« Un syndicat professionnel, dans l'espèce un syndicat ouvrier, a-t-il pu, sans violer la loi, sans outrepasser ses droits et, par conséquent, sans commettre une faute, intervenir dans une grève, prendre contre les patrons, le fait et cause des ouvriers syndiqués, et, pour assurer le succès de la grève, mettre en interdit les ateliers du chef d'industrie qui refusait de se soumettre aux exigences des ouvriers.

La question, dans les termes où la pose le pourvoi actuel, n'a point encore été tranchée *in terminis* par aucun de vos arrêts que je sache, par aucune décision de justice autre que l'arrêt attaqué.

...L'arrêt que vous allez rendre est gros de conséquences ! Il va, en effet, dans cette matière si grave et si actuelle des grèves et de l'action des syndicats, tracer la ligne de démarcation entre l'exercice et l'abus du droit.

...Cette défense, sanctionnée par une simple pénalité professionnelle, exclusive de toutes violences sur les personnes ou sur les biens, ne nous semble pas devoir excéder les limites du droit du syndicat.

Ah ! s'il avait dit aux syndiqués : « Vous serez boycottés, et pour vous punir de votre défection, nous vous poursuivrons, d'atelier en atelier, et partout où vous irez, nous forcerons, sous peine de grève, les patrons à vous congédier », oui, il y aurait là des menaces incontestablement délictueuses.

Ma's ce n'est pas cela du tout ! Le syndicat n'a pas menacé les syndiqués de perdre leur droit au travail ; il les a simplement placés entre cette alternative : Ne travaillez pas chez X..., nous soutiendrons vos revendications professionnelles ; travaillez chez X., alors vous ne ferez plus partie des nôtres.

Donc, le syndicat, qui se borne à dire aux syndiqués qu'ils seront rayés de la liste des adhérents s'ils contreviennent à une défense d'ordre professionnel légitime, ne se rend pas coupable, dans l'état de notre législation actuelle, d'une menace délictueuse.

moyens de conciliation. Ils répugnent aux procédés extrêmes. Ceux-ci, au surplus, présentent un réel danger pour les ouvriers; ils sont comme le « va tout » du syndicat. Leur succès consacre et grandit son influence; mais leur échec peut lui porter la plus redoutable atteinte.

Si le syndicat est vraiment fort, la menace de boycottage, à elle seule, en tiendra lieu. Devant des syndiqués conscients de leur force, ne demandant que le possible, formés au sens des réalités, tout employeur comprendra que son intérêt même rend la conciliation souhaitable et, par un paradoxe vieux comme le monde, la préparation de la guerre aura assuré la paix.

XII

Au Congrès de Nancy, J. Guesde, répondant à Lagardelle, disait du syndicalisme révolutionnaire : « Ce qui classe — et juge — votre syndicalisme dans le mouvement général du monde entier, c'est son absence de syndiqués. » (1)

(1). Parti socialiste et C. G. T., p. 42-43.

Les relations ont été interrompues entre la C. G. T. et le « Bureau syndical international », à la suite du refus persistant opposé par les conférences internationales d'entamer « des discussions sur les questions théoriques et sur celles qui ont trait aux tendances et à la tactique du mouvement syndical dans les divers pays ». (Motion d'Amsterdam, 1905).

— Cf. « L'action syndicaliste », par Griffuelhes (Rivière), p. 52 à 67. « L'originalité du syndicalisme français, déclare le secrétaire de la C. G. T., est frappante dans l'Internationale syndicale. Il a devancé par une marche si rapide la plupart des mouvements syndicaux des autres pays, que ceux-ci ne peuvent ni le suivre, ni le comprendre. D'où fatalement un antagonisme qui fait éclater plus encore l'opposition existant entre la classe ouvrière française, organisée sur le type nouveau et les diverses classes ouvrières des autres nations groupées sur les types anciens. » (p. 52).

Le Congrès de Marseille a demandé au Comité confédéral de reprendre, avec les syndicats des autres pays, les relations interrompues.

L'étude des divers courants qui coexistent à la C. G. T. permet de porter, pour la France, un jugement moins absolu, mais non moins exact. Si l'on songe que la Confédération réunit à peine le tiers des syndiqués français, que tous les syndicalistes révolutionnaires y sont affiliés et n'en doivent pourtant la direction qu'au système de votation le plus paradoxal et le plus injuste, on est autorisé à conclure que, minorité d'une minorité, ils n'ont aucun titre à représenter la classe ouvrière. Ce qui juge leurs prétentions, c'est le nombre relativement infime de leurs syndiqués.

Le secrétaire de la 17^{me} section (Nancy) de la Fédération du Livre, déclarait récemment à un conférencier du « Sillon », M. Georges Renard : « Quant à moi, je reste convaincu qu'il y a place pour les éléments modérés — aussi éloignés des anarchistes que des jaunes — à la C. G. T. (1). Mais le devoir de ceux qui entendent

(1). Le joug des dirigeants de la C. G. T. semble peser de plus en plus à beaucoup de synaïqués. C'est ainsi que, dans la tribune syndicale de l'Humanité, Guernier écrivait après le Congrès de Marseille : « Jamais l'idée d'une scission dans notre organisme syndical n'avait été envisagée. On ne saurait affirmer qu'il en est de même aujourd'hui, au lendemain du Congrès de Marseille.

» ... Les fautes se paient toutes. C'est pour cela que je crains — et nous sommes quelques-uns à partager ce sentiment — que le Congrès de Marseille, loin d'avoir consolidé l'organisme que les syndicats se sont donné l'a, au contraire, effrité. »

Voici, d'ailleurs, l'appréciation du secrétaire-général de la Fédération textile sur le même Congrès.

« Le Congrès n'a été qu'une véritable réunion publique, sans méthode pour arriver à un travail sérieux. Ce n'est que les derniers jours que l'on a songé à créer des commissions spéciales pour enfin aboutir à passer rapidement sur les questions économiques et professionnelles, seule raison d'être des Congrès corporatifs.

» Ce fut le triomphe de l'intolérance, de la surenchère et du verbalisme révolutionnaire.

» Il ne fut pas autre chose et c'est profondément regrettable. » L'Ouvrier Textile, 12 novembre 1908.

ne pas marcher à la remorque des anarchistes — ils sont plus nombreux qu'on ne le croit généralement — est tout d'abord de faire respecter leur autonomie, de faire aussi une active propagande, et de poursuivre l'application de la Représentation proportionnelle. Le jour où le succès couronnera leurs efforts sur ce point, les anarchistes ne seront plus les maîtres de la C. G. T. qui deviendra la représentation vraie du prolétariat français organisé. » (1)

Dans la C. G. T. — et à plus forte raison hors de la C. G. T. — se trouveraient donc, dès aujourd'hui, un grand nombre de syndiqués las de la tutelle où le syndicalisme révolutionnaire semble tenir le prolétariat français. Nous voudrions essayer de voir à quelles conditions pourra se faire, entre eux, l'unité ouvrière et l'influence nouvelle qui en résulterait pour les transformations profondes de l'avenir.

(1). Evcil Démocratique, du 16 août 1908.

CHAPITRE IV

L'AVENIR DU SYNDICALISME

De l'orientation du mouvement syndical peut dépendre, pour une grande part, l'avenir économique et moral de notre pays.

L'influence que les syndicats sont capables d'acquérir dans la passation des contrats de travail, le déplacement d'autorité qu'ils peuvent entraîner dans l'usine et qui, à lui seul, constitue un commencement de transformation sociale, l'intérêt passionné avec lequel les sociologues les plus divers suivent leur développement et essaient de deviner leurs voies, l'attachement magnifique et le dévouement désintéressé que leur témoignent des ouvriers innombrables, tout prouve que nous sommes en face du fait social le plus caractéristique, peut-être, des temps présents.

Ce mouvement se trouve comme à un carrefour de son histoire. Des routes opposées se présentent à lui. Débarassé, grâce à l'œuvre critique du syndicalisme révolutionnaire — sur ce point excellente — des suggestions politiciennes qui déviaient sa marche, dans quelle direction va-t-il s'engager ?

A quoi vont servir les fortes énergies qu'il met en œuvre et que souvent l'opinion publique, trompée par certaines apparences, ignore ou méconnaît ?

A quoi emploiera-t-il ce sens si profond de la solidarité qui jette parfois les ouvriers hors de l'usine pour pro-

tester contre l'atteinte portée au droit d'un seul, cet amour de la justice qui les pousse à se rebeller contre une injustice dont un autre fut victime et dont tous se sentent blessés?

Que fera-t-il de ce noble désir d'autonomie, — magnifique hommage à l'éminente dignité de la personne humaine — qui donne aux syndiqués la volonté d'assumer dans l'œuvre de la production des responsabilités grandissantes et la force d'en poursuivre l'inlassable conquête?

Sans doute, des erreurs et des fautes sont commises et tissent, devant ces perspectives du syndicalisme, un voile qui les dérobe à beaucoup? Mais comment cacherait-il tout à fait les sacrifices que témoignent, par exemple, certaines grèves poursuivies longuement et qui sont comparables à ceux d'une garnison assiégée et sans ressources? Comment empêcherait-il de voir, au sortir des réunions enthousiastes ou désespérées, le retour du gréviste au foyer désolé ; et les économies dispersées — ces lentes économies d'ouvrier, qui sont des privations accumulées ; — le crédit qu'on refuse, les enfants sans pain et le conflit tragique des devoirs dans une conscience déchirée... Comment les erreurs et les fautes feraient-elles oublier que le syndicalisme, transformant en discipline librement consentie l'impérieuse solidarité de classe, constitue, en dernière analyse, un sacrifice constant et parfois héroïque de l'intérêt particulier à l'intérêt général.

Il est impossible que de telles forces soient perdues. Certaines déviations les empêcheront peut-être d'avoir tout leur effet utile. Mais pourquoi l'expérience libératrice ne ferait-elle pas son œuvre, et, en vérité, ne l'a-t-elle pas commencée déjà?

II

Des syndiqués chaque jour plus nombreux se rendent compte des conditions essentielles qui s'imposent à leur action, s'ils la veulent vraiment féconde.

Tout d'abord il leur apparaît, de plus en plus, que le syndicat doit être vraiment « professionnel ». Ceci semble l'évidence même. Cependant il a fallu de longues années pour que cette condition fut, sinon reconnue, du moins pratiquée. Elle emporte, en effet, l'exclusion de deux influences qui peuvent, à des degrés d'ailleurs fort divers, pénétrer les syndicats ouvriers : l'influence politicienne et l'influence patronale.

Pendant longtemps l'influence politicienne s'est exercée dans les syndicats par suite des circonstances qui ont entouré leur formation. Malgré qu'ils eussent dénoncé dans le mouvement syndical « une simple interprétation de l'ordre capitaliste », un certain nombre de socialistes, cessant de railler « l'impasse syndicale » et « l'ornière professionnelle », se sont dévoués corps et âme à sa propagande. L'action syndicale leur parut le complément nécessaire de l'action politique et ils les firent, l'une et l'autre, dans le même esprit. Il devait en résulter, entre elles, une compénétration réciproque et certains syndicats prirent, dès lors, pour l'opinion publique comme pour leurs membres, une teinte politique très accusée. (1)

Or, les questions politiques sont une chose, et les questions professionnelles en sont une autre. Les mêler, c'est diviser la classe ouvrière contre elle-même. Le syndicat

(1) Le syndicat textile de Roubaix a encore aujourd'hui son siège à « La Paix », où se trouve également le siège du parti socialiste roubaisien. Ce syndicat verse une cotisation mensuelle de 0 fr. 05, par membre, à la caisse du Parti. Cf. « A la Voile », n° du 15 août 1908 : Louis Blain, « une réunion syndicale ».

à tendance politique présentera toujours deux vices rédhibitoires : il se prive du concours des ouvriers qui ne partagent pas ces tendances et dont la dignité ne saurait s'accomoder, en son sein, d'une situation équivoque et humiliée ; il risque de paraître, même dans ses revendications les plus légitimes, l'instrument d'un parti.

Le syndicat doit tendre à représenter tous les ouvriers de la profession, unis, sur le terrain corporatif, pour la défense de leurs droits. Son but est contradictoire de celui d'un parti politique (1). Le mouvement qui détache, à l'heure actuelle, les syndicats des partis est une victoire de la logique et une libération. (2)

De même, les syndicats ont le devoir de se garder contre toute influence patronale. L'organisation économique actuelle donne souvent aux ouvriers et aux patrons des intérêts opposés. Il y a antagonisme « entre l'employeur capitaliste intéressé à tirer du travailleur le plus de travail possible en échange du moindre salaire, et le travailleur à qui il importe de donner le moins possible de sa force et de sa substance en retour de l'argent qu'il

(1) Voici en quels termes un Unioniste anglais, M. Howel, apprécie les tendances politiques, qu'on a voulu, parfois introduire dans les syndicats :

« Faire des Unions des machines politiques au profit d'un parti, c'est vouloir, à la fois, détruire leur vraie signification et leur utilité au point de vue économique et éparpiller leur influence dans des aventures électorales. On commence par les courtiser, les cajoler ; on finira par les corrompre, pour en faire, au besoin, des partis, et, une fois leur autorité diminuée par la corruption et les divisions intestines, on les chassera à coups de pied ». Cité par Barthou, *op. cit.*, p. 38 et 39.

(2). Les deux fractions qui divisent la C. G. T., se sont retrouvées unies, au Congrès d'Amiens (1906), pour repousser à la presque unanimité (834 mandats contre une trentaine), la proposition d'entrer en rapports avec le Parti socialiste.

(Pouget, *op. cit.*, p. 31).

reçoit » (1). Cette opposition n'est que faiblement atténuée, dans les faits, par le besoin commun qu'un arrêt de la production ne compromette pas la source des profits et des salaires. (2)

Ceci n'est pas un idéal, mais comment nier que ce soit une réalité? Le syndicat, expression de la solidarité de classe, risque donc toujours de devenir une formation de combat. Il est logique qu'il sauvegarde jalousement son indépendance. Que dirait-on d'une armée qui recevrait des subsides et des directions du gouvernement d'un pays voisin ?

Les deux écueils qui viennent d'être signalés n'ont certes rien de chimérique. Un syndicat rigoureusement professionnel saura les éviter et remplira donc une des qualités nécessaires pour réaliser en son sein l'unité ouvrière.

III

Il est deux façons d'envisager les questions professionnelles. On peut borner son horizon aux réformes immédiates, discuter, au jour le jour, les problèmes qui se posent et se tenir pour satisfait des résultats parcelaires qui sont ainsi obtenus. On peut aussi, sans négliger les améliorations dès aujourd'hui réalisables, s'attacher surtout à préparer l'avenir. Quelle peut être, entre ces deux méthodes syndicales, la plus féconde dans notre pays?

(1). Lorin, op. cit., p. 16.

(2). Cette atténuation varie, évidemment, avec les circonstances. Mais on ne saurait cependant raisonner sur la situation actuelle sans en tenir compte. Ainsi que l'a écrit M. Millerand, la notion de la lutte des classes attachée au régime social actuel est fausse autant que dangereuse, si on l'isole de sa complémentaire, la solidarité des classes ». Millerand op. cit., p. 57.

La première, que l'on désigne généralement, à tort ou à raison, sous le nom de Trade-Unionisme, correspond-elle au tempérament français? On dit souvent que nous sommes le peuple le plus idéaliste du monde; pourquoi le serions-nous seulement dans l'ordre politique, et, novateurs audacieux, agités de cette inquiétude éternelle du mieux qui caractérise le génie de notre race, pourquoi nous faudrait-il, sur d'autres terrains, laisser « les longs espoirs et les vastes pensées? »

N'y aurait-il pas, dans les erreurs et les paradoxes des syndicalistes révolutionnaires, une « âme de vérité », et bien française? L'un d'eux parlait à Marseille du « syndicalisme sans soleil », et quand ceux-là qui votèrent, aux mêmes jours, des motions antipatriotiques applaudissaient cette formule d'une si pittoresque éloquence, n'était-ce pas le génie français qui avait tréssailli en eux et qui niait leurs négations?

Il nous semble donc que le syndicat exercera sur ses membres une action d'autant plus grande qu'il leur apparaîtra comme capable d'aider à l'évolution économique. Les réformes parcellaires prendront ainsi une valeur nouvelle. De ce point de vue ne sont-elles pas, déjà, cette évolution commencée? Chaque fois qu'un syndicat obtient une augmentation de salaires ou une diminution des heures de travail, chaque fois que les ouvriers acquièrent par lui plus d'autorité et plus de responsabilité dans l'usine, celle-ci ne voit-elle pas disparaître ce qui en avait fait une monarchie absolue? Et, d'étape en étape, ne peut-on concevoir le moment où toute l'autorité et toute la responsabilité seraient conquises par les travailleurs, le patron ne demeurant qu'un bailleur de l'outillage et des fonds (1), jusqu'au jour

(1). Dans le commandite typographique le rôle du patron se réduit exclusivement à la partie commerciale de l'entreprise.

où les ouvriers associés acquerraient eux mêmes, sur leurs réserves, la propriété des instruments du travail? (1)

C'est toute la question de la pérennité du salariat qui se trouve ainsi posée au sein des syndicats ouvriers. (2)

(1) Des ressources considérables peuvent, dès aujourd'hui, être accumulées grâce aux coopératives de consommation ou simplement par la petite épargne.

M. Fouillée (revue des Deux-Mondes. 1^{er} août 1901), a écrit, d'après M. de Laveleye « qu'avec les sommes consacrées par les ouvriers à s'intoxiquer, ils pourraient, en vingt ans, acheter toutes les usines et se délivrer du patronat. »

Coste, dans « L'Espérance du Peuple », a fait un calcul semblable : « Si les quatre millions d'ouvriers industriels qui dépensent plus de cent francs en liqueurs fortes mettaient, chaque année, cent francs de côté, ils pourraient, en seize ans, acheter la plupart des actions de la grande industrie et devenir les maîtres. »

Ces calculs ingénieux n'ont, évidemment, qu'une valeur approximative, mais l'indication qu'ils comportent n'est pas à dédaigner.

(2) M. Georges Renard, chargé de cours à la Faculté de droit de Nancy, a publié dans « Le Sillon » (10 et 25 juillet 1908), deux articles où il examine comment pourrait se réaliser la conquête, par les ouvriers, de l'autorité dans l'usine.

L'auteur s'inspire d'un principe semblable à celui qu'énonçait M. Gide : « Le grief du socialiste contre le capitalisme est d'ordre économique, le nôtre est d'ordre moral. » Partant de ce fait constaté que l'autorité, aujourd'hui, découle de la propriété, il montre combien il serait plus moral qu'elle reposât sur le travail. Pour les socialistes, la révolution n'est qu'un transfert de propriété ; pour lui, l'évolution doit se caractériser avant tout, par un déplacement d'autorité. Le capital deviendrait ainsi, peu à peu, le « salarié » de l'entreprise, au lieu d'en être, comme aujourd'hui, le maître. Il revendrait alors, la forme d'« obligation », et la quote-part forfaitaire qui lui serait dévolue sur les bénéfices n'emporterait aucune possibilité de direction. Les travailleurs associés pourraient, d'ailleurs, comme les entreprises actuelles, rembourser progressivement ces obligations et finiraient ainsi, à la limite, par avoir tout ensemble l'autorité et la propriété.

Ces idées ont souvent été exposées par les conférenciers du « Sillon » et notamment par l'auteur de cet article. Elles leur semblent une solution démocratique du problème du salariat puisqu'elles tendent à porter au maximum, sur le plan économique, la conscience et la responsabilité des travailleurs.

Est-il la forme définitive des rapports économiques que nécessite la production (1) ou, de même que l'esclavage et le servage ont passé, évoluera-t-il vers la coopération libre des travailleurs? Nul, sans doute, ne saurait trancher, dans le présent, un problème qui est celui de l'avenir, mais poser la question peut aider à la résoudre. Si cette évolution exige, en effet, une cohésion ouvrière de plus en plus grande, un sens chaque jour plus affiné de l'intérêt général, un dévouement sans bornes, les syndiqués soucieux de la parcourir devront s'efforcer d'acquiescer les mâles vertus qu'elle nécessite; ils faciliteront ainsi, pour autant, — si elle doit se produire — l'éclosion d'un ordre social nouveau.

Quelle attirance plus puissante donne au syndicat ces horizons nouveaux! Il n'est plus, pour ses membres, une simple « armoire à dossiers » ou une société de secours mutuels; il devient quelque chose de leur vie et comme le meilleur d'eux-mêmes. Et la conscience que prennent

(1) M. Brunetière a parfaitement résumé, dans sa controverse avec M. G. Renard, l'opinion d'un grand nombre de catholiques sociaux sur cette question : « Quand il (M. Millerand) a déclaré que « le salariat ne serait pas plus éternel que l'ont été » ces modes antérieurs de la servitude et de l'exploitation humaine, qui se sont appelés l'esclavage et le servage », je suis encore de son avis, ou du moins — car nous ne sommes pas prophètes — je partage son espérance, et d'autant plus que, comme il le disait lui-même, ce n'était pas d'une révolution violente qu'il en attendait la réalisation.

» Que voulez-vous, en effet, qu'il y ait dans tout cela, je ne dis pas qui nous effraye ou qui nous effarouche, comme catholiques, mais seulement qui nous déplaie? Les conditions du travail ont changé. Nous avons tout lieu de croire qu'elles changeront encore. Nous souhaitons que ce changement s'opère au profit de ceux qui souffrent de l'état présent des choses. Pour aider à ce changement, pour le hâter, nous sommes prêts à faire ce qu'on nous demandera de faire au nom de la justice. Que puis-je dire de plus ? » Ferdinand Brunetière. (Lettre à G. Renard). »

les travailleurs de faire ainsi, tout obscurément, une tâche qui, par ses conséquences, peut être sublime,

« Semble agrandir jusqu'aux étoiles
Leur geste auguste de semeurs... »

IV

Mais il faut, à ce syndicalisme « ensoleillé », un moteur moral. Les vertus qu'il exige ne s'improvisent pas. Les syndiqués devront trouver la force d'aimer, comme eux-mêmes, leurs frères de travail, de ne jamais faire ce qu'ils reprocheraient à un autre d'avoir fait, de se dévouer longuement sans la certitude ni peut-être même l'espérance de récolter eux-mêmes ce qu'ils auront semé. Et c'est pourquoi ils doivent vivre les mots que disent souvent leurs devises et se faire des âmes de justice et de fraternité...

« Nous réclamons le collectivisme, s'écriait un jour M. J. Guesde, non pas au nom de la justice ou de la liberté; car ce sont là choses métaphysiques sur lesquelles il est impossible de s'entendre. » Ces « choses métaphysiques » ne sont peut-être pas nécessaires aux hypothèses vieilles du matérialisme historique. Elles sont indispensables à toute révolution profonde qui, pour changer utilement l'ordre établi des choses, doit d'abord transformer les âmes. (1)

Aussi faut-il regretter que trop de syndiqués semblent

(1). M. de Molinari avait déjà signalé que les transformations économiques ne peuvent se réaliser si les travailleurs n'ont pas acquis un degré supérieur de culture morale et il faisait appel, pour cette culture, à l'influence religieuse. (Science et religion, p. 194).

faire fi des forces morales indispensables au prolétariat pour marcher vers son affranchissement progressif. Leur dédain est d'ailleurs plus apparent que réel, car « il y a en eux beaucoup de choses qu'ils ne soupçonnent pas ». (1) Mais il importe qu'ils aient le courage de s'en dégager.

Les syndiqués ont le devoir de s'opposer, dans leurs groupements, à toute propagande qui affaiblirait ces forces. Quand ils reconnaissent que le syndicat doit être neutre au point de vue confessionnel, ils n'ont pas le droit d'ajouter, comme le citoyen Pouget dans sa brochure : « S'il n'est pas fait allusion à la neutralité religieuse (dans nos statuts), c'est uniquement parce qu'en France ces croyances sont un vestige d'un passé qui s'abolit de jour en jour ». (2) Et c'est une insulte gratuite et dangereuse qu'ils adressent à certains de leurs camarades quand ils déclarent, comme le citoyen Latapie à Roubaix, qu'« un ouvrier chrétien ne peut être un bon syndiqué ». (3)

Comment ne seraient-ils pas frappés, au contraire, de la moralité supérieure et du sens religieux constatés chez les meilleurs syndiqués d'Angleterre, et en qui ceux-ci reconnaissent une condition nécessaire de leur action. Comment pourraient-ils se priver délibérément des forces morales les plus puissantes de toutes : celles qui découlent du plus magnifique idéal de justice et d'amour qui ait jamais été proposé à notre humanité?

(1). Marc Sangnier. Les syndicats et la Démocratie, p. 17.

(2). Pouget, op. cit., p. 24.

(3) Il est vrai que, la même semaine, Dret, secrétaire de la Fédération des Cuirs et Peaux, déclarait, dans une interview reproduite par la « Guerre Sociale », que, « pendant la grève de Fougères, des militants chrétiens s'étaient montrés parmi les meilleurs syndiqués. »

Pour les mêmes raisons, les syndicats doivent rejeter avec dégoût la propagande néo-malthusienne que l'on poursuit, avec une singulière tenacité, dans les milieux prolétariens. Il n'est pas un numéro de la « Guerre sociale » qui, sous une forme ou sous une autre, (annonce de conférence, réclames bibliographiques), ne contienne quelques lignes pour engager les travailleurs au pire abaissement de leur moralité. Un article de « L'Ouvrier métallurgiste » (1^{er} avril 1908), déclarait cette propagande nécessaire pour que l'individu, « débarrassé des entraves d'une famille trop nombreuse par rapport à ses ressources, puisse revendiquer énergiquement ses droits à l'existence » et pour « intéresser la femme à l'action syndicale ».. (1)

Comment ne pas se rappeler, devant de telles doctrines

(1). L' « Eveil des Ouvriers en Instruments de précision », de juin 1908, reproduit plusieurs articles de la « Génération consciente » : « Nous affirmons, est-il écrit, que les prolétaires doivent régler leur production selon les nécessités économiques, sans quoi tous leurs efforts resteront stériles, et vaines leurs tentatives d'émancipation.

L' « Ouvrier Imprimeur », de mai 1908, et le « Bulletin de la Chambre syndicale typographique parisienne » ont publié des articles du même genre.

A la Bourse du Travail de Fougères, le citoyen Marimont a fait une conférence sur la limitation volontaire des naissances. Des brochures de vulgarisation furent ensuite distribuées et le journal de la Bourse, « Le Travailleur fougérais », a consacré la première page de son numéro du 1^{er} septembre 1907, à cette propagande. (Cf. L. Meyer. « L'Ecueil ». « Eveil Démocratique », du 15 novembre 1908).

« A Brest, au cours d'une perquisition faite naguère à la Bourse du Travail, on découvrit des objets ayant pour but de fournir les moyens pratiques de faciliter la diminution des naissances et, en pleine réunion publique, un des meneurs, ouvrier de l'Arsenal, n'hésita pas à affirmer que ces objets se vendaient dans la Bourse du Travail ». (Cf. Journal des Débats, du 2 juin 1906, et P. Bureau : La crise morale des Temps nouveaux, p. 111).

et de tels arguments, une éloquente expression de M. Jaurès, parlant de ceux qui veulent « inoculer au prolétariat naissant la corruption de la bourgeoisie finissante ». (1) Et le devoir des syndiqués n'est-il pas, impérieusement, d'enrayer « une campagne dont le résultat fatal — tout comme celui de l'alcoolisme — serait la paralysie à peu près complète des énergies prolétaires ». (2)

V

A l'heure incertaine que nous traversons, dans une société en mal d'un ordre nouveau, le mouvement syndical

(1). Cité par Berth. « Nouveaux aspects du socialisme ».

(2). E. Desgrées du Lou, dans l'« Ouest-Eclair », du 3 octobre 1908. Les principaux passages de cet éloquent article, valent d'être cités.

« ... C'était, jusqu'à présent, l'honneur de la classe ouvrière de donner, sur ce point, à notre bourgeoisie matérialiste et corrompue, l'exemple d'une moralité supérieure. Et c'était aussi aussi sa force de pouvoir montrer aux âmes éprises de justice et d'humanité des familles nombreuses qui réclamaient le droit à la vie, auxquelles une organisation sociale équitable aurait dû garantir ce droit et qui, tant qu'on ne le leur aurait pas assuré, lutteraient héroïquement pour le conquérir. Il y avait là tout ensemble une force d'honnêteté et une puissance de révolution qui auraient fini par terrasser les résistances capitalistes les mieux organisées... Je sens cela si vivement, pour ma part, que je me demande parfois si la campagne néo-malthusienne dont le résultat fatal — tout comme celui de l'alcoolisme — sera la paralysie à peu près complète des énergies prolétaires, n'a pas pour secrets inspirateurs ceux-là mêmes qui, redoutant le triomphe des revendications ouvrières, se sont dit que le plus sûr moyen de maintenir le peuple dans la servitude, c'était de l'abrutir en le démoralisant... »

» — Nous autres socialistes, a dit un jour M. Jaurès, nous ne sommes pas des ascètes.

» C'est entendu, mais vous pourriez du moins être des gens propres et ne pas enliser le Quatrième Etat dans un marécage d'ordures ! »

s'impose à notre inquiète mais profonde sympathie. Car, s'il sait être sincèrement professionnel, vigoureusement démocratique et soucieux de toutes les forces morales nécessaires à l'ascension du prolétariat (1), le syndicalisme pourra répondre au grand espoir que fondent sur lui, avec beaucoup d'ouvriers de notre pays, tous ceux qui voudraient les rapports économiques plus respectueux de la dignité humaine et plus conformes à ce désir *immense* de justice qui demeurera, dans l'histoire, la grande noblesse de notre temps.

(1) Cf. Marc Sangnier. « Syndicats démocratiques ». Le « Sillon », du 25 juillet 1906.

Ces idées font d'incontestables progrès dans les milieux syndicalistes, grâce, surtout, à la propagande du « Sillon ». Les Sillonnistes, qui sont, en majorité, ouvriers, acquièrent une telle influence dans certains syndicats, que plusieurs dirigeants de la C. G. T. ont cru devoir, après les événements de Draveil, commencer contre eux, une violente campagne. (Cf. La Voix du Peuple).

Le Congrès syndical du « Sillon », en décembre 1906, et la séance qu'il a consacrée aux syndicats, lors de son dernier Congrès national, ont permis de constater, par des faits caractéristiques, toute la réalité de cette influence qui, si elle continue à s'étendre, pourra déterminer un courant nouveau et puissant dans le syndicalisme ouvrier français.

ANNEXES

1°

Statistiques Syndicales

Il n'est pas inutile, à la fin de cette étude, de jeter un coup d'œil sur la carte de géographie syndicale de la France. Les statistiques ont leur éloquence et l'augmentation continue du mouvement syndical qu'elles enregistrent est la meilleure preuve du progrès que font, plus ou moins confusément, dans les esprits, quelques-unes des idées que nous avons exposées.

La dernière statistique officielle publiée par le « Bulletin de l'Office du Travail » (1) donne les renseignements que voici :

« Le mouvement syndical français en 1906 se traduit par une augmentation très notable, aussi bien du nombre des syndicats que de celui des syndiqués.

Cette augmentation est de 1.130 syndicats. Quant à l'augmentation du nombre de syndiqués, qui est de 149, 240, elle n'a été dépassée qu'une seule fois, au cours de l'année 1892-1893.

(1). « Faut-il tenir les chiffres de l'Office du Travail comme rigoureusement exacts? Je les crois plutôt au-dessus de la vérité. D'une part, en effet, les statistiques ne tiennent pas toujours un compte suffisant des syndicats disparus qui, n'étant tenus à aucune déclaration, figurent sur l'annuaire, un ou deux ans encore après leur disparition. D'autre part, les syndicats inscrits, maintiennent comme adhérents, des membres qui n'ont jamais payé ou qui ne paient plus leurs cotisations. » Barthou : *L'Action syndicale*, p. 12.

Au 1^{er} janvier 1906, on comptait 11.841 syndicats avec 1.809.271 adhérents.

Au 1^{er} janvier 1907, on en compte 12.971 avec 1.958.511 adhérents.

Le nombre des Unions de syndicats industriels et commerciaux s'élève à 308, comprenant 6.173 syndicats et 1.014.975 membres. Elles se répartissent ainsi :

110 unions patronales, avec 2.150 syndicats et 257.847 membres.

187 unions ouvrières comprenant 3.675 syndicats et 752.362 membres.

11 unions mixtes comprenant 48 syndicats et 4.766 membres.

La plupart des unions nationales ayant leur siège à Paris, c'est le département de la Seine qui comprend le plus d'unions : 117 avec 3.469 syndicats et 630.150 membres.

Viennent ensuite : le Nord (20 unions, 382 syndicats, 71.025 membres); le Rhône (17 unions, 258 syndicats, 39.811 membres); les Bouches-du-Rhône (9 unions, 129 syndicats, 39.978 membres).

C'est dans la Seine que siègent le plus d'unions patronales (54 unions, 1.770 syndicats, 204.939 membres); le Rhône vient ensuite (8 unions, 148 syndicats, 15.655 membres).

La Seine comprend également le plus d'unions ouvrières (59 unions, 1.865 syndicats, 421.788 membres), après la Seine, vient le Nord avec 15 unions, 329 syndicats et 67.019 membres.

Il convient de retrancher de ces chiffres le nombre des syndicats agricoles. Ceux-ci ont des caractères trop spéciaux pour rentrer dans le cadre de notre étude. On sait, en effet, qu'ils sont, le plus souvent, des sortes de

coopératives pour l'achat en commun d'engrais, de semences, de machines agricoles. Sauf quelques syndicats, comme ceux de la Nièvre, ils ne jouent donc pas le même rôle que les syndicats ouvriers dans le conflit économique présent.

Le nombre des syndicats agricoles était :

Au 1^{er} janvier 1906 de 3.553 avec 677.150 membres.

» » » 1907 » 3.883 » 716.530 »

Voici le taux des augmentations constatées au cours des dernières années :

	Augmentations	
	des syndicats	des adhérents
1903	328	50.650
1904	524	39.925
1905	437	17.197
1906	330	30.380

Il faut encore noter l'augmentation du nombre des bourses du travail et la progression de l'idée syndicale dans les milieux féminins :

Le nombre des bourses du travail était

en 1903 de 111 avec 2.032 syndicats et 324.800 membres,
en 1904 de 114 avec 2.360 syndicats et 377.561 membres,
en 1905 de 125 avec 2.481 syndicats et 422.336 membres,
en 1906 de 131 avec 2.586 syndicats et 455.790 membres.

Quant aux syndicats féminins, ils ne progressent que très lentement et ceci est d'autant plus regrettable que de récentes enquêtes ont prouvé la situation malheureuse de beaucoup d'ouvrières (1), surtout parmi celles qui sont employées à l'industrie de la confection.

(1). Voir notamment le livre de M. l'abbé Mény : « Le Travail à bon marché ».

M. d'Haussonville a résumé cette situation dans un livre dont le titre, en un raccourci saisissant, est à lui seul tout un plaidoyer ou tout un réquisitoire « Salaires et misères de femmes ».

Pour 1906 l'augmentation du nombre des femmes syndiquées a été de 10.901 (93.805 au 1^{er} janvier 1907 contre 82.904 au 1^{er} janvier 1906) ; 8.116 appartiennent à des syndicats patronaux, 79.260 à des syndicats mixtes.

Les départements où l'on trouve le plus grand nombre de patronnes syndiquées sont : la Seine 4.305, les Bouches-du-Rhône 654, les Alpes-Maritimes 409, le Nord 361.

Les départements qui comptent le plus de femmes syndiquées sont : la Seine 25.145, le Nord 11.915, le Rhône 4.040, les Bouches-du-Rhône 2.949, la Seine-Inférieure 2.766, la Gironde 1.901.

Le budget d'un grand syndicat français

La Fédération des Travailleurs du Livre

Le premier tableau indique le mouvement de l'effectif, des recettes et des dépenses, ainsi que l'avoir au 31 décembre de chaque année.

ANNEES	1901	1902	1903	1904
Nombre des sections	159	162	168	168
Nombre des membres payants	9.989	10.502	10.997	10.012
Produit des cotisations	161.061	181.945	196.945	212.263
Recettes diverses	9.902	15.641	21.297	3.399
Recettes totales	170.933	197.536	221.242	245.662
Dépenses totales	147.148	189.721	226.081	204.199
Avoir au 31 décembre	200.022	201.260	194.023	241.780

ANNEES	1905 (1)	1906 (2)	1907
Nombre des sections	170	170	170
Nombre des membres payants	10.788	11.650	10.700
Produit des cotisations	255.574	272.386	258.807
Recettes diverses	(1) 8.541	(1) 346.814	(1) 31.276
Recettes totales	264.115	619.200	290.083
Dépenses totales	250.148	818.074	201.558
Avoir au 31 décembre	268.524	71.260	136.768

Le second tableau donne la répartition des dépenses entre les divers services pour chacune des années étagées depuis 1901 jusqu'à 1907.

ANNEES	1901	1902	1903	1904
Frais de grèves	21.671	16.677	38.146	17.851
Indemnités de chômage	28.472	48.865	52.307	65.698
Indemnités de départ	1.120	1.927	2.476	2.850
Secours de route ou viaticum	9.004	11.963	11.223	10.736
Indemnités de maladie	50.562	64.014	66.616	68.097
Indemnités de décès	"	"	"	4.900
Secours aux infortunés typogr.	1.482	1.495	1.659	2.180
Dépenses du journal	23.761	18.974	19.684	19.048
Frais de délégation	2.477	4.785	4.543	4.112
Secours aux grèves des autres professions	1.450	9.110	2.055	1.405
Dépenses administratives et diverses	7.059	18.881	27.370	19.368

(1) Depuis 1905, la caisse de chômage est subventionnée par le ministère du Travail. Elle a reçu pour 1905 : 14.601 fr. ; pour 1906 : 22.035 fr. ; pour 1907 : 7.835 fr. Ces subventions sont semestrielles, mais elles ne sont touchées que six mois au plus tôt après l'expiration du semestre auquel elles s'appliquent.

(2) L'année 1906 a été marquée par un grand mouvement ayant pour but de ramener la durée du travail à neuf heures par jour. Ce mouvement a occasionné une dépense totale de 637.603 fr. 75.

ANNÉES	1905	1906	1907
Frais de grèves	35.874	570.658	22.401
Indemnités de chômage	46.866	87.417	55.198
Indemnités de départ	3.207	4.436	3.422
Secours de route ou viaticum	9.879	9.162	9.298
Indemnités de maladie	70.269	58.924	61.533
Indemnités de décès	7.300	5.320	6.000
Secours aux infortunés typogr.	2.500	2.935	1.871
Dépenses du journal	21.156	26.774	18.105
Frais de délégations	6.524	15.609	4.764
Secours aux grèves des autres professions	2.584	550	695
Dépenses administratives et diverses	24.009	27.929	18.325

Si brillante qu'elle soit, la situation de la Fédération française du Livre est encore loin d'égaliser celle de l'Union des typographes allemands.

« La fortune de cette Union, s'élevait, au 31 décembre 1904, à 4.357.000 francs ; celle des sections à 1.800.000 francs. A l'heure actuelle, près de 40.000 sociétaires la composent.

Sur 53.000 ouvriers typographes que compte l'Allemagne, 41.453 travaillent suivant les stipulations passées entre les deux parties, ce qui fait 78.27 %. Près de 9.000 journaux, représentant les 75 % de toute la presse Allemande, paient le tarif syndical.

Ouvriers et patrons, les premiers dans un mémoire récemment déposé au Reichstag, les seconds dans leur organe, le « Correspondant », du 1^{er} décembre, se félicitent également, quoi qu'à des points de vue différents, des effets du tarif. Pour les uns, c'est un gage de paix sociale, pour les autres, c'est un moyen de développer la capacité, la force ouvrière ». (D'après l'« Art nouveau français en typographie », revue trimestrielle. Janvier 1905, p. 197).

Un modèle de convention collective

La « Société de la *Réforme Sociale* » d'Allemagne consacre tout particulièrement ses efforts à favoriser le développement des conventions collectives. Le 19 mars 1907, elle créa une Commission qui devait s'en occuper spécialement.

Cette Commission se réunit dès le mois d'avril sous la présidence du baron von Berlepsch, ancien ministre, et décida d'établir un modèle de contrat collectif, qui répondrait à toutes les exigences possibles, et que l'on rédigerait en tenant compte de toutes les expériences du passé. Pour cela, fut constituée une sous-Commission qui aurait la faculté de s'adjoindre tous les spécialistes qui s'intéressent aux contrats collectifs de travail. Les principaux membres de cette Commission sont : MM. Rehrens, secrétaire général du syndicat des mineurs chrétiens, G. Harmann, secrétaire général du syndicat des constructeurs de machine (syndicat Hirsch-Duncker), le conseiller du commerce Buxenstein, le Dr Freund, président du bureau des assurances de Berlin, Rahardt, président de la ligue des patrons de l'industrie du bois, Krüger, Schiffer, Schumacher, Zimmermann.

Nous donnons ci-dessous la traduction des principaux passages du modèle de contrat collectif, qui fut définitivement accepté, le 27 février, après une étude très minutieuse.

Contrat collectif de travail pour l'industrie de...

Le contrat collectif de travail qui suit est intervenu entre les représentants des employeurs et les représentants des employés, agissant au nom et avec mission des deux parties ; il sera léga-

lement obligatoire pour les deux parties à partir du... jusqu'au... (1).

La durée du temps de travail à fournir hebdomadairement (non compris les pauses) sera de... heures, avec une durée quotidienne maxima de... heures en été et de... heures en hiver. Le temps du travail doit être compris entre... heures du matin et... heures du soir.

La journée sera payée en entier-(ou bien au prorata des heures de travail réellement fournies).

Pour les travaux à faire en dehors de l'atelier, le temps du déplacement excédant... heures, aller et retour, devra être compté comme temps de travail et payé comme tel.

Les pauses à accorder seront les suivantes...

Sont comptées comme heures de travail supplémentaires, les heures de travail fournies en dehors du temps normal de travail. Ces heures supplémentaires régulières doivent être évitées le plus possible. Là où il n'y a pas moyen de s'en passer, les ouvriers qui les fourniront devront le faire autant que possible à tour de rôle. Quand il y aura nécessité probable d'heures de travail supplémentaires, il faudra autant que faire se pourra en donner connaissance à l'avance (la veille ou dans la matinée). Si cette modification antérieure n'a pas été faite, il faudra discuter le taux d'une rémunération spéciale à ajouter au supplément de salaire des heures supplémentaires. Les heures supplémentaires ne pourront dépasser... % des heures de travail réglementaires fixées pour la semaine (voir plus haut). Quand il y aura deux heures et plus de travail supplémentaire, on aura droit à une pause de..., que l'employeur devra payer d'après le tarif du salaire normal.

La rémunération pour les heures supplémentaires sera de : ...

Pour le travail de nuit réglementaire on observera les dispositions suivantes...

Est considéré comme travail du dimanche, le travail du dimanche matin de... heures à... heures. Ce travail est payé ainsi qu'il suit...

Sont considérés comme jours de fête légale, assimilés aux dimanches, les jours suivants...

L'employeur s'oblige à occuper pleinement les ouvriers employés par lui et à les indemniser, en cas de manque de travail,

(1). Comme échéance à laquelle le contrat cesse, il convient de choisir une époque également favorable ou défavorable aux employeurs et aux employés, de façon à ne concéder à aucune des parties un avantage sur l'autre dans les négociations pour le renouvellement du contrat. Cette époque devra être la même pour tous les ateliers ou chantiers d'une même industrie.

pour les pertes de temps possibles, d'après le salaire moyen des trente derniers jours de travail, dans la mesure où il n'est pas intervenu d'autres conventions. L'employé s'oblige de son côté à commencer son travail à l'heure précise. Il s'engage à travailler suivant les ordres et les indications reçues.

.... Il peut être librement accordé des salaires plus élevés que ceux indiqués dans le contrat de travail. Mais pendant que le présent traité sera en vigueur, on ne pourra exiger de majoration par des manifestations collectives (v. plus bas).

.... Le terme du congé valable, pour les deux parties est de... jours (il n'y a pas de terme de congé, de sorte que la sortie ou le renvoi peut avoir lieu à n'importe quel moment — le soir de la déclaration). Le congé peut être donné de vive voix ou par écrit (en tout temps), (seulement le jour de paye). Le renvoi immédiat ne peut avoir lieu que dans les cas spéciaux prévus par l'article 123 du Code civil et le règlement de travail relatif à l'exploitation. Les travailleurs aux pièces, qui se sont chargés de l'exécution d'un travail déterminé, ont le droit et l'obligation de livrer ce travail tout a fait achevé; si, par la faute des ouvriers, cela devient impossible, ceux-ci ne peuvent, sauf cas exceptionnels, exiger un salaire pour le travail exécuté que dans la mesure où ce travail a une valeur pour l'employeur. Il est permis de stipuler des termes de congé plus longs ou plus courts (jusqu'à 15 jours) : ces stipulations seront seulement locales, ou bien seulement particulières à certains ateliers. De plus longs termes de congé doivent être stipulés (ne peuvent être stipulés) avec l'ensemble du personnel (mais seulement avec chaque ouvrier). Pendant la période qui suit la notification du congé, chaque ouvrier doit pouvoir disposer, chaque jour, sur sa demande, à la suite des pauses, d'une heure (qu'il n'aura pas à fournir ensuite) durant laquelle il pourra chercher du travail ailleurs, dans le cas où il n'y aurait pas dans la localité un bureau de placement pour des ouvriers de sa profession.

.... L'acceptation ou le renvoi des ouvriers ne doit pas dépendre du fait qu'ils sont membres d'une organisation quelconque. Si un ouvrier croit avoir à se plaindre d'un fait de ce genre, il est en droit d'en appeler aux arbitres des salaires.

Les manifestations collectives, de même que les congés collectifs, sont considérés comme rupture de contrat. Les actes qu'il faut considérer comme manifestations ou congés collectifs seront soumis aux arbitres des salaires. Tant que leur décision n'est point communiquée, la situation reste dans son état antérieur.

Les grèves ou des fermetures pour des raisons qui n'ont rien à faire avec le contrat de travail ou les règlements du contrat collectif de travail, sont également interdites pendant la durée du contrat.

Il faut faire entrer dans la réglementation du travail des

dispositions variables, suivant les professions et les méthodes de travail, au sujet de l'atelier, des outils, de la matière première, au sujet des travaux supplémentaires, des travaux à emporter chez soi. De même des prescriptions au sujet de la façon de traiter et de mener les ouvriers, de l'observation des mesures de sécurité contre les accidents, la défense de boire des spiritueux ou de fumer durant le travail, l'installation de locaux pour s'abriter et mettre les outils et vêtements, la propreté des cabinets d'aisance, des lavabos, la faculté de se procurer de l'eau potable, ou des rafraîchissements à bon marché, pendant le travail, etc.; l'interdiction de livrer des travaux gâchés; ou encore des règlements sur le terme de congé pour les logements ouvriers, que l'employé, se voit obligé de quitter, quand il y a fin ou rupture de contrat; le règlement des droits de l'ouvrier par rapport aux caisses de fabrique, quand il y en a; la fixation des dédommagements à solder dans le cas de mort de l'ouvrier, etc...

Au sujet des apprentis et du nombre d'apprentis à occuper dans une exploitation sont intervenues les stipulations suivantes...

Le contrôle de l'observation des stipulations intérieures est confié aux arbitres des salaires ou aux corps spéciaux désignés par eux.

.... On peut chercher de la main-d'œuvre en dehors des bureaux de placement jusqu'à concurrence de... %. Ce bureau ne peut procurer du travail qu'à des ouvriers fidèles aux tarifs, en dehors de toute considération relative à leur adhésion à une organisation quelconque. Il faudra s'occuper avant tout des ouvriers qui ont perdu leur place parce qu'ils avaient lutté pour le contrat collectif de travail. Le bureau de placement sera administré suivant un règlement établi par les parties intéressées. Les frais seront couverts de la façon suivante ...

Organes d'exécution du contrat collectif de travail. (Il faut prévoir ici des tribunaux d'arbitrage ou des commissions de salaires neutres).

Les associations (et leurs membres), dont les soussignés sont les représentants s'engagent à respecter le contrat et à se conformer aux décisions des arbitres du salaire et de l'office du travail par le versement d'une caution de... francs pour chacun de ses membres, caution prise sur le capital de l'association. La fixation des indemnités est dans ces limites dévolue aux arbitres des salaires et à l'office du travail, et il interdit de recourir pour ces cas aux tribunaux ordinaires, pour toute la durée du contrat.

Les associations s'engagent en outre à exclure de leur sein les membres qui refuseraient de se conformer à ses prescriptions, à ne les secourir d'aucune façon, et à ne les admettre de nouveau qu'après un certain délai. Le contrat collectif de travail doit être dénoncé... mais avant son expiration, par les

représentants autorisés des parties, par écrit et avec l'indication des raisons de son annulation. Dans le cas contraire, il est valable pour une durée de prolongation de .. années, sans qu'il soit besoin d'autre déclaration. (1)

Les arbitres des salaires ou l'office du travail ont à discuter les bases d'un nouveau contrat avant le terme du congé, aussi longtemps qu'il n'est pas intervenu d'accord.

En ce qui concerne l'exécution du contrat collectif de travail, les frais occasionnés seront supportés par les deux parties, conformément à un règlement à intervenir pour la contribution de chacune d'elles.

(1) Pendant la durée de validité du contrat, les demandes de modification des points particuliers faites par écrit et motivées par de graves changements dans les conditions du travail telles qu'elles existaient à l'époque de la conclusion du contrat, pourront être soumises à la juridiction supérieure de l'office du travail.

VU :

*Le Professeur-Doyen,
Président de la thèse,*

EDMOND VILLEY.

VU :

Le Doyen de la faculté,

EDMOND VILLEY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Université de Caen,

R. MONIEZ.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION	5

CHAPITRE I^{er}

LE MOUVEMENT SYNDICAL OUVRIER. — QUELQUES-UNES DE SES CAUSES ET DE SES CONSÉQUENCES	7
--	---

CHAPITRE II.

LES ORIENTATIONS SYNDICALES	53
1 ^o <i>Les idées syndicales de Waldeck-Rousseau.</i>	54
II ^o <i>Les théories des « Catholiques-Sociaux ».</i>	79
III ^o <i>Le syndicalisme révolutionnaire.</i>	107

CHAPITRE III.

LES COURANTS SYNDICAUX	149
----------------------------------	-----

CHAPITRE IV.

L'AVENIR DU SYNDICALISME FRANÇAIS	185
---	-----

ANNEXES

I ^o <i>Statistiques syndicales.</i>	199
II ^o <i>Le budget d'une puissante Fédération française.</i>	203
III ^o <i>Un projet de convention collective.</i>	205
